

**Commission Economique pour l'Afrique
(CEA)**

**Centre Africain pour le Genre et le Développement
(CAGED)**

**INDICE DE DEVELOPPEMENT
ET DES INEGALITES ENTRE
LES SEXES EN AFRIQUE**

RAPPORT FINAL POUR LE BENIN

**VOLUME I : INDICE DE CONDITION DE LA FEMME
(ICF)**

Août 2004

CHAPITRE 1 : SITUATION ACTUELLE DU BENIN PAR RAPPORT A LA PRISE EN COMPTE DU GENRE

Ce chapitre a pour objet de faire le bilan des engagements pris par le Gouvernement béninois pour la réduction des inégalités de genre, des actions mises en œuvre et de quelques résultats obtenus.

1.1 Engagement du Bénin en faveur de la promotion de la femme

Avec l'avènement de la Conférence des Forces Vives de la Nation en février 1990 qui a opté pour l'Etat de droit, la démocratie et l'économie libérale, la volonté de ne plus négliger les femmes s'est davantage réaffirmée. Quelques illustrations de cet engagement sont : l'organisation en 1992 d'un colloque sur l'intégration de la femme au développement, la création en 1993 de la Commission Nationale pour l'Intégration de la Femme au Développement (CN/IFD), la création en 1996 d'une Direction de la Condition Féminine (DCF) et en 1998, la création d'un Ministère chargé de la Promotion de la Femme, connu depuis mai 2001, sous l'appellation de Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS). Ce Ministère a pour mission de coordonner les politiques et Programmes orientés vers les femmes et les rapports de genre.

En effet, comment peut-on efficacement lutter contre la pauvreté en ignorant les préoccupations des femmes béninoises qui forment environ 52% de la population et constituent l'une des couches les plus vulnérables ? C'est fort de cela qu'une place de choix a été réservée à l'aspect Genre et Développement dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2) qui fait désormais de la promotion de la femme un des principaux vecteurs du développement. Un document portant Politique Nationale de Promotion de la Femme, a été adopté en Conseil des Ministres le 31 Janvier 2001 et s'est fixé les objectifs suivants :

- L'éducation et la formation de la femme béninoise
- Le renforcement de son pouvoir économique
- L'amélioration de ses conditions sociales et de son statut juridique

Il s'agit donc de créer l'environnement macro-économique et juridique adéquat, où devront s'inscrire les schémas de planification et programmes sectoriels de développement ainsi que les mécanismes institutionnels, de façon à donner à la fois aux hommes et aux femmes des possibilités d'actions équitables et à en mesurer les impacts sur ces deux groupes sociaux.

Afin de mettre en œuvre cette politique nationale de Promotion de la Femme, le Ministère de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité, avec l'appui technique et financier du l'UNFPA, a conçu un plan d'action multisectoriel dans l'optique de :

- Contribuer à la réduction à court terme et à l'éradication à long terme, des disparités entre les deux composantes de la société béninoise, l'homme et la femme, dans tous les secteurs d'activités pour le développement équitable et durable ;
- Contribuer à la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre des politiques et plans de développement, notamment en ce qui concerne la promotion de l'équité et de l'égalité entre l'homme et la femme ;
- Développer des politiques, des stratégies, des actions et des activités pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme centrée sur l'approche genre.

Cette approche méthodologique qui promeut un développement durable pourrait conduire le Bénin à relever le double défi :

- Celui de la participation égale de l'homme et de la femme au développement en tant qu'agent d'une part et d'autre part en tant que bénéficiaire.

Dans cette perspective, il a été réalisé :

- Une analyse de situation de tous les secteurs de développement que sont : l'éducation, la santé, l'emploi, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, le sport et les loisirs, la communication ;
- Une analyse des causes des inégalités relatives aux rapports de genre observées dans l'analyse de situation ;
- Une identification des actions prioritaires en tenant compte des besoins stratégiques et pratiques des hommes et des femmes.

Ces actions s'articulent autour de :

- l'amélioration de l'accès des filles et des femmes aux différentes ressources du développement que sont l'éducation, la santé et l'emploi ;
- la valorisation du statut juridique, économique et social de la femme et de la jeune fille ;
- l'impulsion vers un changement de comportement aussi bien des hommes que des femmes grâce à l'intensification de la sensibilisation, à la vulgarisation des textes , et à une meilleure diffusion de l'information.

Cette volonté de promouvoir la femme est si préoccupante pour le gouvernement que la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont été retenues comme objectif 3 dans les objectifs du millénaire pour le développement du Bénin. Les défis auxquels le Bénin doit faire face pour atteindre cet objectif sont : (i) l'atténuation des effets des pesanteurs socioéconomiques et culturelles ; (ii) la dotation des localités en infrastructures scolaires adéquates ; et (iii) la mise en conformité, la promulgation et la mise en œuvre effective du Code des personnes et de la Famille.

Plusieurs politiques et programmes sont conduits pour éliminer les disparités de genre. On peut citer le projet d'exonération des filles de droits d'écologie, le programme d'activités du réseau pour la scolarisation des filles, le programme d'appui au développement social avec son Projet Education et la Politique Nationale de Promotion de la femme et son plan d'action.

Pour réduire la pauvreté, le genre est pris en compte à travers toute la stratégie développée et y est perçu comme un outil transversal de développement. Les efforts consentis se poursuivront et se renforceront sur la période 2003-2005, avec une approche genre et un accent particulier sur la promotion de la femme. Notamment, le gouvernement procédera à l'harmonisation et à la rationalisation des politiques de prise en compte de l'approche genre actuellement disséminées dans les différentes stratégies sectorielles.

Les objectifs tendent à réduire les inégalités entre l'homme et la femme de tous âges et de tous secteurs de développement. Il s'agit d'une harmonisation du bien-être qui devra statuer sur les inégalités constatées, de sorte que la correction consiste en des actions spécifiques en faveur des groupes vulnérables comme la femme. Ces actions portent sur l'éducation des filles et des femmes, la lutte contre les mutilations génitales féminines, l'appui aux groupements féminins et aux femmes en général, la promotion du droit des filles et des femmes, le développement institutionnel pour la promotion du rôle de la femme. L'action la plus fondamentale demeure cependant l'élaboration, la validation, l'adoption en janvier 2000 et le lancement de la politique nationale de promotion de la femme qui est un instrument de développement. La politique nationale de la promotion de la femme (PNPF) au

Bénin a pour but essentiel l'amélioration des conditions de vie de la femme par le renforcement de ses capacités d'action aux plans économique, social, culturel et juridique.

L'amélioration et le renforcement des différentes actions ainsi amorcées se feront à travers la réalisation des sous-objectifs ci-après :

- Promouvoir l'accès équitable de la fille et de la femme à l'éducation et à la formation ;
- Favoriser une meilleure autonomie de la femme béninoise sur le plan économique ;
- Améliorer l'état nutritionnel et de santé de la femme béninoise pour un développement durable ;
- Améliorer et consolider le niveau de connaissance et de pratique du statut juridique et social de la femme béninoise ;
- Améliorer et valoriser le travail de la femme béninoise ;
- Valoriser les cultures et les pratiques traditionnelles favorables à la promotion et à l'épanouissement de la femme béninoise.

1.2 Quelques avancées dans la prise en compte des questions de genre

➤ Dans le domaine de l'éducation

chap Si l'évolution constatée a permis la progression du taux brut de scolarisation de 49,68 % en 1990 à 88,49 % en 2001. Toutefois, le cas des filles continue d'être préoccupant malgré les différentes mesures prises en sa faveur : une fille sur 2 en âge d'aller à l'école n'est pas scolarisée. L'exonération des contributions scolaires pour les filles en milieu rural est une des mesures positives prises par le Gouvernement du Bénin pour faciliter l'accès des filles à l'éducation. Cette mesure est accompagnée d'une campagne intense de sensibilisation auprès des parents.

Il faut signaler l'impact immédiat de cette mesure puisque l'indice de parité fille/garçon a fait un bond de 13 points pour atteindre 0,70 avant de passer à 0,72 en 1997/98.

chap Dans ce même ordre d'idée, le taux brut de scolarisation, qui était de 42,7 % pour les filles et de 75,3 % pour les garçons en 1992, est passé respectivement, à 61,15 % et 95,26 % en l'an 2000 (SSGI/MENRS). En l'an 2000, les contributions scolaires ont été globalement réduites grâce à une subvention faite à partir des premiers fonds de la remise de la dette publique (MFPSS, 2001).

On constate ainsi des efforts et un engagement du Gouvernement du Bénin pour rétablir un certain équilibre à long terme en ce qui concerne l'accès à l'éducation des filles et des garçons aussi bien au niveau primaire, secondaire que supérieur.

➤ Dans le domaine de la santé

L'engagement et les efforts du Gouvernement du Bénin dans le secteur de la santé de la population se manifestent à travers la mise en place des Politiques et Stratégies Nationales de Développement du secteur santé 1997-2001. Grâce aux différentes stratégies et politiques mises en place, les conditions de santé se sont nettement améliorées au cours des 10 dernières années même si entre les deux enquêtes démographiques et de santé, le taux de mortalité maternelle est resté inchangé : 498 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes. Au recensement de 2002 ce taux est de 474 décès pour 100000 naissances vivantes. Parmi les raisons de ce fort taux, on peut citer les grossesses précoces et/ou rapprochées, les grossesses multiples.

Pour réduire l'influence de ces facteurs sur la mortalité maternelle, en 1997, le projet « Santé familiale et Prévention du SIDA » dont l'un des objectifs est d'accroître l'utilisation des méthodes modernes de

planification familiale parmi les femmes en âge de procréer, a commencé ses activités. En outre, il faut signaler l'existence de plusieurs ONGs oeuvrant pour la promotion de la planification familiale et la lutte contre les IST/SIDA (MFPSS, 2001).

➤ Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage

Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'élevage a une politique spécifiquement conçue à l'intention de la femme béninoise qui a été adoptée en Septembre 2001. C'est la Politique de Promotion de la Femme dans le secteur agricole et Rural (PPFR). La politique a pour objectif global de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ruraux en donnant aux femmes et aux hommes des possibilités égales afin que tous participent au même titre au processus de développement du Bénin.

Les objectifs spécifiques sont :

- Assurer l'accès des femmes rurales aux ressources productives et aux opportunités d'emploi de façon durable en vue de l'amélioration de leurs revenus ;
- Renforcer les capacités d'action des femmes rurales pour une utilisation durable des ressources disponibles et une exploitation rationnelle des opportunités existantes ;
- Donner aux femmes rurales, les possibilités d'influencer le cours du développement grâce à l'usage de leurs droits et l'amélioration de leur participation au processus de décision.

*budget
financement*

Les stratégies à mettre en œuvre et les mesures à prendre s'articulent autour de trois axes majeurs à savoir :

- L'amélioration de l'accès des femmes rurales aux ressources ;
- Le renforcement des capacités d'action des femmes rurales ;
- Le développement d'un environnement institutionnel et juridique favorable.

Certains programmes du ministère, de part leur nature et leur dénomination, ont des implications importantes sur les femmes. Ce sont :

- le programme d'Animation Rurale et de Sécurité Alimentaire,
- le projet de Vulgarisation Agricole,
- le Fonds d'Investissement des Micro-réalisations Agricoles et Communautaires,
- le Système National d'Alerte Rapide,
- Le projet d'Education Nutritionnelle,
- Le Projet de Microfinance et de Commercialisation(PROMIC),
- Le Programme d'Appui aux activités Génératrices de Revenu (PAGER),
- Le projet d'Infrastructures de marché (MFPSS, 2001).

*budget
financement*

Les différents projets et programmes mis en œuvre ont permis de faire l'état des lieux sur la situation de la femme béninoise et ont permis aussi d'enclencher le processus réel de promotion de la femme rurale.

➤ Dans le domaine du commerce et de l'industrie

*parto / industrie
commerce*

La place des femmes dans l'industrie est très limitée. Il faut signaler néanmoins les efforts du Gouvernement béninois pour rééquilibrer la participation des hommes et des femmes dans le secteur de l'industrie et du commerce. Ainsi, le programme prioritaire de promotion des PME, prend en compte les femmes et leur réserve une bonne place, non seulement comme opérateurs et employés des PME, mais également comme entrepreneurs.

➤ Dans le domaine de la législation, du contrôle et de la prise de décision

Les différentes dispositions prises par le Gouvernement en faveur de l'égalité des sexes montrent la volonté du Gouvernement béninois de promouvoir l'égalité et l'équité entre les deux composantes de la société. Le projet du Code des Personnes et de la Famille voté à l'Assemblée mais avec quelques réserves, améliore le statut juridique de la femme béninoise par rapport aux éléments juridiques importants.

➤ Mise en place des points focaux

Au Bénin, il existe une commission nationale de promotion de la femme constituée de points focaux genre. Les points focaux sont choisis dans les différentes structures de planification des ministères techniques et des ONGs afin qu'ils assurent à leur niveau, de la prise en compte des principes d'égalité et d'équité pour un développement durable et équitable au Bénin. Deux personnes sont identifiées au niveau de chaque ministère (une femme et un homme), sauf au ministère des finances et de l'économie et au ministère de la communication et de la promotion des technologies nouvelles où il existe une personne, comme point focal. Le point focal doit être un cadre supérieur ou tout au moins un cadre moyen et, si possible, en charge de la planification. Ainsi, au niveau du pouvoir exécutif nous avons au total 21 points focaux comportant 40 personnes. A ceux-ci s'ajoutent cinq (05) points focaux représentants des ONGs et Associations et quatre (04) autres points focaux représentant des cultes. Il existe au total 30 points focaux au Bénin qui devraient faciliter la définition des stratégies de développement en fonction de l'approche genre.

Le point focal doit :

- mettre régulièrement en collaboration avec l'INSAE, à la disposition du MFPSS, des informations et des données statistiques et sociales relevant des structures du point focal pouvant aider à identifier les principaux domaines d'actions qui doivent être pris en considération pour atteindre l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes ;
- faciliter au MFPSS la mise en œuvre du plan d'action de la PNPF dans le secteur spécifique du point focal ;
- appuyer le MFPSS dans l'élaboration des programmes et projets relatifs au secteur du point focal ;
- aider à l'établissement des mécanismes institutionnels de coordination des actions dans le domaine de genre Population et Développement entre le MFPSS et son ministère ;
- appuyer le MFPSS pour la dissémination du plan d'action de la PNPF ;
- veiller, en collaboration avec le MFPSS, à la prise en compte de l'approche genre dans les cellules de programmation ou planification du Ministère du point focal ; participer comme formateurs en genre aux formations qui seront organisés par le MFPSS à l'intention des autres acteurs de développement ;
- réaliser conjointement avec le MFPSS des sessions de sensibilisation sur l'égalité et l'équité du genre pour un développement durable et équitable au Bénin ;
- mettre régulièrement à la disposition du MFPSS des études et des informations relatives au genre ;
- assumer le rôle de coordinateur au sein de la cellule de Coordination de son ministère pour l'élaboration de programmes/plans d'action axés sur l'approche genre.

CHAPITRE 2 : INDICE DE LA CONDITION DE LA FEMME (ICF)

2.1 Méthodologie et Difficultés

L'ICF englobe des indicateurs regroupés autour de trois rubriques : social, économique et politique. La première rubrique renvoie très clairement à des « capacités » ; la deuxième, à des opportunités et la troisième au pouvoir d'action.

2.1.1 Méthode de collecte des données

Les données de l'Indice de la Condition de la femme sont des données quantitatives. La collecte des données a été faite auprès de chacune des structures identifiées. La démarche suivie est la suivante :

- identification des structures,
- envoi de lettres de recommandations signées pas le Ministre de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité,
- identification des personnes cibles pouvant nous fournir les informations. Nous nous sommes beaucoup appuyés sur les membres du Conseil National Consultatif, les données obtenues ont été complétées par celles d'autres structures particulièrement celles de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE),
- mise en forme des données selon le canevas de présentation,
- traitement des données et
- analyse des données.

*part of
survey
method*

2.1.2 Difficultés majeures

De nombreuses difficultés ont émaillé la collecte des données

- ✓ la conservation des archives constitue une préoccupation majeure sur laquelle les différentes structures de l'Etat devraient se pencher, *voir*
- ✓ période couverte par la collecte est assez longue (12 ans) ; ce qui fait que les données ont été difficiles à regrouper,
- ✓ les données pour lesquelles il n'y a pas de publication officielle sont vraiment mal archivées, ce qui fait que le dépouillement a été très difficile. Il s'agit notamment des données du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation.
- ✓ La plupart des données collectées ne sont pas désagrégées par sexe alors que cela aurait pu être fait,
- ✓ La préoccupation genre devant conduire à la désagrégation des données selon le sexe ne semble pas rencontrée l'adhésion de beaucoup de personnes.
- ✓ Certaines données très importantes comme celles relatives à l'éducation ne sont pas faciles à collecter par milieu (rural et urbain). Il faudrait dépouiller tous les annuaires statistiques pour reconstituer les données par milieu ;
- ✓ Il a été difficile d'accéder aux bases de données de l'INSAE,
- ✓ Concernant les structures non membres du Conseil national Consultatif, les difficultés ont été plus criardes : il a fallu d'abord expliquer le processus, les raisons de la collecte, identifier une personne pouvant fournir les données, discuter la manière de les collecter. De nombreux rendez-vous ont été fixés mais non respectés.

*de la part
des
structures*

voir

2..2 Synthèse des données collectées

2.2.1 Pouvoir social (capacités)

Cette rubrique comprend deux composantes : l'éducation et la santé. L'éducation est mesurée à l'aide de trois indicateurs :

- les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire
- les taux d'alphabétisation des adultes et
- les taux d'abandon scolaire aux niveaux primaire et secondaire

2.2.1.1 Education

➤ Le système scolaire béninois

Le système éducatif béninois est structuré à quatre niveaux successifs :

1. l'enseignement maternel,
2. l'enseignement primaire,
3. l'enseignement secondaire qui est divisé en deux ordres :
 - a. l'enseignement secondaire général et
 - b. les enseignements technique et professionnel
4. l'enseignement supérieur

L'enseignement maternel

L'enseignement maternel ne fait pas partie de la scolarité obligatoire. Il est plus fréquent dans les centres urbains qu'en milieu rural. Il dure deux ans ou trois ans selon l'école ; les enfants y entrent à trois (3ans) et en ressortent à cinq ans ou 6 ans.

L'enseignement primaire

L'enseignement primaire comporte six (6) années : de la classe de CI (cours d'initiation) jusqu'à la classe de CM2 (cours moyen 2^{ème} année). L'âge légal d'entrée au cours primaire est de six (6) ans. La limite d'âge peut être prolongée jusqu'à quinze (15) ans pour les garçons et à seize (16) ans pour les filles en cas d'entrée tardive sans possibilité pour aucun élève de redoubler trois fois. Une dérogation d'une année est accordée aux filles par la législation scolaire en vigueur. Cet ordre d'enseignement est sanctionné à la fin par le certificat d'Etudes Primaires (CEP).

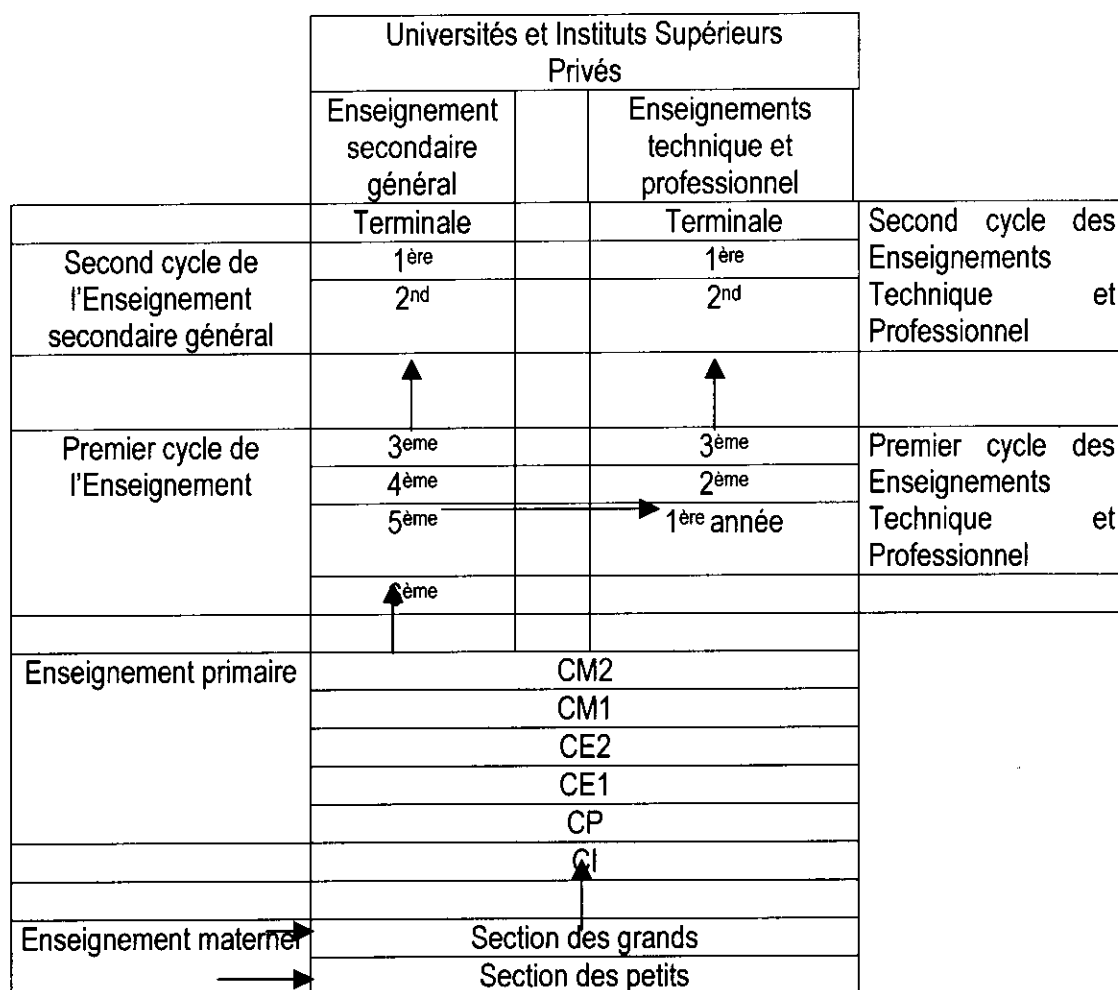
L'enseignement secondaire général reçoit les élèves ayant achevé le cycle primaire. Il dure sept (07) années divisées en deux cycles :

- un premier de quatre (4 ans) au cours duquel les élèves sont accueillis dans les collèges. Il est sanctionné par le Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC).
- le deuxième cycle dure trois ans et est sanctionné par le Baccalauréat.

Les enseignements Technique et Professionnel accueillent des élèves souvent après la classe de cinquième (deuxième année de l'Enseignement Secondaire) ou après le premier cycle de l'enseignement général dans des collèges techniques ou des lycées techniques. Il dure six (06) ans après la classe de 6^{ème} soit au total 7 ans.

L'enseignement supérieur reçoit les diplômés de l'Enseignement Secondaire Général ou des Enseignements Technique et Professionnel. Ce niveau d'enseignement est principalement dispensé dans les facultés, les instituts et les écoles professionnelles. Le baccalauréat ou les diplômes équivalents sont la condition d'accès à l'enseignement supérieur au Bénin. La durée de formation varie de deux (02) à sept (07) ans.

➤ Structure du système éducatif



➤ Scolarisation

Les chiffres du tableau suivant montrent l'importance des évolutions quantitatives qui ont eu lieu à tous les niveaux d'enseignement du système éducatif béninois sur les sept années scolaires de 1992-93 à 1998-99. La dynamique de l'enseignement privé que l'on observe sur cette période (plus forte croissance des effectifs initialement plus faibles) est comparable à celle de l'enseignement public.

Tableau 1 : Evolution des effectifs par niveau d'enseignement

Effectifs d'élèves	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99
Enseignement maternel	14081	16865	16878	16736	18221	22938	28051
Public	13615	13870	14374	15167	15385	15988	16647
Privé	916	995	1504	1571	2836	6950	11404
Enseignement primaire	635663	664485	724635	778941	854554	861023	907383
Public	599830	624778	677900	722161	784887	778635	809059
Privé	35833	39707	46735	56790	70080	82388	98324
Secondaire général	86466	105118	114751	128256	146135	1690165	188035
Public	82515	98480	107248	118149	134337	152561	167196
Privé	3915	6648	7503	10107	11798	16465	20839
<i>Premier cycle</i>	69539	86373	93895	105980	122240	141722	158944
Public	66435	80983	88320	98401	113212	129289	142302
Privé	3104	5390	5575	7579	9028	12443	16642
<i>Second cycle</i>	16930	18755	20856	22276	23895	27294	29091
Public	16083	17497	18928	19748	21125	23272	24894
privé	847	1258	1958	2528	2770	4022	4197
Technique et professionnel	8936	10160	10115	11167	12136	16929	20744
Public	4015	4870	4428	5054	5565	6013	6737
Privé	4921	5290	5687	6113	6571	10916	14007
Enseignement supérieur	10143	10908	11238	12176	15707	17391	21073
Public (UAC ex UNB)	9964	10595	10693	11227	14056	14515	16759
Privé	179	313	545	949	1652	2876	4314

Source : Banque Mondiale Région Afrique 2002

Le taux net de scolarisation est le rapport des effectifs scolarisés (6-11 ans) à la population d'âge correspondant pour le cours primaire (Norme internationale). Au Bénin le taux brut de scolarisation est le rapport de tous les élèves de quelque âge que ce soit sur la population scolarisable (6-11 ans). Le taux brut ne donne qu'une idée imparfaite (généralement sur-estimée parce que les âges qui ne sont pas dans la tranche 6-11 ans sont intégrés au calcul alors qu'ils devraient être pris en compte à d'autres niveaux d'enseignement) de la couverture effective du système.

Tableau 2: Taux brut de scolarisation par grands niveaux d'enseignement, 1992-1999

	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99
Population scolarisable							
Pop. 6-11 ans	894993	925360	964628	1003895	1043163	1082163	1115320
Pop. 12-15 ans	457439	472960	498454	523948	549442	574936	602692
Pop. 16-18 ans	289072	298880	314543	330206	345870	361533	380701
Taux brut de scolarisation							
Enseignement primaire	71,0	71,8	75,1	77,6	81,9	79,5	81,4
Secondaire général	11,5	13,6	14,1	15,0	16,3	18,0	19,1
Premier cycle	15,2	18,3	18,8	20,2	22,2	24,7	26,4
Second cycle	5,9	6,3	6,6	6,7	6,9	7,5	7,6
Supérieur (étudiants/100000 hbts)	207	215	216	238	281	301	353

Source : Banque Mondiale, 2002

NB : Les données démographiques utilisées dans ce tableau diffèrent légèrement de celles qui sont utilisées dans les annuaires statistiques : elles ont été réestimées et relissées afin d'éviter ou minimiser les écarts de chiffres trop importants entre deux années d'âge consécutives.

Les taux de scolarisation divisent le pays en deux groupes de départements : des taux plutôt faibles au nord (l'Atacora, le Borgou et le Zou) et plus élevé au sud (le Mono, l'Atlantique et l'Ouémé). Le Borgou affiche les taux les plus faibles : 52 % en moyenne alors que le taux du département de l'Atlantique dépasse les 103 %. Les zones rurales sont plus défavorisées que celles urbaines : 66 % seulement contre 96,2 % (Banque Mondiale Région Afrique, 2002).

X 28 move

Tableau 3 : Taux brut de scolarisation primaire par département et zone d'habitat, 1998-99 (%)

	Urbain	Rural	Total
Atacora	70,6	57,0	62,2
Atlantique	114,1	88,1	103,7
Borgou	76,3	36,8	51,7
Mono	140,5	68,8	83,3
Ouémé	99,9	77,1	86,8
Zou	116,8	59,6	74,0
Ensemble	96,2	65,8	81,4

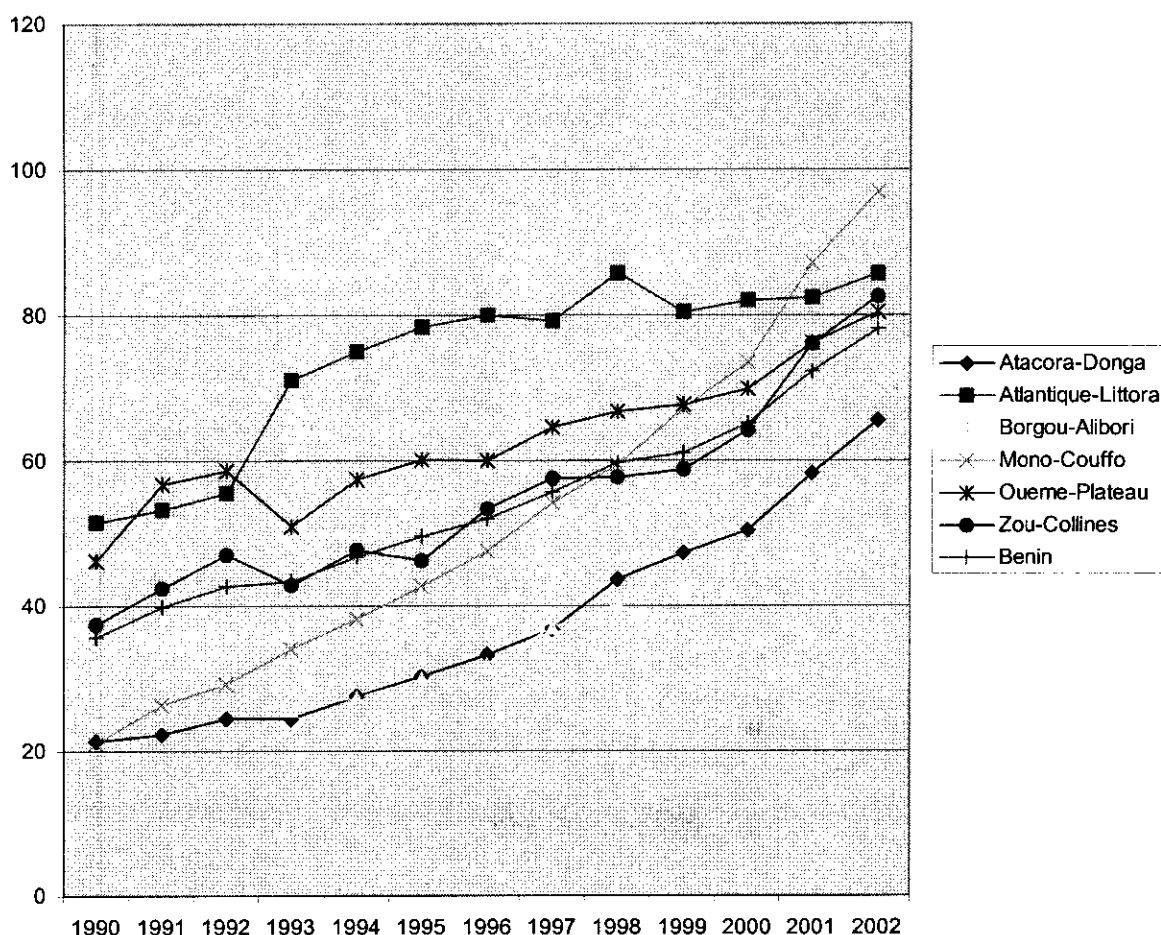
Source : Banque Mondiale, 2002

▪ **Taux brut de scolarisation primaire**

Tableau 4 : Taux bruts de scolarisation primaire selon le sexe

Année	Sexe	Population scolarisable 6-11 ans	Population scolarisée	Taux brut de scolarisation
1990	M	444 924	276 441	62,13%
	F	397 087	141 831	35,72%
	Total	842 011	418 272	49,68%
1991	M	458 034	327 081	71,41%
	F	408 931	163 048	39,87%
	Total	866 965	490 129	56,53%
1992	M	471 579	355 198	75,32%
	F	421 173	179 612	42,65%
	Total	892 752	534 810	59,91%
1993	M	513 730	395 617	77,01%
	F	470 870	204 213	43,37%
	Total	984 600	599 830	60,92%
1994	M	509 199	405 012	79,54%
	F	469 630	219 766	46,80%
	Total	978 829	624 778	63,83%
1995	M	527 022	435 442	82,62%
	F	488 443	242 458	49,64%
	Total	1 015 465	677 900	66,76%
1996	M	542 570	458 905	84,58%
	F	506 544	263 256	51,97%
	Total	1 049 114	722 161	68,84%
1997	M	557 581	492 639	88,35%
	F	524 549	292 249	55,71%
	Total	1 082 130	784 888	72,53%
1998	M	570 898	519 703	91,03%
	F	542 050	323 637	59,71%
	Total	1 112 948	843 340	75,78%
1999	M	581 355	530 620	91,27%
	F	558 631	341 597	61,15%
	Total	1 139 986	872 217	76,51%
2000	M	590 702	557 796	94,43%
	F	574 912	374 626	65,16%
	Total	1 165 614	932 422	79,99%
2001	M	600 670	627 067	104,39%
	F	591 512	427 869	72,33%
	Total	1 192 182	1 054 936	88,49%

Graphique 1 : Evolution des taux bruts de scolarisation des filles par département de 1990 à 2002



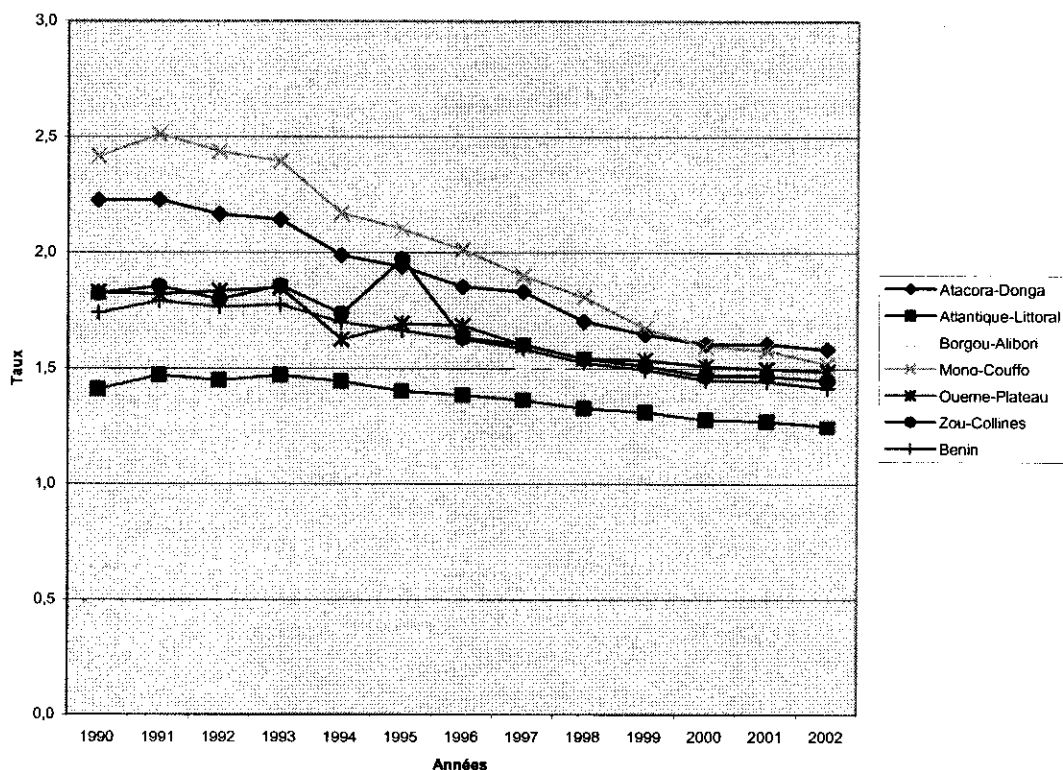
Source : **Tableaux Statistiques de l'Enseignement Primaire, Statistiques générales de l'enseignement primaire**

Comme le montre le graphique ci-dessus, les départements de l'Atlantique-Littoral, et Ouémé-plateau sont ceux qui présentent les plus forts taux bruts de scolarisation des filles. A l'opposé se trouvent les départements du nord Bénin : Borgou-alibori et Atacora-Donga.

Dans l'ensemble on note une évolution du taux brut de scolarisation des filles dans tous les départements. Dans les départements Mono-Couffo on observe une évolution exponentielle entre 1990 et 2002 où le taux brut de scolarisation des filles a été multiplié par environ 4,6 passant de 21,07 à 96,5% alors que dans l'Alibori ce taux a à peine doublé.

La comparaison des taux bruts de scolarisation des filles à ceux des garçons par le calcul des ratios garçon/fille montre une réduction progressive des écarts entre les deux sexes de 1990 à 2002.

Graphique 2 : Comparaison des taux bruts de scolarisation entre filles et garçons



Source : Tableaux Statistiques de l'Enseignement Primaire, Statistiques générales de l'enseignement primaire

En comparant le positionnement des différentes courbes du graphique par rapport à 1 (valeur du ratio égale à 1 en ordonnée) on constate que dans tous les départements, des écarts subsistent entre les sexes (ratio supérieur à 1). Les départements de l'Atacora-Donga et Mono-Couffo présentent sur toute la période d'observation, les plus grands écarts au détriment des filles. Si jusqu'en 2002, les deux départements sus-cités, présentent les pires conditions, il n'en demeure pas moins que relativement à la situation de départ ce sont l'Atacora-Donga et Mono-Couffo qui ont fait les plus gros efforts en matière de réduction des inégalités entre les sexes.

Taleau 5 : Réducton des inégalités entre les sexes en matière de scolarisation par département (ratio G/F)

Département	1990	2001	2002	écart % (entre 2001 et 1990)	écart % (entre 2002 et 1990)
Atacora-Donga	2,2	1,6	1,6	-61,9	-64,3
Atlantique-Littoral	1,4	1,3	1,2	-13,9	-16
Borgou-Alibori	1,8	1,4	1,3	-39,2	-44,6
Mono-Couffo	2,4	1,6	1,5	-83,7	-89,7
Oueme-Plateau	1,8	1,5	1,5	-33,0	-34,1
Zou-Collines	1,8	1,5	1,4	-35,5	-37,4
Bénin	1,7	1,4	1,4	-29,6	-32,5

Source : Tableaux Statistiques de l'Enseignement Primaire, Statistiques générales de l'enseignement primaire, 2003

En effet le tableau ci-contre présente les valeurs des ratios garçon/filles en 1990, en 2001 et en 2002 et montre une baisse globale des écarts au niveau national avec des disparités au niveau départemental. L'Atlantique-Littoral qui présente le plus faible écart entre fille et garçon n'a enregistré qu'une baisse du ratio de 16% alors que le Mono-Couffo a connu une baisse de 89,7% et l'Atacora-Donga une baisse de 64,3%. Des efforts restent donc à faire dans tous les départements et il est nécessaire de surveiller de près la situation au niveau de l'Atlantique.

Cette limite dans le calcul du taux brut de scolarisation conduit souvent au calcul du taux net de scolarisation. Le taux net de scolarisation est le rapport des enfants de 6-11 ans scolarisés sur la population scolarisable (Effectif des 6-11 ans dans la population totale).

Uph

Tableau 6 : Taux nets de scolarisation primaire selon le sexe de 1990 à 2001

Année	Sexe	Population scolarisable 6-11 ans	Population scolarisée 6-11 ans	Taux net de scolarisation	Ecart fille-garçon
1990	M	444924	212340	47,73%	
	F	397087	110054	27,72%	
	Total	842011	322394	38,29%	-20,1
1991	M	458034	249016	54,37%	
	F	408931	126460	30,92%	
	Total	866965	375475	43,31%	-23,45%
1992	M	471579	285691	60,58%	
	F	421173	142865	33,92%	
	Total	892752	428556	48,00%	-26,66%
1993	M	513730	317351	61,77%	
	F	470870	162640	34,54%	
	Total	984600	479991	48,75%	-27,23%
1994	M	509199	329577	64,72%	
	F	469630	179257	38,17%	
	Total	978829	508834	51,98%	-26,55%

1995	M	527022	351592	66,71%	
	F	488443	197445	40,42%	
	Total	1015465	549037	54,07%	-26,29%
1996	M	542570	371282	68,43%	
	F	506544	216340	42,71%	
	Total	1049114	587622	56,01%	-25,72%
1997	M	557581	410693	73,66%	
	F	524549	251226	47,89%	
	Total	1082130	661919	61,17%	-25,77%
1998	M	570898	432543	75,77%	
	F	542050	273604	50,48%	
	Total	1112948	706147	63,45%	-25,29%
1999	M	581355	462562	79,57%	
	F	558631	303623	54,35%	
	Total	1139986	766185	67,21%	-25,22%
2000	M	590702	494665	83,74%	
	F	574912	336662	58,56%	
	Total	1165614	831327	71,32%	-25,18%
2001	M	600670		88,48%	
	F	591512		76,12%	
	Total	1192182		63,57%	-12,36%

Source : Tableaux Statistiques de l'Enseignement Primaire, Statistiques générales de l'enseignement primaire

Les écarts entre les filles et les garçons ont une tendance à la hausse de 1990 à 1995. Il faut attendre 1996 pour constater une réduction de l'écart entre fille, réduction qui a été sensible en 2001. En effet, en 2000 a été mise en place par le gouvernement la politique d'exonération de frais de scolarité des jeunes filles étendue en 2001 à tous les enfants filles come garçons. Même si à terme, cette politique a

eu un effet pervers, les premières années de sa mise en application ont été bénéfique pour la scolarisation des filles.

□ Enseignement secondaire

Tableau 7 : Taux net de scolarisation secondaire

— tableau refait

Année	Sexe	Population scolarisée de 12 à 18 ans	Population scolarisable de 12 à 18 ans	Taux net de scolarisation	Ecart F-M
1995	F	30925			
	M	70516	-	-	
	T	101441	-	-	
1996	F	36202	-	-	
	M	77730	-	-	
	T	113932	-	-	
1997	F	44216	201532	21,94	
	M	85344	207069	41,22	
	T	129560	408601	31,71	-19,28
1998	F	49579	217573	22,79	
	M	107284	223527	48,00	
	T	156863	441100	35,56	-25,21
1999	F	--	233539	--	
	M	--	239474	--	
	T	--	473013	--	
2000	F	62886	248131	25,34	
	M	132409	253554	52,22	
	T	195295	501685	38,93	-26,88
2001	F	71902	259644	27,69	
	M	147971	264029	56,04	
	T	219873	523673	41,99	-28,35
2002	F	63659	266741	23,87	
	M	140463	269526	52,11	
	T	204122	536267	38,06	-28,24

Source : Annuaire statistiques de l'enseignement secondaire

Au niveau de l'enseignement secondaire il y a une aggravation de la situation des filles par rapport aux garçons. Les écarts de scolarisation vont en se creusant passant de 19,28 % en 1997 à 28,24 % en 2002. Ces chiffres restent préoccupants.

X § removed

□ Abandon scolaire

Tableau 8.1 : Taux d'abandon dans l'enseignement primaire par année d'étude selon le sexe

Année	Sexe	Années d'études						Ensemble
		CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	
1990	M	11,04%	2,55%	8,55%	5,91%	3,93%	25,27%	8,03%
	F	14,51%	0,30%	8,69%	8,43%	5,14%	25,62%	9,93%
	Total	12,24%	-1,56%	8,60%	6,77%	4,33%	25,37%	8,67%
1991	M	12,40%	8,35%	12,61%	10,13%	9,95%	31,35%	12,71%
	F	12,12%	6,26%	13,00%	9,38%	13,46%	32,36%	12,43%
	Total	12,31%	7,65%	12,75%	9,88%	11,14%	31,67%	12,62%
1992	M	12,70%	6,16%	6,15%	3,76%	4,06%	22,55%	9,01%
	F	12,81%	3,17%	6,77%	4,22%	7,85%	24,70%	9,05%
	Total	12,74%	5,18%	6,36%	3,92%	5,34%	23,22%	9,02%
1993	M	15,00%	7,33%	10,50%	8,30%	8,93%	17,58%	11,28%
	F	15,11%	7,68%	10,41%	8,20%	12,27%	20,23%	11,92%
	Total	15,04%	7,45%	10,47%	8,26%	10,07%	18,42%	11,50%
1994	M	7,92%	5,48%	8,00%	7,52%	7,83%	15,90%	8,06%
	F	11,42%	6,08%	7,82%	8,37%	11,86%	19,68%	9,95%
	Total	9,28%	5,69%	7,94%	7,80%	9,21%	17,09%	8,72%
1995	M	8,09%	6,31%	9,37%	8,57%	9,19%	17,21%	9,08%
	F	11,82%	8,39%	9,89%	8,91%	12,34%	20,72%	11,16%
	Total	9,56%	7,09%	9,55%	8,69%	10,25%	18,32%	9,82%
1996	M	7,19%	5,09%	6,54%	7,76%	7,65%	12,39%	7,35%
	F	10,77%	5,67%	7,28%	8,55%	10,28%	14,38%	9,05%
	Total	8,63%	5,31%	6,81%	8,03%	8,52%	13,02%	7,97%
1997	M	9,38%	4,94%	8,02%	7,54%	7,99%	3,13%	7,20%
	F	10,30%	6,14%	8,56%	7,88%	9,27%	11,61%	8,81%
	Total	9,75%	5,41%	8,22%	7,66%	8,42%	5,77%	7,80%
1998	M	10,85%	8,93%	10,67%	8,72%	10,43%	11,93%	10,20%
	F	14,20%	11,01%	11,43%	11,35%	13,82%	6,02%	11,99%
	Total	12,25%	9,76%	10,97%	9,69%	11,61%	10,07%	10,89%
1999	M	10,65%	5,06%	6,71%	5,91%	6,95%	13,28%	7,94%
	F	11,83%	5,83%	6,59%	7,07%	8,85%	-4,05%	7,43%
	Total	11,15%	5,38%	6,66%	6,35%	7,63%	7,72%	7,74%
2000	M	1,76%	-0,25%	3,47%	3,79%	5,23%	12,65%	3,58%
	F	4,58%	1,91%	5,48%	6,52%	10,07%	17,19%	6,09%
	Total	2,97%	0,66%	4,28%	4,86%	7,02%	14,18%	4,59%

Source : Tableaux Statistiques de l'Enseignement Primaire, Statistiques générales de l'enseignement primaire

Tableau 8.2 : Taux d'abandon dans l'enseignement primaire et par département

Nom de zone	Groupe de population	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Atacora-Donga	Féminin	19,29	16,26	14,2	13,71	19,42	26,61	14,47	14,47		13,0
Atacora-Donga	Masculin	17,15	14,66	11,55	11,35	15,61	23,55	12,87	12,87		11,1
Atacora-Donga	Total	17,75	15,13	12,37	12,09	16,86	24,56	13,44	13,44		11,8
Atlantique-Littoral	Féminin	6,78	13,72	7,42	8,5	16,53	17,41	5,31	5,31		7
Atlantique-Littoral	Masculin	6,55	12,64	7,28	6,31	16,19	16,54	6,13	6,13		6,3
Atlantique-Littoral	Total	6,64	13,07	7,34	7,21	16,33	16,91	5,78	5,78		
Borgou-Alibori	Féminin	12,77	11,98	8,4	11,92	8,13	22,17	4,74	4,74		7,4
Borgou-Alibori	Masculin	13,04	10,88	7,87	10,38	8,55	21,31	6,66	6,66		6
Borgou-Alibori	Total	12,94	11,27	8,05	10,94	8,4	21,64	5,9	5,9		7,1
Mono-Couffo	Féminin	4,37	4,82	12,02	10,31	13,65	24,54	9,21	9,21		9,0
Mono-Couffo	Masculin	6,49	6	7,7	7,91	13,01	19,78	7,99	7,99		6,7
Mono-Couffo	Total	5,96	5,68	8,98	8,65	13,21	21,38	8,44	8,44		7,8
Oueme-Plateau	Féminin	7,81	11	9,69	13,86	10,4	19,69	4,58	4,58		8,5
Oueme-Plateau	Masculin	7,99	12,14	7,64	10,83	12,26	17,46	10,19	10,19		7,2
Oueme-Plateau	Total	7,93	11,76	8,35	11,9	11,61	18,27	8,05	8,05		7,7
Zou-Collines	Féminin	11,11	12,18	12,39	11,49	13,82	24,23	7,55	7,55		10,8
Zou-Collines	Masculin	9,29	11,23	8,19	9,69	12,26	21,68	6,43	6,43		8,6
Zou-Collines	Total	9,89	11,55	9,65	10,33	12,83	22,63	6,87	6,87		9,5
Benin	Féminin	9,05	11,92	9,95	11,16	13,76	20,56	7,04	7,04		9,1
Benin	Masculin	9,02	11,28	8,06	9,08	13,29	20,07	8,19	8,19		7,6
Benin	Total	9,02	11,5	8,72	9,83	13,44	20,24	7,74	7,74		8,2

Source: Tableaux Statistiques de l'Enseignement Primaire, Statistiques générales de l'enseignement primaire

- Les disparités entre les chiffres proviennent de la source d'information, c'est-à-dire du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire.
- Le tableau 8.1 est extrait de la base de données du MESP alors que le deuxième 8.2 est pris dans l'annuaire statistique.

Définition

Le taux d'abandon est le pourcentage d'élèves qui abandonnent une classe, un cycle ou un degré d'enseignement au cours d'une année scolaire donnée.

Unité de mesure

En pourcentage

Discussion

Il mesure le phénomène d'abandon et montre l'efficacité interne des systèmes scolaires. En outre, il est l'un des indicateurs clés pour analyser et projeter des flux d'élèves d'une année d'études à l'autre à l'intérieur du cycle scolaire.

Interprétation : Le Taux d'abandon devrait idéalement approcher le zéro pour cent ; un taux élevé d'abandon révèle la faible capacité de rétention des écoliers(ères) par le système éducatif et l'importance du manque à gagner pour l'Etat au regard des investissements dans l'éducation primaire. L'abandon des classes par les filles mérite une attention toute particulière dans la mesure où la scolarisation des filles demeure encore faible.

Agences de supervision

Ministère de l'enseignement Primaire et Secondaire

Fréquence de publication

Annuelle

Méthodologie

Les inscriptions par année d'étude dans l'année scolaire t et le nombre d'élèves dans la même cohorte qui s'inscrivent en année supérieure ou dans la même année par année d'études dans l'année $t+1$. Normes de qualité : Comme d'autres indicateurs de flux d'élèves - (taux de promotion et de redoublement), le taux d'abandon est dérivé en analysant des données relatives aux inscriptions et redoublements par année d'études pour deux années consécutives. On devrait donc s'assurer que de telles données sont conséquentes en terme de couverture dans le temps et à travers les années d'études. Une attention toute particulière devrait aussi être prêtée afin de minimiser certaines erreurs communes qui pourraient influencer ce taux de flux, tel que : la surestimation d'admission ou redoublement (surtout dans la première année d'étude) ; la distinction incorrecte entre nouveaux entrants et redoublants ; les flux entre années d'études et écoles. Méthode de calcul : Diviser la somme du nombre de redoublants dans une année d'études donnée dans l'année scolaire $t+1$ et du nombre de promus en classe supérieure de la même cohorte inscrits dans la même année d'étude lors de la précédente année scolaire t par l'effectif de la cohorte. Ensuite prendre le complément à 100 du résultat obtenu .

Méthodologie Internationalement Admise

Oui

Limites

Les taux d'abandon sont influencés par les changements d'écoles dus au déplacement entre milieu de résidence ou à l'intérieur d'un même milieu de résidence.

Spécificités

Les taux d'abandon sont plus élevés dans les départements de faible scolarisation : il s'agit de l'Atacora-Donga, du Borgou-Alibori et du Zou-Collines.

■ Taux d'abandon dans l'enseignement secondaire

Tableau 9 : Taux d'abandon dans l'enseignement secondaire

Taux d'abandon (1990-1997)							
Année	6ème	5ème	4ème	3ème	2nde	1ère	Terminale
1990	7,8	9,3	18,8	20,7	9,0	13,0	36,8
1991	6,0	8,8	15,4	20,9	8,2	9,4	16,4
1992	6,2	9,0	16,6	24,2	8,6	12,9	26,4
1993	4,3	6,3	13,0	15,9	7,8	11,5	10,5
1994	4,3	6,3	13,0	15,9	7,8	11,5	17,8
1995	5,8	5,0	14,1	15,2	8,7	11,3	18,7
1996	6,2	7,2	11,4	15,0	7,7	9,0	24,3
1997	5,2	6,1	12,2	11,4	8,1	9,3	32,0

Source : DES/MENRS, Annuaire Statistique de l'Enseignement Secondaire Général 1998

Même fiche signalitique que la précédente

□ Enseignement Supérieur

Tableau 10 : Nombre d'étudiants par sexe et type de formation (1994-2001)

Année	Type de formation	Effectifs absolus			Distribution relative en %		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
1994	Générale	7950	1527	9117	83,3	16,7	100
	Professionnelle	1157	310	1467	78,9	21,1	100
	Ensemble	8747	1837	10584	82,6	17,7	100
1995	Générale	7539	1455	8995	83,8	16,2	100
	Professionnelle	1532	451	1983	77,3	22,7	100
	Ensemble	9071	1906	10977	82,6	17,4	100
1996	Générale	7599	1515	9114	83,4	16,6	100
	Professionnelle	1516	532	2048	74	26	100
	Ensemble	9115	2047	11162	81,6	18,4	100
1997	Générale	9379	2088	11467	81,8	18,2	100
	Professionnelle	2329	719	3048	76,4	23,6	100
	Ensemble	11708	2807	14515	80,7	19,3	100
1998	Générale	10458	2468	12926	80,9	19,1	100
	Professionnelle	2424	873	3297	73,5	26,5	100

1999	Ensemble	12882	3341	16223	79,4	20,6	100
	Générale	12477	2904	15381	81,1	18,9	100
	Professionnelle	2557	515	3072	83,2	16,8	100
	Ensemble	15034	3419	18453	81,5	18,5	100
2000	Générale	14076	4008	18084	77,8	22,2	100
	Professionnelle	2955	1084	4039	73,2	26,8	100
	Ensemble	17031	5092	22123	77,0	23,0	100
2001	Générale	17173	4574	21747	79,0	21,0	100
	Professionnelle	3228	1197	4425	72,9	27,1	100
	Ensemble	20401	5771	26172	77,9	22,1	100
2002	Générale	20965	4534	25499	82,2	17,8	100
	Professionnelle	3312	1226	4538	73,0	27,0	100
	Ensemble	24277	5760	30037	80,8	19,2	100

Source : SSS/RECTORAT/UAC05/08/03

NB : L'enseignement général est l'enseignement donné dans les facultés (FASEG, FADESP, FAST, FLASH) alors que l'enseignement professionnel est celui donnée dans les entités professionnalisées (ENEAM, ENAM, EPAC, FSA, FSS, ENAS, INJEPS, Ecole de Pharmacie et Ecole de Kinésithérapie, ENI Lokossa (EPAC)).

Définition

Le pourcentage d'étudiants inscrits dans les différents types de formation après le baccalauréat au cours d'une année scolaire donnée.

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Les données ne sont pas disponibles avant 1994.

*part of students
not in 1994*

Agences de supervision

Ministère de l'enseignement supérieur

Fréquence de publication

Annuelle mais les données ne sont pas toujours disponibles

Méthodologie

Les inscriptions sont enregistrées au cours de l'année dans chaque entité de formation et regroupées dans les annuaires statistiques de l'éducation nationale.

Correct

Méthodologie Internationalement Admise

Oui

Limites

Les données collectées pour l'enseignement supérieur ne couvrent qu'une partie des inscrits. Tous les inscrits des centres privés de formation supérieure ne sont pas titulaires du baccalauréat. Les autorités chargées de la scolarité au supérieur rencontrent beaucoup de difficultés à centraliser toutes les données relatives à la liste des inscrits dans les diverses facultés et écoles privées d'autant plus que certains centres de formation n'ont pas encore une existence légale, ainsi les responsables des établissements privés de formation du supérieur font des déclarations fantaisistes et irrégulières de leurs effectifs.

Spécificités

L'Etat n'a pas la maîtrise de toutes les écoles du niveau supérieur créées par le secteur privé.

Tableau 11 : Nombre d'étudiants par sexe (1996-2003)

Années	Masculin	Féminin	Total	F/M
1996	9115	2047	11162	0,225
1997	11342	2652	13994	0,234
1998	11708	2807	14515	0,240
1999	12882	3341	16223	0,259
2000	15034	3719	18753	0,247
2001	17931	5102	23033	0,285
2002	20401	5771	26172	0,283
2003	24277	5830	30107	0,240

Source: SSS/Rectorat/UAC 2003

Définition

Le pourcentage d'étudiants inscrits dans les entités universitaires du Bénin.

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Les données ne sont pas disponibles avant 1994 mais la recherche continue pour les avoir avant 1994 et après 1996.

Agences de supervision

Service de la Scolarité du Rectorat de l'Université d'Abomey Calavi.

Fréquence de publication

Annuelle mais pas toujours disponibles

Méthodologie

Les données collectées pour l'enseignement supérieur ne couvrent qu'une partie des inscrits. Tous les inscrits des centres privés de formation supérieure ne sont pas titulaires du baccalauréat. Les autorités chargées de la scolarité au supérieur rencontrent beaucoup de difficultés à centraliser toutes les données relatives à la liste des inscrits dans les diverses facultés et écoles privées d'autant plus que certains centres de formation n'ont pas encore une existence légale ; ainsi les responsables des établissements privés de formation du supérieur font des déclarations fantaisistes et irrégulières de leurs effectifs.

Méthodologie Internationalement Admise

Oui

Limites

Les données ne sont pas publiées et ne sont pas souvent disponibles au cours de l'année à cause des inscriptions tardives.

Spécificités

L'Etat n'a pas la maîtrise de toutes les écoles du niveau supérieur créées par le secteur privé.

☐ Aptitude à lire et à écrire

Tableau 12 : Taux d'alphabétisation par sexe et par département

	1979(15 ans et +)			1992(3 ans et+)			2002(15 ans et+)		
	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F
Bénin	22,8	32,6	14	33,4	16	24,4	37,7	48,2	28,1
Alibori	13,7	19,5	7,9	18,4	6,9	12,6	14	18,2	9,8
Atacora	10,8	15,9	6,1	16	5,9	10,9	17,8	24,7	11,1
Atlantique	39,9	52,7	28,1	26,2	11,4	18,6	45,6	58	34,1
Borgou	13,7	19,5	7,9	28,6	14,1	21,4	28,1	34,9	21,3
Couffo	17,3	29,1	7,4	22,9	5,6	13,6	27,6	40,8	16,7
Collines	22,2	32,9	13,2	35,8	17,1	26,1	33,8	43,9	24,3
Donga	10,8	15,9	6,1	20	7,5	13,8	25,4	32,9	18
Mono	17,3	29,1	7,4	40,6	15	27,5	43,1	57,7	29,5
Littoral	39,9	52,7	28,1	66,3	43,9	54,8	71,7	83,3	60,8
Plateau	24,8	36,3	14,9	26,6	10,3	18,1	30,8	42,5	20,5
Ouémé	24,8	36,3	14,9	44,2	21,7	32,4	48,4	62,1	36,1
Zou	22,2	32,9	13,2	35,8	16,2	25,3	42,2	54,9	31,2

Source : INSAE/DED, RGPH3 résultats provisoires

Définition

Le taux d'alphabétisation est le rapport de ceux qui savent lire et écrire dans une langue quelconque, étrangère ou nationale, à la population en âge d'être alphabétisée (3 ans et plus dans le cadre du RGPH2).

Unité de mesure

Pour cent

Agences de supervision

INSAE

Fréquence de publication

Tous les 10 ans (données de recensement)

« formule »

Discussion

Les taux en 1979 correspondent aux anciens départements qui renfermaient les nouveaux départements et pour des raisons de comparabilité les taux en 1992 sont calculés sur la population de 6 ans ou plus.

Méthodologie

Ces données ont été collectées au cours des trois recensements à partir du questionnaire des recensements.

Méthodologie internationalement admise

Oui

Limites

-Les principales limites que l'on pourrait trouver à cet indicateur sont les types d'erreurs associées aux opérations de recensement (erreur de mesure et erreur de spécification)

97/100

Spécificités

Un peu moins de deux tiers de la population béninoise de plus de trois ans vivent dans l'analphabétisme malgré l'augmentation de 4 points de pourcentage observés sur le taux d'alphabétisme entre 1992 et 2002.

Tableau 13 : Alphabétisation des adultes de 15 ans et plus selon le sexe et le département en 2002

	2002			
	M	F	Total	F/M
Bénin	45	21,9	32,6	0,49
Alibori	15,4	5,9	10,5	0,38
Atacora	21,7	7,6	14,1	0,35
Atlantique	55,4	27,1	40,1	0,49
Borgou	30,9	15,2	22,9	0,49
Couffo	35	8,8	19,6	0,25
Collines	42,9	18,9	29,9	0,44
Donga	26,6	10,2	18	0,38
Mono	54,2	20	35,3	0,37
Littoral	81	57,2	69	0,71
Plateau	34,4	12,7	22,2	0,37
Ouémé	55,6	27,4	40,1	0,49
Zou	47,1	21,4	32,6	0,45

Source : INSAE/DED, RGPH3

Définition

Le taux d'alphabétisation des 15 ans et plus est le rapport de ceux qui savent lire et écrire dans une langue quelconque, étrangère ou nationale, à la population de cette tranche d'âge (15ans et plus dans le cadre du RGPH3).

reborn

Unité de mesure

Pour cent

Agences de supervision

INSAE

Fréquence de publication

Tous les 10 ans pour les données de recensement

Méthodologie

Ces données ont été collectées au cours du dernier recensement à partir du questionnaire des recensements.

Méthodologie internationalement admise

Oui

Limites

-Les principales limites que l'on pourrait trouver à cet indicateurs sont les types d'erreurs associées aux opérations de recensement (erreur de mesure et erreur de spécification)

Spécificités

Un peu moins de deux tiers de la population béninoise de quinze ans et plus vivent dans l'analphabétisme malgré l'augmentation des 4 points observés sur le taux d'alphabétisme entre 1992 et 2002.

2.2.1.2 La santé

➤ Le système de santé au Bénin

Depuis la déclaration d'Alma-Ata en 1978, la République du Bénin s'est engagée dans une politique de « Santé Pour Tous » destinée à procurer des Soins de Santé Primaires (SSP). Les SSP sont « des soins de santé essentiels, fondés sur des méthodes et techniques pratiques, scientifiquement valables et socialement acceptables, rendus universellement accessibles à tous les individus et à toutes les familles de la communauté, avec leur pleine participation. »

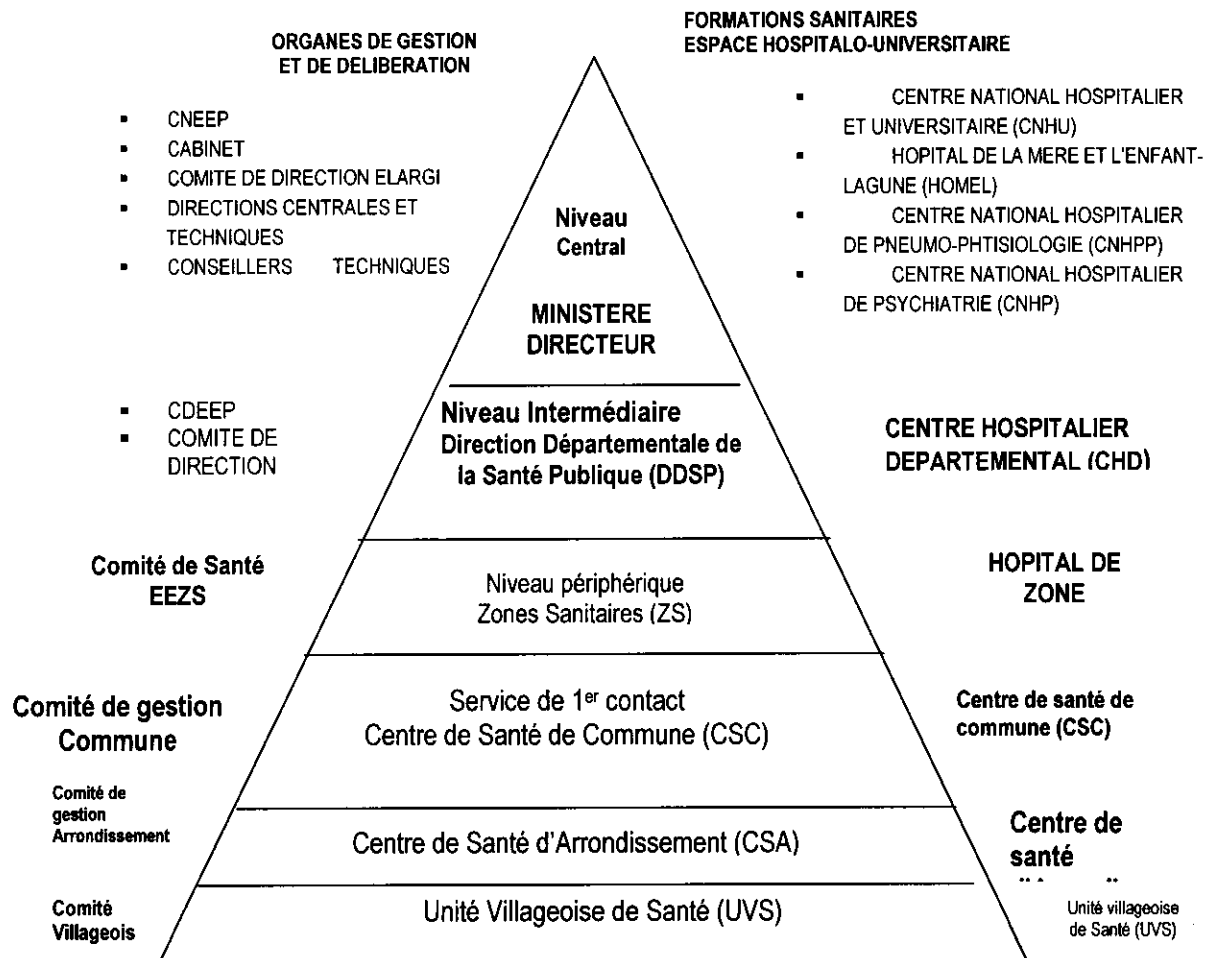
L'objectif social "Santé Pour Tous" vise à réduire non seulement la morbidité et la mortalité mais également la pauvreté ; celle-ci étant perçue à la fois comme conséquence et cause de mauvais état de santé pouvant entraîner chez les individus la perte de revenu et l'incapacité à accéder aux services sociaux essentiels : santé, alimentation, eau potable et autres facteurs clés producteurs du bien-être social.

Le système de santé repose sur les stratégies suivantes qui doivent s'opérer à chaque niveau de la pyramide sanitaire : la mobilisation des ressources ; l'allocation des ressources financières selon le budget-programme national ; l'appui extérieur ; la participation communautaire.

La Pyramide Sanitaire Nationale : En se référant à la déclaration de Harare (OMS), le Bénin a choisi un système de santé caractérisé par :

- un réseau de formations sanitaires de soins de première ligne (centres de Santé de 1^{er} contact) où il est possible d'aborder les problèmes de santé de manière globale ;
- un service de référence, (Hôpital de zone) qui constitue une part intégrante des soins de santé de base devant offrir des solutions adéquates aux problèmes médicaux non résolus en 1^{ère} ligne. Le Bénin a institué 34 zones sanitaires, mais 16 sont actuellement fonctionnelles.

Conformément au décret N° 2001-422 du 17 Octobre 2001, la Pyramide Sanitaire Nationale se présente comme suit :



Le Système National de Santé comporte plusieurs niveaux :

- le point d'entrée où les soins de santé primaires sont dispensés ;
- les niveaux intermédiaires, et
- les organismes centraux qui assurent un appui et des services spécialisés de plus en plus complexes à mesure qu'on se rapproche du niveau central.

Dans l'Indice de Condition de la Femme, la santé est mesurée à l'aide de six indicateurs :

- Retard de croissance des moins de 3 ans
- Insuffisance pondérale des moins de 3 ans
- Mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Espérance de vie à la naissance
- Taux des nouvelles infections par le VIH/SIDA
- Temps non consacré au travail

□ **La santé infantile**

▪ **Le retard de croissance des moins de 3 ans**

Tableau 14 : Proportion d'enfants souffrant de retard de croissance

Année : 1996

Sexe	Proportion
Filles	22,7
Garçons	27,2
Ensemble	25

Source : EDSB1, 1996

Tableau 15 : Proportion d'enfants de moins de 3 ans dont la taille est inférieure à moins deux points à la normale

Année : 2001

	Effectif des enfants de moins de trois ans concernés			Effectif des enfants souffrant de retard de croissance			Pourcentage		
	Sexe			Sexe			Sexe		
	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total
Milieu de résidence									
Urbain	408	381	789	92	92	184	22,5	24,1	23,3
Rural	901	907	1808	262	259	521	29,1	28,6	28,8
Bénin	1309	1288	2597	354	351	705	27,3	27	27,1

Source: Résultats extraits de la base de données de l'EDSB2, 2001

Tableau 16 : Proportion d'enfants de moins de 3 ans dont la taille est inférieure à moins trois points à la normale

Année : 2001

	Effectif des enfants de moins de trois ans concernés			Effectif des enfants souffrant de retard de croissance			Pourcentage		
	Sexe			Sexe			Sexe		
	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total
Milieu de résidence									
Urbain	408	381	789	31	24	55	7,6	6,3	7
Rural	901	907	1808	85	100	185	9,4	11	10,2
Bénin	1309	1288	2597	116	124	240	8,9	9,6	9,24

Source: Résultats extraits de la base de données de l'EDSB2, 2001

Définition

Pourcentage d'enfants souffrant de retard de croissance. Sont atteints de retard de croissance, les enfants de moins de trois ans pour lesquels la taille-pour-âge se situe à moins de deux écarts-types en dessous de la médiane de la population des enfants de moins de 3 ans (EDSB2, 2001). On parle dans ce cas de retard modéré. Par contre le retard est qualifié de sévère lorsque l'indice anthropométrique de

l'état nutritionnel taille-pour-âge se situe à moins de trois écart-types en dessous de la médiane de la population de référence (EDSB2, 2001).

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Cf. Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition.

seul retard

Agences de supervision

EDS : INSAE – Macro International INC

ECVR : Ministère du Développement Rural – PNUD - DANIDA

Fréquence de publication

EDS: tous les 5 ans (1996 et 2001)

ECVR (Etudes sur les Conditions de Vie en milieu Rural) : périodicité de (05) ans (1994-95 et 1999-2000).

Méthodologie

ECVR : Cf. Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition.

Méthodologie internationalement admise

Oui pour les EDS

seul retard

Limites

L'ECVR 1999-2000 a porté sur un échantillon de 2368 enfants de moins de 5 ans.

L'EDS 1996 a porté sur un échantillon de 2273 enfants de moins de 3 ans et l'EDS 2001, sur un échantillon de 4061 enfants de moins de 5 ans.

Spécificités

Comme on le constate il n'y a pas de différence de traitement entre les filles et les garçons dans le jeune âge. Les filles ont un meilleur niveau de nutrition que les garçons : 26,2 % de malnutris contre 31,2 % pour les garçons. En 2001, cette tendance est conservée surtout en ce qui concerne le retard de croissance sévère : 8,9 % de petites filles contre 9,6 % de jeunes garçons. Concernant le retard de croissance, il n'existe pas de différence de traitement entre les deux sexes.

Quel que soit l'indicateur considéré, les enfants du milieu rural souffrent plus de retard de croissance que ceux du milieu urbain.

▪ Insuffisance pondérale

Tableau 17 : Proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale

Année : 1996

Sexe	Proportion
Filles	26,2
Garçons	32,1
Ensemble	29,2

Source : EDSB1, 1996

Tableau 18 : Proportion d'enfants de moins de 3 ans dont le poids est inférieur à moins deux points à la normale

Année : 2001

	Effectif des enfants de moins de trois ans concernés			Effectif des enfants souffrant d'insuffisance pondérale			Pourcentage		
	Sexe			Sexe			Sexe		
	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total
Milieu de résidence									
Urbain	408	381	789	74	77	151	18,1	20,2	19,1
Rural	901	907	1808	215	250	465	23,9	27,6	25,7
Bénin	1309	1288	2597	289	327	616	22,1	25,4	23,7

Source: Résultats extraits de la base de données de l'EDSB2, 2001

Tableau 19 : Proportion d'enfants de moins de 3 ans dont le poids est inférieur à moins trois points à la normale

Année : 2001

	Effectif des enfants de moins de trois ans concernés			Effectif des enfants souffrant d'insuffisance pondérale			Pourcentage		
	Sexe			Sexe			Sexe		
	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total	Fille	Garçon	Total
Milieu de résidence									
Urbain	408	381	789	21	15	36	5,1	3,9	4,6
Rural	901	907	1808	47	72	119	5,2	7,9	6,6
Bénin	1309	1288	2597	68	87	155	5,2	6,8	6

Source: Résultats extraits de la base de données de l'EDSB2, 2001

Définition

Les enfants dont le poids-pour taille se situe à moins deux écarts-type en dessous de la médiane poids-pour-taille de la population de référence sont considérés comme souffrant d'émaciation ; ceux se situant à moins de trois écarts-type souffrent d'émaciation sévère. L'indice poids-pour-taille reflète, en effet, la situation nutritionnelle actuelle (au moment de l'enquête) qui n'est pas nécessairement une situation de longue durée.

Le poids-pour-âge est la combinaison des indices taille-pour-âge et poids-pour-taille. Les enfants dont le poids-pour-âge se situe à moins de deux écarts-type en dessous de la médiane poids-pour-âge de la population de référence sont considérés comme souffrant d'insuffisance pondérale ; ceux se situant à moins de trois écarts-type souffrent d'insuffisance pondérale sévère. (source EDSB2, 2001 p 175)

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Cette forme de malnutrition est la conséquence d'une alimentation insuffisante durant la période ayant précédé l'observation, ou peut être le résultat de maladies provoquant une perte de poids (diarrhée

sévère, anorexie associée à une maladie, par exemple) : un enfant souffrant de cette forme de malnutrition est maigre ou émacié. Il n'y a pas une discrimination en défaveur des petites filles

Agences de supervision

EDS : INSAE – Macro International INC

ECVR : Ministère du Développement Rural – PNUD - DANIDA

Fréquence de publication

EDS: tous les 5 ans (1996 et 2001)

ECVR (Etudes sur les Conditions de Vie en milieu Rural) : périodicité de (05) ans (1994-95 et 1999-2000).

Méthodologie

ECVR : Cf. Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition.

Méthodologie internationalement admise

Oui pour les EDS : Cf : Etat nutritionnel des enfants

Limites

L'ECVR 1999-2000 a porté sur un échantillon de 2368 enfants de moins de 5 ans.

L'EDS 1996 a porté sur un échantillon de 2273 enfants de moins de 3 ans et l'EDS 2001, sur un échantillon de 4061 enfants de moins de 5 ans.

Spécificités

Comme dans le cas du retard de croissance, les filles sont plus avantagées que les garçons : 26,2 % de filles souffrant d'insuffisance pondérale contre 32,1 % de garçons. En 2001, cette tendance est conservée surtout en ce qui concerne l'insuffisance pondérale sévère : 5,2 % de petites filles contre 6,8 % de jeunes garçons. Il en est de même pour le retard de croissance : 22,1 % de filles contre 25,4 % pour les garçons.

Quel que soit l'indicateur considéré, les enfants du milieu rural souffrent plus d'insuffisance pondérale que ceux du milieu urbain.

▪ Taux de mortalité des moins de cinq ans

Tableau 20 : Taux de mortalité des moins de cinq ans

Périodes	Féminin	Masculin	Rural	Urbain
1996	179,1	188,6	199,5	150
2001	163,3	162,3	175,5	133,6

Source : EDS01, Enquête Démographique et de Santé, INSAE, 2001
Enquête Démographique et de Santé, INSAE, 1996

Définition

Le taux de mortalité des moins de cinq ans est le nombre de mort d'enfants de moins de 5 ans pour 1.000 naissances vivantes durant une année donnée. C'est en d'autres termes la probabilité de décès entre la naissance et le cinquième anniversaire, calculée pour 1 000 naissances vivantes.

Unité de mesure
Pour 1000

Discussion

Le taux de mortalité des moins de 5 ans est un bon indicateur de la situation sanitaire d'une population.

Fréquence de publication

Tous les 5 ans (avec les EDS)

Méthodologie internationalement admise

oui

Méthodologie internationalement admise

Oui pour les EDS : Cf : Etat nutritionnel des enfants

Limites

Tous les enfants ne naissent pas dans des centres agréés et tous les décès d'enfants ne sont pas déclarés d'où une sous estimation des décès. Certaines pratiques comme l'infanticide, en voie de disparition, mais encore en vigueur dans certaines parties du septentrion contribuent à sous-estimer la mortalité infanto-juvénile.

Spécificités

En 1996, il n'y a pas de traitement différentiel selon le sexe. On constate une légère surmortalité masculine due à l'avantage biologique qu'ont les filles sur les garçons à la naissance. Le milieu rural continue d'être le milieu le plus défavorisé en matière de mortalité des enfants. Il est cependant impossible de savoir s'il y a des différences de traitement entre les filles et les garçons selon le milieu de résidence, car les données ne permettent pas de faire une différenciation. L'enquête 2001 montre une disparition de l'avantage biologique des filles en matière de mortalité. Il serait intéressant de rechercher les facteurs déterminants d'un tel changement de comportement. Le milieu rural continue toujours d'être le milieu le plus défavorisé.

▪ **Espérance de vie à la naissance**

Tableau 21 : Espérance de vie à la naissance en années suivant le sexe et le département

Périodes	Nom de zone	Féminin	Masculin	Total
1992	Bénin	56,6	51,8	54,3**
1992	Atacora-Donga	55,6	50,9	53,3
1992	Atlantique-Littoral	57,6	53,3	55,5
1992	Borgou-Alibori	59,2	55,4	57,3
1992	Mono-Couffo	57,4	53,2	55,4
1992	Ouémé-Plateau	56,9	52,4	54,7
1992	Zou-Collines	54,1	47,7	51,1
1997	Bénin	56,1	47,6	52**
1997	Alibori	60,9	56,7	58,8
1997	Atacora	57,9	52,3	55,2
1997	Atlantique	57,1	48,9	53,1
1997	Borgou	60,8	56,6	58,7

1997	Collines	55,9	48,9	52,5
1997	Couffo	59	54	56,6
1997	Donga	57,9	52,3	55,1
1997	Littoral	57,1	50	53,6
1997	Mono	58,9	54	56,5
1997	Ouémé	58,8	53,7	56,3
1997	Plateau	58,8	53,7	56,3
1997	Zou	55,9	48,9	52,6
1998	Bénin	56,3	47,6	52,1
1998	Alibori	61,2	56,8	59
1998	Atacora	58,1	52,4	55,3
1998	Atlantique	57,3	48,9	53,2
1998	Borgou	61,1	56,8	58,9
1998	Collines	56,2	48,9	52,6
1998	Couffo	59,2	53,8	56,6
1998	Donga	58,1	52,5	55,3
1998	Littoral	57,3	50,1	53,8
1998	Mono	59	53,8	56,5
1998	Ouémé	59,1	53,7	56,5
1998	Plateau	59,1	53,7	56,5
1998	Zou	56,1	48,9	52,7
1999	Bénin	56,5	47,7	52,2
1999	Alibori	61,4	56,9	59,2
1999	Atacora	58,3	52,5	55,4
1999	Atlantique	57,5	48,9	53,3
1999	Borgou	61,3	56,8	59
1999	Collines	56,3	48,8	52,7
1999	Couffo	59,2	53,5	56,5
1999	Donga	58,2	52,5	55,4
1999	Littoral	57,5	50,1	53,9
1999	Mono	59	53,4	56,3
1999	Ouémé	59,3	53,6	56,5
1999	Plateau	59,3	53,6	56,5
1999	Zou	56,3	48,7	52,7
2000	Bénin	56,6	47,7	54,2
2000	Alibori	61,7	57	59,3
2000	Atacora	58,5	52,6	55,6
2000	Atlantique	57,6	49	53,4
2000	Borgou	61,5	56,8	59,1
2000	Collines	56,4	48,7	52,7
2000	Couffo	59,2	53,1	56,3
2000	Donga	58,4	52,6	55,5
2000	Littoral	57,6	50,2	54
2000	Mono	59	53,1	56,1
2000	Ouémé	59,4	53,6	56,6
2000	Plateau	59,4	53,5	56,6
2000	Zou	56,4	48,6	52,7
2001	Bénin	56,6	47,7	50,9

2001	Alibori	61,9	57	59,5
2001	Atacora	58,6	52,6	55,6
2001	Atlantique	57,6	49	53,4
2001	Borgou	61,7	56,8	59,2
2001	Collines	56,5	48,6	52,7
2001	Couffo	59,2	52,7	56,1
2001	Donga	58,5	52,6	55,6
2001	Littoral	57,7	50,4	54,1
2001	Mono	58,9	52,7	55,9
2001	Ouémé	59,5	53,5	56,6
2001	Plateau	59,5	53,4	56,5
2001	Zou	56,5	48,4	52,7

Sources : Projection de la population du Bénin de 1997 à 2032, DED de l'INSAE, 1999

Définition

L'espérance de vie est une estimation du nombre *moyen* d'années qu'une personne pourrait espérer vivre si les taux de mortalité par âge pour une année donnée restaient les mêmes jusqu'à la fin de sa vie.

Unité de mesure

An

Discussion

L'espérance de vie est une mesure hypothétique car elle est basée sur l'évolution des taux de mortalité actuels et des taux de mortalité réels tout au long de l'existence d'une personne. L' évolution future de la mortalité fera changer l'espérance de vie de chaque personne au fur et à mesure qu'elle vieillit.

Agence de supervision

INSAE

Fréquence de publication

Tous les dix ans (avec les RGPH)

Disponible aussi dans les projections démographiques.

Méthodologie

Généré à partir des tables de mortalité. Comme dans les pays à statistique imparfaite, la mortalité est estimée par la méthode des tables types.

Méthodologie internationalement admise

oui

Limites

L'espérance de vie est estimée à partir des données de recensement et de la table de mortalité type. Elle peut être sur-estimée ou sous-estimée. Elle reste très dépendante des conditions sanitaires du pays.

Spécificités

L'espérance de vie aussi bien des femmes que des hommes a chuté entre 1992 et 1997. Les départements du Zou et des Collines situés dans le centre du Bénin ont l'espérance de vie la plus

basse quelle que soit l'année considérée. Il serait intéressant de rechercher les causes de cet écart d'espérance de vie entre ce département et les autres.

■ Nouvelles infections par le VIH

Tableau 22 : Nouvelles infections au VIH

Année	Nouvelles infections VIH				
	F	pourcentage	M	pourcentage	T
1997	3456	33,74	6787	66,26	10243
1998	3689	33,90	7191	66,10	10881
1999	3992	34,38	7618	65,62	11610
2000	4412	35,24	8109	64,76	12521
2001	4962	36,41	8666	63,59	13627
2002	5610	37,77	9244	62,23	14854
2003	6338	39,21	9828	60,79	16166

Source : PLNS, 2003

Définition

C'est le nombre de nouvelles personnes, ayant été contaminées par le VIH/SIDA, recensées sur les sites sentinelles à partir duquel on procède à des estimations pour l'ensemble du pays.

Unité de mesure

Nombre et pourcentage

Discussion

On constate à partir de ces données que les femmes au Bénin contractent moins le virus que les hommes : 33,7 % pour les femmes en 1999 contre 66,26 % chez les hommes. Alors qu'on constate une regression de la proportion des hommes malades entre 1999 (66,3 %) et 2001 (60,8 %), chez les femmes la tendance est plutôt vers une augmentation : 33,7 % en 1999 à 39,2 % en 2001. Cependant il faudrait mentionner qu'elles demeurent plus vulnérables que les hommes à cause de leur exposition au risque de se marier à des hommes polygames, de leurs dispositions biologiques, de leur non maîtrise de leur sexualité. Par ailleurs, la valeur encore accordée à l'enfant amène la femme à s'exposer au risque de contracter la maladie lorsqu'elle n'est pas encore mère.

Agences de supervision

Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS)

Fréquence de publication

Données publiées par an par le PNLS

Méthodologie internationalement admise

Oui

Méthodologie

La projection de l'évolution de l'infection par le VIH a été faite à l'aide du logiciel EPIMODEL de l'OMS. Les données sont recueillies sur les sites sentinelles et extrapolées pour l'ensemble du Bénin.

Limites

Les données publiées sont celles recueillies sur les sites sentinelles ; elles pourraient être non représentatives de la population infectée.

■ Temps hors travail

Tableau 23 : Répartition du temps hors travail selon le sexe et le milieu de résidence

Occupations	Femmes				Hommes				Disparité F/H	
	Urbain		Rural		Urbain		Rural		Urbain	Rural
	Temps	%	Temps	%	Temps	%	Temps	%	Temps	Temps
Activités sociales	1,4	8,3	1,5	9,8	1,9	9,4	2,2	12,0	0,7	0,7
Loisirs	0,9	5,6	0,6	3,5	1,6	7,9	1,2	6,9	0,6	0,4
Etudes	1,1	6,7	0,5	3,4	1,8	8,9	1,2	6,5	0,6	0,4
Déplacements	0,5	3,0	0,6	4,0	0,8	3,9	1,0	5,4	0,6	0,6
Sommeil, repos, repas	12,9	76,5	12,4	79,3	14,5	69,9	12,6	69,3	0,9	1,0
Total temps hors travail	16,8	100	15,6	100	20,7	100	18,2	100	0,8	0,9

Source: Enquête Emploi du temps au Bénin, 1998: méthodologie et résultats, Octobre 1998,

NB: les données présentées dans ce tableau sont relatives à l'emploi du temps des femmes et des hommes âgés de 6 à 65 ans en milieu urbain et en milieu rural. Le temps est exprimé en heure et le pourcentage (%) désigne la part du temps consacrée à une occupation donnée dans le total du temps hors travail.

Définition

Le temps hors travail par opposition au temps consacré aux activités économiques est la différence désignée par l'ensemble du temps consacré par une personne aux activités sociales, au déplacement, aux loisirs augmenté du temps de non-activité de la personne.

Les activités sociales regroupent l'ensemble des activités associatives, c'est-à-dire menées par des groupements associatifs (partis politiques, syndicats, ONGs, associations de quartier, mutuelles, clubs) et les activités de type de cérémonie ou activités liées aux diverses cérémonies (décès, mariage, naissance, baptême, communion...) et autres activités comme : réception des parents, amis et voisins, discussion, préparation de la nourriture pour les cérémonies, participation à des réunions religieuses (églises, vodoun, mosquées...)

Le déplacement. Il s'agit des déplacements effectués dans le cadre de l'exécution de toute autre activité en dehors des activités suivantes : aller chercher de l'eau, aller chercher du bois, faire des courses au marché, faire des démarches administratives, chercher du travail, rendre visite aux parents, amis et voisins.

Les loisirs. Il s'agit des activités comme : regarder la télévision, aller au cinéma, jouer, danser, « prendre un pot », faire du sport, etc...

Non activité. Il regroupe sommeil repos, oisiveté, toilette, habillage, restauration, études à l'école et à la maison, lecteur, soins, etc...

Unité de mesure

En pourcentage

Objectifs

Montrer les écarts de temps hors travail entre les femmes et les hommes. Le temps hors travail a un impact sur la santé notamment de la femme.

Agence de supervision

PNUD

Fréquence de publication

Non applicable (enquête réalisée une seule fois en, 1998)

Discussion

De 1990 à 1999 l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) a régulièrement menée une enquête annuelle (devenue semestrielle à partir de 1994) auprès des ménages urbains dans les cinq principales villes du pays (Cotonou, Porto Novo, Parakou, Abomey, Bohicon) représentant plus de 55% de la population urbaine. L'Enquête légère auprès des Ménages (appelée ELAM) adjoint, à chacun de ses passages, un volet spécifique qui sert à répondre à des questions conjoncturelles ou structurelles ou/et à des besoins exprimés par des utilisateurs officiels. Lors du passage de Mars 1998, et afin de répondre à la demande exprimée par le PNUD en vue de la préparation du second rapport national sur le développement humain consacré à la condition de la femme béninoise, ce volet spécifique a été consacré à l'emploi du temps.

Afin de compléter les données urbaines, une enquête (limitée à l'emploi du temps ainsi qu'à un volet sur l'éducation) a été menée durant la même période sur l'ensemble du milieu rural en utilisant la méthode et la base de sondage de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux (ECVR, 1995). L'enquête a eu lieu pendant la période Mars-Avril (mi mars à mi-avril pour le milieu rural et avril pour le milieu urbain). Cette période correspond à une période de saison morte des travaux agricoles, et il importe de tenir compte de cette situation dans l'analyse des données notamment pour ce qui concerne les comparaisons entre le milieu urbain et le milieu rural.

Pour mémoire et à toutes fins utiles, rappelons qu'en 1997, selon les projections du recensement de la population de 1992, le milieu rural comprenait 62,1% de la population totale (et 66,0% de la population active en 1992), contre 37,9% (et 34,0%) pour le milieu urbain. Ces proportions qui peuvent être utilisées pour aboutir à des résultats globaux ne présentent cependant qu'un intérêt limité pour l'analyse, étant donné les différences et les clivages énormes entre milieux ; c'est pourquoi, nous ne les avons pas présentés dans les résultats.

En revanche, ces données seraient nécessaires lorsqu'il s'agira d'extrapoler les résultats au niveau national.

Méthodologie

Base de sondage et tirage de l'échantillon

La base de sondage et la méthode de tirage de l'échantillon sont identiques à celles de l'Enquête Légère Auprès des ménages (ELAM) et de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux (ECVR). Le sondage est à deux degrés : au premier degré, sont tirées des zones de dénombrement en milieu urbain et des villages en milieu rural (ZD et villages, correspondant au découpage du recensement général de la population, et au travail d'un agent recenseur lors du recensement) avec une probabilité proportionnelle à la taille de la zone ou du village en nombre de ménages. Tous les ménages des zones et villages ainsi tirés sont alors dénombrés à nouveau afin d'actualiser les données du recensement, et c'est sur cette base actualisée que sont tirés, au second degré les ménages-échantillons.

Le questionnaire emploi du temps n'a pas été administré à tous les membres des ménages-échantillon. Il est de peu d'intérêt – et au demeurant quasiment impossible – d'interroger les enfants de moins de 6 ans ; de même, l'âge maximum a été fixé à 65 ans.

Méthodologie internationalement admise

oui

Limites

Les résultats de l'enquête sont présentés par milieu (urbain, rural) et non agrégés au niveau national étant donné que les deux échantillons ont été tirés indépendamment l'un de l'autre et que leurs effectifs respectifs ne représentent pas le poids relatif de chacun de ces deux milieux dans l'ensemble national.

Spécificités

Les femmes du milieu rural consacrent plus de temps au sommeil, repos et repas que celles du milieu urbain : 79,3 % du temps contre 76,5 %. Les activités sociales occupent plus les hommes du milieu rural que ceux du milieu urbain : 12 % du temps contre 9,4 %.

2.2.2 Pouvoir économique (opportunités)

La rubrique « pouvoir économique » comprend trois composantes :

- les revenus
- le budget-temps et l'emploi
- l'accès aux ressources

2.2.2.1 Les revenus

Pour les revenus, les indicateurs suivants sont nécessaires :

- Les salaires du secteur agricole
- Les salaires de la fonction publique
- Les salaires du secteur formel public et ou privé
- Les salaires du secteur informel
- Les revenus dans les entreprises du secteur informel
- Les revenus dans les petites entreprises agricoles familiales
- Les transferts provenant des travailleurs émigrés

◇ Salaires

▪ Salaire du secteur agricole

Il nous a été impossible d'avoir des données sur les salaires du secteur agricole. Toutes nos tentatives au niveau du MAEP se sont révélées infructueuses. Il nous a été rapporté qu'aucune collecte de données n'a été faite sur ces données. Le centre de documentation du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ne dispose d'aucun ouvrage sur le sujet. De plus la taille courante des exploitations agricoles, la faible mécanisation et le manque de la formation professionnelle spécifique dans le secteur rendent systématique l'auto emploi et le recours très limité à une main d'oeuvre rémunérée.

don
gap

▪ Les salaires de la fonction publique

Concernant cette rubrique, nous n'avons pas pu avoir les données désagrégées par sexe. La base de données du trésor public ne renseigne pas sur le sexe des salariés. Par conséquent les masses salariales ne peuvent être à l'étape actuelle éclatées par sexe. Par contre le fichier unique des agents permanents de l'Etat du Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Réforme Administrative MFPTRA contient la variable sexe qui permet de fournir les effectifs par sexes. Ces deux bases de données ont en commun la variable Catégorie qui permet d'éclater les masses salariales et les effectif par catégories comme présenter dans les tableaux ci-dessous.

Le projet de fusion des deux bases est en cours.

lack of
data
data

Tableau 24 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR CATEGORIE ET PAR SEXE DE 1993 à 1997

Catégorie	1992			1993			1994			1995			1996			1997		
	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T
	4423	1022	5445	4 455	1 034	5 489	4 346	1 650	5 996	5 158	1218	6376	5184	1227	6411	5160	1222	6382
									15									
	5023	1406	6429	5 040	1 404	6 444	11 021	4 224	245	5201	1474	6675	5221	1475	6696	5194	1467	6661
	10036	4217	14253	10 090	4 237	14 327	5 102	1 649	6 751	8215	3781	11996	8245	3802	12047	8210	3794	12004
	3854	2093	5947	3 885	2 097	5 982	2 933	849	3 782	2783	1884	4667	2796	1898	4694	2779	1895	4674
	1662	181	1843	1 668	181	1 849	1 860	453	2 313	1183	147	1330	1186	147	1333	1178	145	1323
	817	56	873	816	59	875	290	72	362	1064	133	1197	992	110	1102	881	94	975
									34									
Total	25815	8975	34790	25 954	9 012	34 966	25 552	8 897	449	23604	8637	32241	23624	8659	32283	23402	8617	32019

Source: MFPRA

NB : Les Agents sortis du champ d'observation par détachement ou par mise en disponibilité sont groupés dans le sigle ND

Tableau 24 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR CATEGORIE ET PAR SEXE DE 2000 à 2002

Année	2000			2001			2002		
Catég	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T	Masc	Fém	T
A	4510	1089	5599	5293	1249	6542	5575	1317	6892
B	6844	2044	8888	8030	2240	10270	9960	2654	12614
C	5272	2727	7999	5149	2449	7598	3804	1985	5789
D	2060	1640	3700	2096	1646	3742	2845	2260	5105
E	806	118	924	909	122	1031	952	128	1080
S+F+H	364	42	406	695	124	819	730	130	860
Total	19856	7660	27516	22172	7830	30002	23866	8474	32340

Source: Tableaux de bord sur les Agents Permanents de l'EtatMFPRA

S= Sans grade, F= Sous officier, H= Homme de rang, O= Officiers

Tableau 25 : EVOLUTION DE L'EFFECTIF DE LA FONCTION PUBLIQUE PAR CATOGORIE DE 1981 A 1998

ANNEES	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. D	Cat. E	Autres	TOTAL
1981	3 078	5 517	6 146	6 870	2 479	90	24 180
1982	3 737	6 097	8 515	7 395	2 622	123	28 489
1983	4 478	7 028	10 012	7 807	2 847	152	32 324
1984	4 951	7 144	12 849	7 980	2 921	215	36 060
1985	5 471	7 328	14 969	8 319	3 017	300	39 404
1986	6 297	7 545	16 141	8 266	2 995	349	41 593
1987	6 282	7 471	16 107	8 166	2 964	349	41 339
1988	6 255	7 405	16 051	8 056	2 909	349	41 025
1989	6 181	7 302	15 951	7 864	2 845	349	40 492
1990	6 130	7 199	15 863	7 719	2 794	348	40 053
1991	6 082	7 106	15 790	7 627	2 746	348	39 699
1992	5 432	6 379	14 078	5 908	1 763	867	34 427
1993	5 489	6 444	14 327	5 982	1 849	875	34 966
1994	5 996	15 245	6 751	3 782	2 313	362	34 449
1995	6 376	6 675	11 996	4 667	1 330	1 197	32 241
1996	6411	6696	12047	4694	1333	1102	32283
1997	6 382	6 661	12 004	4 674	1 323	975	32 019
1998	5 429	7 797	10 916	4 080	1 065	1 332	30 619

Source: MFPTRA

Tableau 26 : Evolution de la masse salariale en fin de période (en milliard de FCFA) de 1992 à 2002

Année	Masse salariale
1992	39,18
1993	37,69
1994	45,70
1995	53,89
1996	58,17
1997	62,04
1998	64,57
1999	66,30
2000	72,67
2001	79,10
2002	90,05

Source :Statistiques, Finances Publiques FINANSTAT, MFE, DGAE, 2003

Ces chiffres couvrent aussi bien le secteur public que le secteur para public.

Tableau 27 : Evolution de la masse salariale en fin de période par catégorie et par année

Catégories	2000	2001	2002
A	1304359515	1489974651	1786642200
B	1224138961	1409677744	1859440834
C	899366551	724207098	554079629
D	237766147	270190699	299710969
E	51837469	49268348	53036509
S	57263519	52986712	57738222*
F+H+O	6255662	2499194	
Total	3780987824	3998804446	4610648363

Source: Tableaux de bord sur les Agents Permanents de l'Etat, MFPRA

* **S+F+H+O**

S= Sans grade, F= Sous officier, H= Homme de rang, O= Officiers

Ces chiffres représentent la somme des salaires versés à l'ensemble des agents permanents de l'Etat émergeant au budget national

Tableau 28: Evolution du SMIG au Bénin

Années	Valeurs du SMIG en FCFA
1990-1994	22245
1994-2003	25000
Depuis 2003	27500

Source: Service du Personnel, Ministère de la Fonction Publique et du Travail, MFPTRA, 2004

▪ **Les salaires du secteur formel public et ou privé**

Tableau 29 : Salaires moyens par sexes et par années dans les entreprises publiques et privées

Années	Catégorie professionnelle	Sexe	Effectif personnel	Masse salariale	Salaires moyens	Rapport F/H
1998	Cadres supérieurs	Féminin	9	50911116	5656791	0,10
		Masculin	87	637867523	7331811	
	Cadres moyens	Féminin	22	92730619	4215028	0,34
		Masculin	81	275795813	3404887	
	Employer	Féminin	79	214784638	2718793	0,16
		Masculin	449	1347007035	3000016	
	Ouvriers	Féminin	49	122654994	2503163	0,11
		Masculin	608	1164275842	1914927	
	Ensemble	Féminin	159	481081367	3025669	0,14
		Masculin	1225	3424946213	2795874	
1999	Cadres supérieurs	Féminin	1	4471171	4471171	0,03
		Masculin	13	144688331	11129872	
	Cadres moyens	Féminin		-		
		Masculin	25	75898435	3035937	
	Employer	Féminin	10	9611429	961143	0,10
		Masculin	64	92315070	1442423	
	Ouvriers	Féminin	10	8248123	824812	0,16
		Masculin	59	52046821	882150	
	Ensemble	Féminin	20	17859552	892978	0,08
		Masculin	148	220260326	1488245	
2000	Cadres supérieurs	Féminin	7	60472471	8638924	0,08
		Masculin	85	796689707	9372820	
	Cadres moyens	Féminin	38	207386003	5457526	0,17
		Masculin	169	1235583190	7311143	
	Employer	Féminin	59	137276996	2326729	0,06
		Masculin	583	2273727609	3900047	
	Ouvriers	Féminin	151	333024963	2205463	0,11
		Masculin	2038	3009927056	1476902	
	Ensemble	Féminin	255	738160433	2894747	0,10
		Masculin	2875	7315927562	2544670	

Source : DSEE\INSAE, 2003

Les salaires sont exprimées en francs CFA. Les statistiques présentées dans le tableau ci-dessus ne sont pas officiellement publiées. L'obtention de ces données a été possible grâce à une étude initiée auprès de la Direction des Statistiques et Etudes Economiques (DSEE) de l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE).

La démarche de l'étude :

La démarche adoptée consiste en un sondage auprès des entreprises.

Les entreprises enquêtées : Les entreprises visées sont celles dont les données sont immédiatement accessibles. Il s'agit pour la plupart de grandes entreprises (des sociétés anonymes de par leur forme juridique). Quelques entreprises de moindre taille (des Sociétés à responsabilité limitée) ont pu également être prises en compte. Il est attendu de grandes différences de traitement d'un type d'entreprises à un autre. D'autres variables sont également susceptibles d'influencer le niveau des salaires. Elles constituent les différentes informations recueillies sur les entreprises. Au total 27 entreprises ont été enquêtées sur la période retenue et les informations recueillies sur 163 personnes réparties comme suit :

Tableau 30 : Répartition des entreprises selon leurs formes juridiques

Formes juridiques des entreprises	Nationalité	Fréquence	Pour cent
SA	Beninoise	119	88,1
	Hors UEMOA	13	9,6
	UEMOA	3	2,2
	Total	135	100
SARL	Beninoise	26	92,9
	Hors UEMOA	2	7,1
	Total	28	100
Ensemble	Beninoise	145	89,0
	Hors UEMOA	15	9,2
	UEMOA	3	1,8
	Total	163	100

Les informations collectées : Les informations collectées auprès des entreprises concernent : l'année de l'exercice, la forme juridique. Au niveau de chaque entreprise, il est relevé les différents effectifs correspondant à un sexe, **une catégorie professionnelle, et une nationalité donnés et la masse salariale associée.** Ainsi les données recueillies ont permis de fournir les statistiques du tableau ci-dessus.

De ce fait, il est possible d'agréger les effectifs et les masses salariales selon n'importe quelle variable associée (année - forme juridique – sexe – nationalité – catégorie professionnelle), et de calculer par suite des salaires moyens pour les différents groupes et de procéder à des calculs de moyennes plus agréger en utilisant les salaires moyens comme variable cible et les effectifs comme éléments de pondération.

Deux catégories d'années : Les entreprises enquêtées peuvent être classées en deux catégories qui correspondent à deux périodes différentes. La première catégorie correspond aux informations recueillies entre 1998 et 2000 pour lesquelles une ventilation selon le sexe est possible. Pour cette catégorie, les entreprises se conforment au modèle du SYSCOA.

La deuxième catégorie correspond aux informations fournies pour les années 1996 et 1997. Le modèle de présentation des informations utilisé est celui du plan OCAM. Dans ce cas les données sur le traitement salarial ne sont pas spécifiées par sexe.

- **Salaires du secteur informel**

Voir la section suivante

- ◊ Revenus

- **Revenus et salaires tirés des entreprises informelles**

Le salaire du secteur informel ainsi que les revenus tirés des entreprises informelles ont été regroupées sous le même tableau.

Tableau 31 : Revenu moyen mensuel dans le secteur informel en millier de francs CFA dans la ville de Cotonou

Statut dans la profession	Sexe			Indice de parité
	Homme	Femme	Ensemble	F/M
Patron	274,4	106,0	222,0	0,39
Propre compte	77,0	33,7	52,2	0,44
Ensemble indépendant	126,1	40,9	81,2	0,32
Salarié	30,3	14,9	25,6	0,49
Apprenti payé	14,2	12,1	13,8	0,85
Aide familiale	2,3	2,2	2,2	0,99
Associé	0,2	0,0	0,1	0,00
Ensemble dépendant	16,1	6,6	12,6	0,41

Source: Base de données des enquêtes 1-2-3 2001, phase 2, INSAE.

Définition

Le revenu des travailleurs indépendants (patrons et travailleurs à leur propre compte) correspond à l'excédent brut d'exploitation généré par l'unité de production informelle. Le revenu des travailleurs dépendants comprend l'ensemble des rémunérations qu'ils perçoivent (salaires directs, primes et avantages de toutes sortes, monétaires ou en nature).

Unité de mesure

Milliers de francs CFA

Discussion

La phase 2 de l'enquête 1-2-3 est une enquête sur le secteur informel. C'est une enquête auprès des unités de production informelles (UPI). Elle a trois objectifs :

1 - fournir un complément à la Comptabilité Nationale en établissant les comptes de production et de répartition du secteur informel jusqu'alors très mal connus ;

2 - comprendre les comportements productifs des agents du secteur informel susceptibles d'être réincorporés dans des exercices de modélisation (comportements en matières de prix, d'investissement, etc.). Notamment, l'accent est mis sur l'étude de la concurrence que subit (ou qu'impose) le secteur informel face à d'autres secteurs ;

3 - analyser le mode d'insertion du secteur informel dans le système productif local (articulation ou autonomie vis à vis du secteur moderne, privé ou public, national ou étranger).

Les unités de production informelles ont été sélectionnées lors de la phase 1 de l'enquête (enquête emploi). Toutes les personnes actives occupées qui se sont déclarées « **patron** » ou « **travailleur à son propre compte** » (que ce soit dans leur emploi principal ou leur emploi secondaire), dans un établissement qui, soit ne possède pas de numéro de code fiscal, soit ne tient pas de comptabilité, dirigent une unité de production informelle.

Il faut noter que le secteur informel se définit comme l'ensemble des unités de production qui ne possèdent pas de numéro statistique (N° INSAE) et/ou qui ne tiennent pas de comptabilité ayant une valeur administrative.

Une unité de production est soit un établissement lorsqu'il existe un local fixe dans lequel s'exerce l'activité économique (boutique, atelier, etc.) soit un quasi-établissement lorsque l'activité ne s'exerce pas dans un local approprié (activités ambulantes, sur la voie publique, dans les domiciles, etc.)

Agences de supervision

INSAE/DIAL

Fréquence de publication

Données non encore publiées. Les enquêtes 1, 2, 3 ont été réalisées en 2001 dans la ville de Cotonou.

Méthodologie internationalement admise

Oui

Méthodologie

Les données ont été calculées à partir des fichiers bruts.

Le revenu des travailleurs indépendants (patrons et travailleurs à leur propre compte) correspond à l'excédent brut d'exploitation généré par l'unité de production informelle. Le revenu des travailleurs dépendants comprend l'ensemble des rémunérations qu'ils perçoivent (salaires directs, primes et avantages de toutes sortes, monétaires ou en nature).

Valeur ajoutée = Chiffre d'affaires - (Charges – impôts et taxes)

Excédent Brut d'Exploitation = Valeur ajoutée – masse salariale – Impôts et taxes

Limites

Les informations ne concernent que la ville de Cotonou et ne couvrent pas le territoire national. La deuxième édition des enquêtes 1-2-3 est réalisée en 2003 et les informations ne sont pas encore traitées.

Le PEESI (enquête réalisées sur le secteur informel en 1999) qui pourrait permettre d'avoir les données pour l'ensemble du territoire n'a pas publié les informations recherchées par sexe. De plus en absence du dictionnaire des variables la base de données n'a pu être exploitée.

Spécificités

Il convient de signaler que la ville de Cotonou renferme la plus grande majorité des unités de production informelle (68,88% des UPI selon PEESI 99).

▪ Les revenus dans les petites entreprises agricoles familiales

Les mêmes remarques concernant la rubrique des salaires du secteur agricole sont formulées pour le cas des revenus dans les entreprises agricoles familiales.

▪ Revenus tirés des envois de fonds et des transferts entre les ménages

Tableau 32 : Répartition des envois de fonds et des transferts entre les ménages

Année : 1999/2000

Passages	Source de revenu	Revenus moyens mensuels reçus par transfert			
		Sexe du chef de ménage			Indice F/H
		Homme	Femme	Ensemble	
Passage 1	Transferts d'un parent	9403	4713	7847	0,50
	Transferts d'une autre personne apparentée	5571	2633	5170	0,47
	Transfert d'une organisation	13669	833	12502	0,06
	Autre transferts privés	18949	12222	18501	0,64
	Total	10341	4712	8960	0,46
Passage 2	Transferts d'un parent	4953	5042	4981	1,02
	Transferts d'une autre personne apparentée	6972	1883	6293	0,27
	Transfert d'une organisation	11821	11667	11794	0,99
	Autre transferts privés	17856	7407	15766	0,41
	Total	7648	5229	7029	0,68
Passage 3	Transferts d'un parent	4562	6059	4981	1,33
	Transferts d'une autre personne apparentée	3655	5887	3914	1,61
	Transfert d'une organisation	7917	10889	8341	1,38
	Autre transferts privés	13800	-	13800	
	Total	6161	6234	6177	1,01
Passage 3	Transferts d'un parent	5505	5118	5374	0,93
	Transferts d'une autre personne apparentée	3854	3952	3873	1,03
	Transfert d'une organisation	22511	5444	19098	0,24
	Autre transferts privés	31231	9000	29961	0,29
	Total	9652	5124	8356	0,53
Ensemble	Transferts d'un parent	5924	5239	5709	0,88
	Transferts d'une autre personne apparentée	5280	3306	5002	0,63
	Transfert d'une organisation	13238	8483	12495	0,64
	Autre transferts privés	19771	8667	18862	0,44
	Total	8352	5311	7590	0,64

Source : ECVR2, 1999

Définition

Il s'agit de l'ensemble des revenus du ménage provenant de travailleurs émigré (ou les transferts au sein du ménage).

Unité de mesure

Milliers de francs CFA

Discussion

Les revenus augmentent le pouvoir d'achat du ménage ; toutefois les revenus reçus de personnes en dehors du ménage peuvent être mal appréciés car ils dépendent de la déclaration de l'individu. Dans l'ensemble les femmes reçoivent moins que les hommes en matière de revenus de transferts.

Agences de supervision

INSAE/ Ministère du plan – Service Statistique/Ministère du Développement Rural – PNUD

Fréquence de publication

Les ECVR (Etudes sur les Conditions de Vie en milieu Rural) ont une périodicité de (05)

Méthodologie internationalement admise

oui

Méthodologie

Les Etudes sur les Conditions de Vie en milieu Rural (ECVR) ont été réalisés en 1994/95 et en 1999/2000 par le Ministère du Développement Rural (MDR). L'ECVR 1994/95 ainsi que celui de 1999/2000 ont abouti à chaque fois à l'élaboration d'un document intitulé le «Profil de la Pauvreté rurale et Caractéristiques Socio-économiques des Ménages Ruraux ». Cependant ces deux rapports ne présentent pas les revenus reçus selon le sexe du chef de ménage. Nous avons donc procédé à un calcul direct à partir de la base de données de l'ECVR2. Les données sont disponibles par passage ; on peut donc calculer des revenus trimestriels. Ces derniers ont été agrégées pour avoir les revenus annuels.

Limites

L'ECVR porte sur un échantillon de 1350 ménages en 1994-95 et sur 2325 ménages en 1999-2000. L'ECVR porte uniquement sur le milieu rural (en 1999-2000, elle porte donc sur 11 nouveaux départements sur 12 (le 12ème, le Littoral, étant exclusivement urbain).

Spécificités

Les femmes dans le ménage ont des transferts plus faibles que les hommes quel que soit le type de transfert.

2.2.2.2 Le budget-temps

□ Le budget-temps

Le temps consacré à des activités économiques marchandes (comme salarié, à son propre compte ou comme employeur, le temps consacré à des activités non marchandes ou des activités économiques marchandes et le temps consacré à des activités domestiques, de garde et de bénévolat ont été regroupés et analysés dans la même section.

Tableau 33 : Budget-temps

Occupations	Femmes				Hommes				Disparité F/H	
	Urbain		Rural		Urbain		Rural		Urbain	Rural
	Temps *	%**	Temps *	%**	Temps *	%**	Temps *	%**	Temps *	Temps *
Activités économiques marchandes	3,3	13,9	2,5	10,5	3,7	15,3	2,9	11,9	0,9	0,9
Activités économiques hors marché	0,6	2,4	2,5	10,6	0,3	1,1	1,9	7,8	2	1,3
Activité domestique	3,2	13,5	3,3	13,6	1,0	4,3	1,1	4,5	3,2	3
Total temps travail	7,2	29,8	8,3	34,7	5,0	20,7	5,8	24,2	1,4	1,4

NB : les données présentées dans ce tableau sont relatives à l'emploi du temps des femmes et des hommes âgés de 6 à 65 ans en milieu urbain et en milieu rural.

* Heures consacrées dans une journée de 24 heures

** Heures consacrées en pourcentage d'une journée de 24 heures

Définition

L'activité économique est l'ensemble des actes par lesquels les hommes satisfont leurs besoins par la production et l'échange de bien et services. Dans le cadre de l'enquête sur l'emploi, on a considéré deux sortes d'activité économiques, à savoir :

Les activités économiques de marché

Il s'agit des activités dont les produits sont destinés à la vente, c'est-à-dire des activités qui procurent des revenus. Ce sont généralement les activités principales (ou secondaires) des actifs. C'est par exemple : l'agriculture, l'élevage, le commerce, la chasse, le filage, la poterie, etc...

Les activités économiques hors marché

Il s'agit des activités dont le produit est plutôt destiné à l'autoconsommation ou l'auto-production et non à la vente. En dehors des activités citées ci-dessus, on retrouve dans cette rubrique, les activités comme le portage d'eau, etc.

Les activités domestiques

Elles regroupent les activités de service exercées dans le ménage. Il s'agit de : préparation de repas, vaisselle, lavage de linge, repassage, entretien des enfants, des vieillards, des handicapés et autres personnes, réparation, démarches administratives, courses au marché, séchage des produits vivriers, réparation maison ou appareil, etc.

Unité de mesure

Pourcentage et heure.

Objectifs

Montrer les écarts de temps hors travail entre les femmes et les hommes. Le temps hors travail a un impact sur la santé notamment de la femme.

Agence de supervision

PNUD

Fréquence de publication

Non applicable (enquête réalisée une seule fois en, 1998)

Discussion

De 1990 à 1999 l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) a régulièrement menée une enquête annuelle (devenue semestrielle à partir de 1994) auprès des ménages urbains dans les cinq principales villes du pays (Cotonou, Porto Novo, Parakou, Abomey, Bohicon) représentant plus de 55% de la population urbaine. L'Enquête légère auprès des Ménages (appelée ELAM) adjoint, à chacun de ses passages, un volet spécifique qui sert à répondre à des questions conjoncturelles ou structurelles ou/et à des besoins exprimés par des utilisateurs officiels. Lors du passage de Mars 1998, et afin de répondre à la demande exprimée par le PNUD en vue de la préparation du second rapport national sur le développement humain consacré à la condition de la femme béninoise, ce volet spécifique a été consacré à l'emploi du temps.

Afin de compléter les données urbaines, une enquête (limitée à l'emploi du temps ainsi qu'à un volet sur l'éducation) a été menée durant la même période sur l'ensemble du milieu rural en utilisant la méthode et la base de sondage de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux (ECVR, 1995). L'enquête a eu lieu pendant la période Mars-Avril (mi mars à mi-avril pour le milieu rural et avril pour le milieu urbain). Cette période correspond à une période de saison morte pour les travaux agricoles, et il importe de tenir compte de cette situation dans l'analyse des données notamment pour ce qui concerne les comparaisons entre le milieu urbain et le milieu rural.

Méthodologie

La base de sondage et la méthode de tirage de l'échantillon sont identiques à celles de l'Enquête Légère Auprès des ménages (ELAM) et de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux (ECVR). Le sondage est à deux degrés : au premier degré, sont tirées des zones de dénombrement en milieu urbain et des villages en milieu rural (ZD et villages, correspondant au découpage du recensement général de la population, et au travail d'un agent recenseur lors du recensement) avec une probabilité proportionnelle à la taille de la zone ou du village en nombre de ménages. Tous les ménages des zones et villages ainsi tirés sont alors dénombrés à nouveau afin d'actualiser les données du recensement, et c'est sur cette base actualisée que sont tirés, au second degré les ménages-échantillon.

Le questionnaire emploi du temps n'a pas été administré à tous les membres des ménages-échantillon. Il est de peu d'intérêt – et au demeurant quasiment impossible – d'interroger les enfants de moins de 6 ans ; de même, l'âge maximum a été fixé à 65 ans.

Méthodologie internationalement admise

oui

Limites

Les résultats de l'enquête sont présentés par milieu (urbain, rural) et non agrégés au niveau national étant donné que les deux échantillons ont été tirés indépendamment l'un de l'autre et que leurs effectifs respectifs ne représentent pas le poids de chacun de ces deux milieux dans l'ensemble national.

Suggestions

Pour mémoire et à toutes fins utiles, rappelons qu'en 1997, selon les projections du recensement de la population de 1992, le milieu rural comprenait 62,1% de la population totale (et 66,0% de la population active en 1992), contre 37,9% (et 34,0%) pour le milieu urbain. Ces proportions peuvent être utilisées pour aboutir à des résultats globaux ne présentent cependant qu'un intérêt limité pour l'analyse, étant donné les différences et les clivages énormes entre milieux ; c'est pourquoi, on ne les a pas présentés dans les résultats.

En revanche, ces données seraient nécessaires lorsqu'il s'agira d'extrapoler les résultats au niveau national.

Spécificités

L'enquête budget-temps a permis de montrer que si on prenait en compte les activités non marchandes, les femmes travailleraient plus que les hommes. Les femmes et les hommes du milieu rural travaillent plus de temps que les femmes et les hommes du milieu urbain.

□ Accès aux ressources

L'accès aux ressources est mesuré par les indicateurs suivants :

- Propriété de lopins, de maisons, de terrains en zone urbaine
- Accès au crédit
- Liberté de disposer de son propre revenu
- Poste à responsabilité

➤ Moyens de production

▪ Propriétés de parcelles, maisons ou terres rurales ou urbaines

Tableau 34 : Répartition des parcelles selon le mode d'acquisition et le sexe
Année 1997

Mode d'acquisition	Fem	Hom	Fem/Hom
Modes sécurisants (Héritage, achat, attribution coutumière)	462	3164	0,15
Modes non sécurisants (Métayage, prêt, location, gage, autres)	708	1059	0,67

Source: Enquête sur les statistiques agricoles différenciées par genre, MAEP 1997.

L'élément qui a servi à renseigner cet indicateur est le mode d'acquisition des parcelles de terres exploitées. Il existe également des données sur le mode d'occupation de l'habitation dans le Tableau de bord de la femme (septembre, 1998)

Tableau 35 : Propriétaires de maisons ou terres rurales selon le sexe (Année Non renseignée)

	Propriétaire		Fem/Hom
	Femme	Homme	
Propriétaire	81603	413205	0,2
Locataire	22360	84475	0,26
Propriété familiale	65541	129104	0,51
Autres	6289	20110	0,31

Source : Tableau de bord de la femme septembre, 1998 (rapport non publié)

Tableau 36 : Accès à la terre selon le mode et le sexe

Patrimoine foncier: Accès à la terre		Sexe		Ensemble
		Femme	Homme	
Droit de propriété				
	Propriétaire	64,4	88,8	81,8
	Non propriétaire	35,6	11,2	18,2
	Effectif des répondants	784	1943	2727
Mode d'acquisition				
	Achat	12,0	11,2	11,8
	Don	16,1	51,3	25,9
	Héritage	71,9	37,5	62,4
	Effectif des répondants	731	1912	2643

Source: UNDP-DANIDA-MAEP: Etude sur les Conditions de Vie des Ménages en Milieux Ruraux ECVR2, 1999

Tableau 37 : Répartition des propriétaires de parcelles ayant des titres fonciers selon le sexe

	1990			1991			1992			1993			1994			1995			1996		
	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C
Cotonou	128	40	8	163	61	8	91	22	1	51	24	4	62	26	7	78	33	12	103	25	9
ATLANTIQUE	28	5	1	46	2	1	74	11	5	64	13	6	83	13	7	169	33	4	145	14	5
ALIBORI	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
ATACORA	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	2	0	0	1	0	0	0	0
BORGOU	1	0	0	1	1	0	3	0	0	1	1	0	4	0	0	4	0	0	4	1	0
COLLINE	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	1	0	0	1	0	0
COUFFO	2	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	5	0	0	7	0	0	3	0	0
DONGA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONO	1	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	4	0	0	5	0	0	4	2	0
OUEME	17	6	1	13	4	1	14	0	0	12	4	0	15	6	1	28	13	2	27	8	0
PLATEAU	2	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	2	0	0
ZOU	2	0	0	3	1	0	1	1	1	2	1	0	6	0	1	3	1	0	6	0	0
Bénin	183	51	10	229	71	10	187	34	7	133	43	10	186	47	16	297	81	19	295	50	14

	1997			1998			1999			2000			2001			2002			2003		
	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C
Cotonou	94	33	5	55	12	4	16	14	5	68	14	8	94	26	5	96	62	4	67	21	
ATLANTIQUE	222	47	14	228	71	15	336	78	9	259	72	8	242	56	6	279	57	7	267	67	9
ALIBORI	2	0	0	1	0	0	1	0	0	3	0	0	0	0	0	4	0	0	0	1	0
ATACORA	1	0	0	1	0	0	5	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
BORGOU	7	0	0	18	2	0	11	0	0	18	0	0	22	3	0	19	4	0	9	3	0
COLLINE	0	0	0	4	1	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	5	1	0
COUFFO	3	1	0	10	1	0	4	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0
DONGA	1	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	1	1	0	5	0	0
MONO	1	1	0	7	3	0	6	0	0	5	0	0	2	0	0	2	0	0	3	0	0
OUEME	48	12	3	39	12	3	18	3	2	11	6	0	15	1	0	31	4	0	16	2	2
PLATEAU	2	0	0	1	2	0	8	0	0	8	0	0	5	0	0	2	0	0	11	0	0
ZOU	15	2	0	10	0	0	17	5	0	15	0	0	12	4	0	12	3	0	35	1	1
Bénin	396	96	22	374	104	22	424	100	16	397	92	16	393	90	11	448	131	11	426	96	12

Source : Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

M= Masculin ; F= Féminin ; C= Couple

Ces données sont issues du répertoire des propriétaires de parcelles de la DGID. Seules les propriétaires ayant des titres fonciers y sont dénombrés. Evidemment ceci ne rend pas compte de la situation réelle car très peu de propriétaires possèdent de titres fonciers.

Tableau 38 : Liste des propriétaires de parcelles enregistrés à la mairie de Cotonou

	1990			1991			1992			1993			1994			1995			1996		
	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C
Cotonou	-	-	-	-	-	-	456	135	9	470	259	17	694	294	21	653	230	22	817	325	12

	1997			1998			1999			2000			2001			2002			2003		
	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C	M	F	C
Cotonou	899	333	30	946	339	19	1045	342	23	1029	363	29	1065	358	25	1001	349	29	764	303	13

Source: Service domanial de la mairie de Cotonou, 2004

M= Masculin ; F= Féminin ; C= Couple

Les données ont été collectées par recensement des propriétaires de parcelles. La variation du nombre total de propriétaires est due à l'apparition des nouveaux quartiers du fait des recasements. Certains quartiers de Cotonou ne sont pas encore recasés. De plus parcelles sont partagées par les héritiers.

Définition

Le mode d'acquisition des terres exploitées renseigne sur le titre de propriété de l'exploitant agricole par rapport à l'exploitation et implicitement sur la nature des types de décisions qu'il peut être en mesure de prendre en ce qui concerne l'exploitation.

Le mode d'occupation de l'habitation est la nature du titre de propriété que dispose l'occupant d'une habitation sur son logement.

Unité de mesure

Nombre

Discussion

Nous avons eu deux types de données complémentaires mais distinctes sur la propriété de parcelles ; il s'agit du mode d'acquisition des exploitations agricoles et du mode d'occupation de l'habitation. Les données n'ont pu être collectées sur une longue période à cause de l'absence d'études spécifiques sur le thème. Il a été envisagé à notre niveau un dépouillement des registres fonciers aux Mairies ; mais d'abord ces registres n'existent pas toujours partout, ensuite même s'ils existent, leur exhaustivité n'est pas établie et enfin ils ne sont pas tenus à jour.

lack of data

Agences de supervision

Les données concernant le mode d'acquisition des parcelles ont été extraites de l'Enquête sur les Statistiques agricoles différenciées par genre réalisée par le MAEP.

Les informations sur le mode d'occupation de l'habitation ont été collectées dans le Tableau de Bord de la Promotion de la Femme au Bénin; Septembre 1998.

Fréquence de publication

Aucune publication n'existe et les archives ne permettent pas de reconstituer les données existantes.

Méthodologie internationalement admise

Aucune comparaison au niveau international n'est envisageable.

Méthodologie

Nous avons eu deux types de données complémentaires mais distinctes sur la propriété de parcelles ; il s'agit du mode d'acquisition des exploitations agricoles et du mode d'occupation de l'habitation. Les données n'ont pu être collectées sur une longue période à cause de l'absence d'études spécifiques sur le thème.

Toutefois, nous avons pu dépouiller, pour compléter ces données, les registres du service domanial ainsi que les registres détenus par la Mairie de Cotonou. Cette collecte a été fastidieuse parce qu'ils ne sont pas tenus à jour, de plus leur exhaustivité n'est pas établie.

Limites

Les données ainsi fournies ne concernent que les personnes ayant déclaré leur titre de propriété ou de titre foncier. De nombreuses propriétaires ne se font enregistrées, elles ne sont pas exhaustives.

Spécificités

Au Bénin, il existe une insuffisance notoire dans la répartition des propriétés selon le genre. Les attributions du service des domaines doivent être améliorées pour la constitution d'une base de données fiables et à jour en ce qui concerne les informations sur le foncier tant urbain que rural. Il aurait fallu un travail de plusieurs mois voire années pour voir se constituer une base pour ce type de données réparties par genre. Il faudrait par ailleurs former le personnel pour une meilleure collecte des données.

▪ **Accès au crédit**

Tableau 39 : Nombre de membres ayant eu au moins un crédit dans l'année

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1995	37447	37715	0,99
1997	138601	134223	1,03
1998	168482	123375	1,37
1999	225152	116381	1,93
2000	244787	164354	1,49

Source : Banque de données sur les Systèmes Financiers Décentralisés des années : 1994-1995, 1999 et 2000

D'autres sources de données permettent de dire que dans la plupart des structures de microfinance les femmes sont généralement les membres majoritaires (en proportion des membres) certainement parce qu'elles exercent généralement des activités génératrices de revenus dominées par le petit commerce et certaines activités de transformation informelle nécessitant souvent peu de capitaux. Comme le montrent les données du tableau suivant, les femmes sont dans la plupart des structures de microfinance sauf dans les structures de la FENACREP où elles ne sont que 39 %.

Tableau 39 : Quelques taux d'intérêts pratiqués par les IMF

Taux d'intérêt	FECECAM 17 % taux subventionné	FENACREP 15% - 30 %	PADME 24 % dégressif	Vital-Finance 24 % dégressif	AsseF 18 – 24 %	FINADEV 18 %
Taille moyenne crédit	NC	35 700 F	323000 F	Autour de 130 000 F – 230000 F	AUTOUR DE 20000 F CFA	250 000 F
% de femmes parmi les clients	Plus de 50 %	39 %	81 %	84 %	84 %	100 %

Source : extrait du rapport de PADME, 2002

Tableau 41 : Répartition des crédits accordés aux particuliers dans les banques en 2003 (en milliers de FCFA)

	Types de crédits				
	Court terme	Moyen terme	Long terme	Autres	Total
Bénéficiaires					
Femme	1079	128	9	0	1216
%	21,5	15,8	9,7	0	20,5
Homme	3931	680	84	30	4725
%	78,5	84,2	90,3	100	79,5
Ensemble	5010	808	93	30	5941
Ratio F/H	0,27	0,19	0,11	0,00	0,26

Source : BCEAO, Agence Cotonou, 2004

Définition

L'accès au crédit a été appréhendé au moyen des informations sur les bénéficiaires physiques des Systèmes Financiers Décentralisés plus précisément le nombre de personnes ayant bénéficié d'au moins un crédit durant une année civile.. Il est à remarquer que pour accéder à un crédit dans une telle institution il faut au préalable en être membre.

Unité de mesure

Nombre

Discussion

L'accès au crédit réparti par sexe fait partie des données pour lesquelles il existe peu d'informations. Les données fournies ici sont celles des systèmes financiers décentralisés. Il ne nous a été possible que d'avoir ces données qu'à partir de 1995. Les banques primaires ont avoué le peu d'intérêt qu'elles accordent à une répartition des bénéficiaires par sexe. Au niveau de la BCEAO qui centralise les données des banques primaires, les archives ne comportent que les bénéficiaires de crédit supérieur ou égal à 5000 000 FCFA, mais la répartition par sexe n'est également pas fait. Il a fallu remonter aux archives de la BCEAO pour reconstituer les informations.

Agences de supervision

BCEAO, PAPME

Fréquence de publication

Données publiées, mais il n'y a pas une régularité dans la publication.

Méthodologie internationalement admise

Oui

Méthodologie

Les informations ont été extraites du document intitulé : « Banque de données sur les Systèmes Financiers Décentralisés » des années : 1994-1995, 1999 et 2000. L'accès au crédit est mesuré par le nombre de bénéficiaires des opérations de financement décentralisés : nombre de membres ayant reçu au moins un crédit dans l'année.

Limites

L'analyse selon le genre des bénéficiaires de crédit porte sur le nombre de bénéficiaires directs c'est-à-dire le nombre de personnes physiques ayant obtenu au moins un crédit dans une année et ne reflète pas intégralement la situation effective dans la mesure où les groupements qui sont recensés sur une base unitaire ne sont pas pris en compte dans notre décompte alors qu'en fait ils regroupent le plus souvent plusieurs individus (femmes ou hommes). Outre cela, les informations obtenues auprès de la BCEAO sur les établissements bancaires classiques ne concernent que les individus ayant eu des crédits supérieurs à 5 millions.

Spécificités

Les données des institutions bancaires et de microfinance sont souvent tenues confidentielles, ce qui rend l'accès aux données fiables difficile.

▪ **Liberté de disposer de son revenu**

Tableau 42 : Liberté de disposer de son revenu suivant certaines caractéristiques socio-démographiques

Caractéristiques socio-démographiques	Personne qui décide de l'utilisation du revenu				
	La femme décide seule	Ensemble avec son partenaire*	Quelqu'un d'autre décide seul**	Manquant	Total
Groupes d'âges					
15-19	66,9	12,6	20,6	0	100
20-24	74,4	15,7	9,9	0	100
25-29	80,5	12,2	7,1	0,2	100
30-34	84,5	10,4	5	0	100
35-39	82,4	12,3	5,3	0,2	100
40-44	85,4	9,1	5,3	0,2	100
45-49	87	9,2	3,6	0,2	100
Milieu de résidence					
Ensemble urbain	86,9	7,7	5,3	0,1	100
Cotonou	89,8	5,4	4,8	0	100
Autres	85,5	8,9	5,5	0,1	100
Rural	75,9	14,6	9,3	0,1	100
Département					
Atacora	81,9	10,8	7,2	0,2	100
Atlantique	89,1	6,3	4,5	0	100
Borgou	84,7	3,9	11,2	0,2	100
Mono	43,1	43,3	13,6	0	100
Ouémé	91,6	4,9	3,3	0,1	100
Zou	76,9	13,6	9,5	0	100
Niveau d'instruction					
Aucun	77,4	14	8,4	0,1	100
Primaire	83,9	8,3	7,5	0,2	100
Secondaire ou plus	90,5	5,7	3,9	0	100
Ensemble	80,1	12	7,8	0,1	100

Source: EDSB2, 2001

* Avec le conjoint ou quelqu'un d'autre

** y compris le conjoint

Définition

La liberté de disposer de son propre revenu signifie la liberté pour la femme d'utiliser son revenu sans être obligée d'avoir une autorisation particulière d'une tierce personne.

Unité de mesure

Pourcentage

Discussion

On constate que la plupart des femmes utilisent leur revenu sans grande contrainte, le mari n'intervient que très peu dans leur décision. C'est seulement dans le département du Mono que moins de 50 % (43,1 %) des femmes ont la liberté d'utiliser leur revenu. Elles sont 43,3 % à décider avec le conjoint. Lorsqu'on observe les générations, on constate que c'est beaucoup plus dans les jeunes générations que les femmes décident le plus avec leur partenaire. Ceci est peut-être le signe d'un changement de comportement chez les femmes et signifierait une certaine entente dans le couple. Le niveau d'instruction reste un facteur déterminant de la liberté de disposer de son revenu chez les femmes.

Agences de supervision

INSAE et Macro DHS

Fréquence de publication

L'enquête démographique et de santé (EDS) au Bénin est effectuée tous les cinq ans. Le Bénin est à deuxième édition : 1996 et 2001.

Méthodologie internationalement admise

Oui

Méthodologie

La question a été posée aux femmes lors de la collecte des données. Les femmes ont été réparties selon certaines caractéristiques.

Limites

Ces données montrent que l'environnement béninois est favorable à une libéralisation de la femme lorsqu'elle dispose de moyens suffisants. Ces chiffres montrent le dynamisme des femmes béninoises.

Spécificités

Les femmes béninoises sont assez dynamiques, ce qui est une caractéristique des femmes de la côte de l'Afrique de l'Ouest. Elles ont généralement la responsabilité des dépenses souteraines du ménage, le mari ne faisant que les dépenses visibles et de prestige (loyer, électricité, contibution partielle aux dépenses alimentaires).

➤ Postes de direction

▪ Hauts fonctionnaires (hiérarchie A)

Proportion de femmes dans la catégorie A des Agents Permanents de l'Etat

Tableau 43 : Proportion de femmes dans la catégorie A des agents permanents de l'Etat

Périodes	Sexe	
	Femme	Homme
1992	18,8	81,2
1993	18,8	81,2
1994	27,5	72,5
1995	19,1	80,9
1996	19,1	80,9
1997	19,1	80,9

Source : Tableau de Bord Social 2000, Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique, INSAE, 2000, Rapport sur le Développement Humain au Bénin, PNUD-BENIN, 1998

Définition

Il s'agit du nombre de femmes dans la catégorie A rapporté à l'ensemble des effectifs de cette catégorie dans la fonction publique

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Cet indicateur permet d'apprécier la représentativité des femmes au sein des cadres A pour l'ensemble du personnel de l'Etat. A peine une femme sur cinq est cadre A.

Agences de supervision

MFPTRA

Fréquence de publication

Annuelle

Méthodologie de calcul

Pour aboutir à ces données, le MFPTRA a procédé à un recensement des cadres A et les répartis par sexe.

Méthodologie internationalement admise

Oui

Limites

Des problèmes de gestion du personnel de l'Etat existe , ce qui entraîne une non régularisation de la situation de certains cadres. Ces chiffres pourraient ne refléter qu'une partie des femmes cadres A ainsi que des hommes. Les écarts pourraient se révéler plus importants ou réduits si toutes les situations administratives des agents permanents sont régularisées.

Spécificités

Il n'y a pas de discrimination dans l'avancement de la situation des femmes par rapport aux hommes ; parce que à diplôme égal, le grade et le salaire sont identiques.

■ Membres des syndicats professionnels

Tableau 44 : répartition des membres des bureaux des confédérations syndicales par sexe et par année

Année	CSA-B (créée en 1991)			CGTB (créée en 1990)			COSI (créer en 1997)			UNSTB (créée en 1974)		
	F	H	F/H	F	H	F/H	F	H	F/H	F	H	F/H
1990				0	11	0						
1991	2	15	0,13	0	11	0						
1992	2	15	0,13	0	11	0						
1993	2	15	0,13	0	11	0						
1993	2	15	0,13	1	19	0,05						
1994	2	15	0,13	1	19	0,05						
1994	5	20	0,25	1	19	0,05						
1995	5	20	0,25	1	19	0,05						
1996	5	20	0,25	1	19	0,05						
1996	5	20	0,25	2	19	0,11						
1997	5	20	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1			
1997	5	20	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1			
1998	5	20	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1			
1999	5	20	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1	10	37	0,27
2000	5	20	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1	10	37	0,27
2000	7	28	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1	10	37	0,27
2001	7	28	0,25	2	19	0,11	1	10	0,1	10	37	0,27
2001	7	28	0,25	4	23	0,17	7	16	0,44	10	37	0,27
2002	7	28	0,25	4	23	0,17	7	16	0,44	10	37	0,27

Source : Responsable des bureaux des centrales syndicales.

Définition

C'est la répartition de la composition des bureaux des confédérations syndicales par sexe et par année.

Périodicité :

Les données ne sont pas publiées. Il a fallu se rapprocher des responsables des bureaux des centrales syndicales pour avoir les informations.

Discussion :

Il y a au Bénin plusieurs dizaines de syndicats affiliés à des confédérations, au niveau des travailleurs, il en existe, d'après la Direction de la Main d'œuvre, cinq des plus représentative: CSA-B , CGTB, COSI, CSTB, UNSTB du point de vue de leur audience et du nombre de membres. Cependant les informations recueillies concernant la composition par sexe du bureau ne se rapportent qu'à quatre confédérations, le secrétaire général de la CSTB ayant décrété confidentielles les informations sur les membres de son bureau.

Méthodologie

Recueil d'informations au moyen d'interview auprès de responsables des bureaux des confédérations ou unions syndicales et consultation des statuts et procès verbaux d'assemblée générale. Remarquons que toutes les confédérations n'ont pas la même structure de bureau et certaines (l'UNSTB) accordent une caution à la promotion des femmes en tant que responsables.

Méthodologie internationalement admise :

oui

Limites :

Les données ne concernent que les bureaux des centrales et non les syndicats individuellement. De plus il n'est pas sûr que tous les syndicats soient affiliés aux centrales. De plus ce n'est pas moins sûr que la structure par sexe au niveau des bureaux de syndicats soit similaire à celle des confédérations syndicales auxquelles ils sont affiliés. Les informations sur la composition du bureau des syndicats n'ont pu être retrouvées. Par ailleurs l'UNSTB qui est la plus vieille centrale syndicale n'a pu fournir les données qu'à partir de 1999.

Spécificités :

Au Bénin , en cas de crise sociale, ce sont les centrales syndicales qui discutent avec le gouvernement.

■ Postes administratifs, scientifiques et techniques

Tableau 45 : Répartitions des directeurs administratifs, scientifiques et techniques selon le sexe, le type de nomination et l'année

Année 1991

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Fém	Masc	Fém	Masc	Fem	Masc	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	2	1	2	21	4	50	0,08
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	0	27	0	27	0
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	2	1	2	21	4	23	0,17
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1992

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	0	0	44	5	44	5	0,11
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	16	1	16	1	0,06
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	0	0	28	4	28	4	0,14
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1993

	Arrêtés		Décrets		Total		
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	Ratio F/H
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	4	0	14	1	18	1	0,06
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	12	0	12	0	0
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	4		2	1	6	1	0,17
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1994

	Arrêtés		Décrets		Total		
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	Ratio F/H
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	0	0	41	5	41	5	0,12
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	14	2	14	2	0,14
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	0	0	27	3	27	3	0,11
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1995

	Arrêtés		Décrets		Total		
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	Ratio F/H
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	2	0	12	4	14	4	0,29
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	7	0	7	0	0
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	2	0	2	0	4	0	0
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	3	4	3	4	1,33

Année 1996*

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	4	0	2	2	6	2	0,33
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	0	0	0	0	
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	4	0	2	2	6	2	0,33
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1997

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	0	0	16	3	16	3	0,19
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	4	2	4	2	0,50
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	0	0	12	1	12	1	0,08
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1997

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	0	0	16	3	16	3	0,19
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	4	2	4	2	0,50
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	0	0	12	1	12	1	0,08
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1998

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	9	3	57	4	66	7	0,11
Directeur de cabinet et chef de cabinet	1	1	22	1	23	2	0,09
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	8	2	20	3	28	5	0,18
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 1999

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	8	1	49	9	57	10	0,18
Directeur de cabinet et chef de cabinet	1	0	9	2	10	2	0,20
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	7	1	23	5	30	6	0,20
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 2000

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	0	0	15	5	15	5	0,33
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	5	2	5	2	0,40
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	0	0	10	3	10	3	0,30
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Année 2001*

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Directeurs de cabinet et CT dans les Ministères	3	1	21	5	24	6	0,25
Directeur de cabinet et chef de cabinet	0	0	1	1	1	1	1,00
Président d'institutions	0	0	0	0	0	0	
Conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires	3	1	1	2	4	3	0,75
Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	0	0	0	

Source : Journal Officiel, 1990,1991, 1992....2001

Définition

Il s'agit des cadres directeurs de cabinets et chefs de cabinets, présidents d'institutions, conseillers techniques, attachés de cabinets, chargés d'affaires et membres de la commission électorale nationale autonome. Les directeurs des postes administratifs, scientifiques et techniques sont nommés par décret présidentiel ou arrêté ministériel.

Unité de mesure

des ordonnances et lettres nommées

Nombre

Discussion

La présence des femmes à ces postes est négligeable, ceci est dû en partie à leur très faible implication dans la vie politique. La nature des données ne permettent pas de faire la part des femmes vraiment nommées mais le nombre de postes occupées par elles. D'une manière générale, ce sont les mêmes femmes qui sont nommées et renommées à un autre poste après avoir été enlevées du premier. Il y a donc une surestimation du nombre de femmes réellement nommées.

Agences de supervision

Archives Nationales, Cour Constitutionnelle, Journal Officiel

Fréquence de publication

Il n'y a aucune publication de ces informations. Le Secrétariat Général de la Présidence de la République est actuellement, sur notre initiative, à pied d'œuvre pour constituer une base de données sur les cadres nommés par décret présidentiel.

Méthodologie internationalement admise

oui

Méthodologie

Il s'agit des publications officielles dans le Journal Officiel de la République du Bénin. Le Journal Officiel de la République du Bénin est publié deux fois par mois : les 1^{er} et 15 de chaque mois. Il publie les décisions liées aux arrêtés, aux décrets, aux ordonnances, aux décisions ainsi que les déclarations d'association et autres informations diverses à caractère officiel.

Il a été procédé à un dépouillement systématique de tous les numéros du Journal Officiel publiés de 1991 à 2001. Une grille de dépouillement a été conçue pour le décompte selon le poste (directeurs techniques dans les ministères, secrétaires généraux, postes de préfet, de sous-préfet postes d'ambassadeur...) et le type de décision (décret, arrêté, décision).

Le dénombrement a tenu compte des arrêtés, des décrets et décisions portant nomination. Ainsi, le nombre de femmes et hommes nommés à des postes de responsabilité de 1991 à 2001 ont été dénombrés.

Limites

Il n'a pas été possible de dépouiller les numéros du Journal Officiel par ministère. Ceci nous aurait permis de savoir les ministères dans lesquels les femmes ont plus de chance d'être nommées à des postes de responsabilité. Il convient également de mentionner que la définition des hauts fonctionnaires n'est pas très précise dans le document de base du CAGED.

Spécificités

Même à diplôme égal, les hommes sont généralement privilégiés par rapport aux femmes pour les postes de direction.

2.1.3 Pouvoir politique (pouvoir d'action)

La rubrique «pouvoir politique» comprend deux composantes :

- le secteur public
- la société civile.

□ Secteur public

Les indicateurs devant servir à mesurer le secteur public sont les suivantes :

- les membres du parlement,
- les ministres,
- les juges des hautes cours,
- les membres des conseils locaux,
- les hautes fonctions dans l'administration (Directeurs d'institutions publiques, gouverneurs de région ou ambassadeurs).

Tableau 46 : Pourcentage des femmes membres du Parlement

Périodes	Nombre de députés			Pourcentage	
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme
1990	3	61	64	4,5	95,5
1994	4	78	83	4,8	93,7
1999	5	78	83	6,0	94,0
2002	5	78	83	6,0	94,0

Source : Rapport sur le Développement Humain au Bénin, PNUD-BENIN, 1998
Rapport National sur le Développement Humain PNUD-BENIN, 2001, JO : 2000

*data non
UNDP*

Définition

C'est le nombre total de femmes Députées rapporté au total des membres du Parlement.

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Au Bénin, le Président de la République ne nomme aucun membre du parlement. Le parlement est composé d'une chambre unique siégeant à Porto-Novo. Les membres du Parlement sont directement élus par la population au cours des élections législatives qui se déroulent tous les 4 ans. Les listes électorales sont conçues par le noyau exécutif des partis qui, généralement positionnent peu de femmes en première position lors de ces élections. Les femmes figurent généralement sur les listes mais à des positions qui ne leur permettent pas d'avoir accès aux instances de décisions. Cet indicateur essaie de mesurer la proportion des femmes dans la représentation nationale.

Agences de supervision

Service de documentation de l'Assemblée Nationale.

Fréquence de publication

Données non publiées. Le Rapport National sur le Développement Humain 1998 qui a été consacré à la promotion de la femme rassemble une partie de ses informations jusqu'en 1998. Le reste des informations a été collecté à partir des documents de l'Assemblée Nationale.

Méthodologie de calcul

$P = (\text{Nombre total de femmes Députées} / \text{Total des membres du parlement}) \times 100$

Méthodologie internationalement admise

oui

Limites

Les chiffres ainsi obtenus cachent les contraintes socioculturelles qui soustendent la participation des femmes à la vie politique. La nature des données ne permettent pas de faire la part des femmes vraiment nommées mais le nombre de postes occupées par elles. D'une manière générale, ce sont les mêmes femmes qui sont nommées et renommées à un autre poste après avoir été enlevées du premier. Il y a donc une surestimation du nombre de femmes réellement nommées.

Spécificités

L'analphabétisme, les pesanteurs socioculturelles et le manque de moyens des femmes limitent leur participation aux instances de décision des partis politiques.

▪ Les Ministres

Tableau 47 : Répartition des Ministres selon le sexe

Ministres				
Année	F	M	Total	F/M
1990	2	12	14	0,17
1991	2	18	20	0,11
1992	2	18	20	0,11
1993	3	16	19	0,19
1994	3	17	20	0,18
1995	4	16	20	0,25
1996	1	16	17	0,06
1997	1	16	17	0,06
1998	3	15	18	0,20
1999	2	17	19	0,12
2000	2	17	19	0,12
2001	2	19	21	0,10
2002	2	19	21	0,10
2003	4	19	21	0,31
2005	5	16	21	0,31

Source : Journal Officiel de la République du Bénin

La répartition des ministres selon le sexe permet de constater que très peu de femmes sont nommées à la tête des ministères.

Définition

C'est le nombre total de femmes Ministres rapporté au nombre total d'hommes ministres du Gouvernement.

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Au Bénin, très peu de femmes sont nommées comme Ministres. Sur la période 1990-2001, ce n'est qu'en 1995 que 4 femmes se sont retrouvées dans les plus hautes sphères de décision. Dans ce Gouvernement, 1 Ministre sur 4 est une femme. Aucun autre Gouvernement n'a atteint ce niveau. La nature des données ne permettent pas de faire la part des femmes vraiment nommées mais le nombre de postes occupées par elles. D'une manière générale, ce sont les mêmes femmes qui nommées et renommées à un autre poste après avoir été enlevées du premier. Il y a donc une surestimation du nombre de femmes réellement nommées.

Agence de supervision

Journal Officiel de la République du Bénin

Fréquence de publication

Données non publiées collectées à partir du Journal Officiel.

Méthodologie de calcul

$P = (\text{Nombre total de femmes Ministres} / \text{Total des hommes}) \times 100$

Méthodologie internationalement admise

oui

Limites

Ces chiffres ne font état que des nouvelles nominations de ministres.

Spécificités

La préférence est toujours aux hommes lorsqu'il s'agit de diriger. La prise en compte de la dimension de la dimension genre dans la répartition du pouvoir n'est pas encore un acquis au Bénin.

▪ **Juges des Hautes cours**

Tableau 48 : Répartition des Juges des Hautes Cours par sexe

Période de mandat	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL Date de création : 14 mai 1994			Pourcentage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Femme/Homme
1994-1999	2	28	30	6,67	96,67	0,03
1999-2004	2	28	30	6,67	93,33	0,07
1999-2004	2	28	30	6,67	93,33	0,07
TOTAL	6	84	90	6,67	93,33	0,07
Date de création	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUELLE (Date de création : 14 juillet 1994) Durée du mandat : 5 ans non renouvelable			Pourcentage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Femme/Homme
Juillet 1994-juillet 1999	1	8	9	11,11	88,89	0,13
Juillet 1999-juillet 2004	1*	8	9	11,11	88,89	0,13
Juillet 200-Juillet 2009	1	8	9	11,11	88,89	0,13
Date de création	COUR SUPREME			Pourcentage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Femme/Homme
2004	10	21	31	32,26	67,74	0,48
Les membres de la Cour Suprême sont nommés par décret présidentiel						
Date de création	HAUTE COUR DE JUSTICE			Pourcentage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Femme/Homme
	1	12	13	7,69	92,31	0,08
HAUTE COUR DE JUSTICE (Date de création 15 février 2000)						
Date de création	COUR CONSTITUTIONNELLE			Pourcentage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Femme/Homme
Juin 1993-juin 1998	1	6	7	0,14	0,86	0,17
Juin 1998-Juin 2003	2	5	7	0,29	0,71	0,40
Juin 2003-juin 2008	2	5	7	0,29	0,71	0,40

Source : Données collectées auprès de différentes institutions

* : à la dernière mandature il n'y avait aucune femme ; ce n'est qu'à la mort d'un membre qu'une femme a suppléé au vide laissé par le décédé.

Définition

Il y a trois hautes cours au Bénin : la cour Constitutionnelle, la Cour Suprême et la Haute Cour de Justice. Ce sont des Hautes Cours parce que leurs décisions sont sans recours.

Source :

Centre de documentation de la Haute Cour de Justice, de la Cour Suprême et de la Cour Constitutionnelle

Périodicité :

-

Discussion :

La Cour Suprême est la plus haute instance judiciaire du pays. Elle vient après la première instance de juridiction et la Cour d'Appel. Les magistrats et juges qui siègent à la première instance de juridiction et à la Cour d'Appel ont entre cinq et quinze ans d'expérience professionnelle. A la Cour Suprême, les magistrats et juges ont au moins quinze ans d'expérience avant de siéger dans cette institution. Les autres cours font appel à ces trois principales cours dans toute prise de décision au niveau national. Il s'agit de la Cour d'Appel, du Conseil Economique et Social et de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle. La Haute Cour de Justice est permanente et le mandat des membres dépend du mandat de leur juridiction de provenance.

Méthodologie

Collecte des données

Méthodologie internationalement admise :

-

Limites :

-

Spécificités :

Il n'y a pas une mandature réelle à la Haute Cour de Justice qui est composée de six membres de la Cour Constitutionnelle hormis le Président. Six membres sont désignés à l'Assemblée Nationale auxquels s'ajoutent le Président de la Cour Suprême. Le Président de la Cour Constitutionnelle n'est pas membre de la Haute Cour de Justice parce qu'il peut remplacer le Président de la République en cas de défaillance du pouvoir si le Président venait à être jugé par la Haute Cour.

▪ Membres des conseils locaux

Tableau 49 : Répartition des conseils locaux par sexe et par département

Départements	Effectifs des conseils communaux			Pourcentage		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Femme/Homme
Benin	38	1161	1199	3,2	96,8	0,03
Alibori	2	92	94	2,1	97,9	0,02
Atacora	2	115	117	1,9	98,1	0,02
Atlantique	9	125	134	6,7	93,3	0,07
Borgou	3	123	126	2,3	97,7	0,02
Collines	2	88	90	2,2	97,8	0,02
Couffo	2	100	102	1,9	98,1	0,02
Donga	1	59	60	1,7	98,3	0,02
Littoral	7	38	45	15,6	84,4	0,18
Mono	1	81	82	1,2	98,8	0,01
Oueme	1	138	139	0,9	99,1	0,01
Plateau	3	78	81	3,7	96,3	0,04
Zou	4	125	129	3,3	96,7	0,03

Source : SAP CENA, Résultats des élections communales et municipales, 2002

Définition

C'est le nombre total de femmes élues rapporté au total de tous les élus locaux.

Unité de mesure

Pour cent

Discussion

Les conseillers communaux sont élus par la population au cours des élections municipales de décembre 2002. Les listes des candidats de chaque parti sont conçues par les dirigeants des partis qui, généralement ne positionnent pas les femmes à des niveaux où elles pourront facilement se faire élire compte tenu du nombre de sièges à pourvoir. Cet indicateur essaie de mesurer la proportion des femmes dans les assemblées communales. Très peu de femmes se retrouvent également dans les instances de décision dans les structures décentralisées. C'est seulement dans le Littoral qui se confond à Cotonou, capitale économique et la plus grande ville du Bénin, que nous avons une proportion de femmes qui dépasse les 10 % : 15,6 % soit 7 femmes sur 138. Ces résultats montrent que la population même ne semble pas accorder trop d'intérêt à la participation de la femme.

Agences de supervision

SAP CENA

Fréquence de publication

Données non publiées collectées à partir des archives de la SAPE CENA

Méthodologie de calcul

$(\text{Nombre total de femmes élues} / \text{Total des élus locaux}) \times 100$

Méthodologie internationalement admise

oui

Limites

Les chiffres ainsi obtenus cachent les contraintes socioculturelles qui expliquent la faible participation des femmes à la vie politique. Les chiffres fournis peuvent dans une certaine mesure être caducs en raisons des possibilités d'invalidation de sièges après la proclamation des résultats définitifs.

Spécificités

L'analphabétisme, les pesanteurs socio-culturelles et le manque de moyens des femmes limitent leur participation aux instances de décision des partis politiques.

▪ Hauts fonctionnaires de la fonction publique

Tableau 50 : Hauts fonctionnaires de la fonction publique réparties selon le sexe et le type de nomination

Année 1991

Hauts fonctions dans l'administration	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	
Institutions publiques	0	4	2	21	3	25	0,12
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	0	1	1	10	2	11	0,18
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	0	3	0	3	0,00
Direction d'institutions publiques et de projets	0	3	1	8	1	11	0,09
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	0	3	3	0	
Distinction honorifique	0	0	6	109	6	109	0,06

Année 1992

Hauts fonctions dans l'administration	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Institutions publiques	7	0	75	9	82	9	0,11
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	6	0	46	7	52	7	0,13
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	1	0	1	0	0,00
Direction d'institutions publiques et de projets	1	0	28	2	29	2	0,07
Poste de préfet	0	0	1	0	1	0	0,00
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	0	0	0	0	
Distinction honorifique	0	0	70	9	70	9	0,13

Année 1993

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Hautes fonctions dans l'administration							
Institutions publiques	6	0	18	0	24	0	0
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	1	0	6	0	7	0	0
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	1	0	4	0	5	0	0
Direction d'institutions publiques et de projets	4	0	8	0	12	0	0
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	13	0	4	0	17	0	0
Poste d'ambassadeur	0	0	0	0	0	0	
Distinction honorifique	0	0	113	11	113	11	0,10

Année 1994

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Hautes fonctions dans l'administration							
Institutions publiques	26	0	43	7	69	7	0,10
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	9	0	24	5	33	5	0,15
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	1	0	0	0	1	0	0,00
Direction d'institutions publiques et de projets	16	0	19	2	35	2	0,06
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	1	0	0	0	1	0	0,00
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	7	1	7	1	0,14
Distinction honorifique	0	0	146	25	146	25	0,17

Année 1995

	Arrêtés		Decrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Hautes fonctions dans l'administration							
Institutions publiques	9	4	29	3	38	7	0,18
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	2	4	16	2	18	6	0,33
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	1	0	1	0	2	0	0
Direction d'institutions publiques et de projets	6	0	12	1	18	1	0,06
Poste de préfet	0	0	6	0	6	0	0
SG département	0	0	5	1	5	1	0,2
Sous préfet	0	0	70	6	70	6	0,09
Poste d'ambassadeur	0	0	1	0	1	0	0
Distinction honorifique	0	0	19	1	19	1	0,05

Année 1996*

Hautes fonctions dans l'administration	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Institutions publiques							
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	1	0	3	1	4	1	0,25
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	0	0	0	0	
Direction d'institutions publiques et de projets	0	0	6	0	6	0	0
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	0	0	0	0	
Distinction honorifique	0	0	173	13	173	13	0,08

Année 1997

Hautes fonctions dans l'administration	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Institutions publiques	18	3	79	3	97	6	0,06
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	4	2	51	3	55	5	0,09
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	14	0	14	0	0,00
Direction d'institutions publiques et de projets	14	1	14	0	28	1	0,04
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	6	0	6	0	0,00
Poste d'ambassadeur	0	0	46	8	46	8	0,17
Distinction honorifique	0	0	93	15	93	15	0,16

Année 1998

Hautes fonctions dans l'administration	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Institutions publiques	37	15	62	20	99	35	0,3
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	14	8	39	10	53	18	0,3
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	1	3	2	3	3	1,0
Direction d'institutions publiques et de projets	23	6	20	8	43	14	0,3
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	16	0	16	0	0,0
Distinction honorifique	0	0	499	15	499	15	0,0

Année 1999

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Hautes fonctions dans l'administration							
Institutions publiques	10	0	80	13	90	13	0,14
Poste de direction techniques et administratives dans les ministères	2	0	39	4	41	4	0,10
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	4	0	4	0	0
Direction d'institutions publiques et de projets	8	0	37	9	45	9	0,2
Poste de préfet	3	1	6	1	9	2	0,22
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	65	0	65	0	0
Poste d'ambassadeur	0	0	1	0	1	0	0
Distinction honorifique	0	0	64	4	64	4	0,06

Année 2000

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Hautes fonctions dans l'administration							
Institutions publiques	24	3	38	5	62	8	0,13
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	7	0	25	3	32	3	0,09
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	4	0	4	0	0
Direction d'institutions publiques et de projets	17	3	9	2	26	5	0,19
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	1	0	1	0	0
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	0	0	0	0	
Distinction honorifique	0	0	151	28	151	28	0,19

Année 2001

	Arrêtés		Décrets		Total		Ratio F/H
	Masc	Fém	Masc	Fém	Masc	Fém	
Hautes fonctions dans l'administration							
Institutions publiques	13	3	4	3	17	6	0,35
Poste de directions techniques et administratives dans les ministères	8	2	3	3	11	5	0,45
Secrétaire général dans les ministères et à la présidence	0	0	0	0	0	0	
Direction d'institutions publiques et de projets	5	1	1	0	6	1	0,17
Poste de préfet	0	0	0	0	0	0	
SG département	0	0	0	0	0	0	
Sous préfet	0	0	0	0	0	0	
Poste d'ambassadeur	0	0	0	0	0	0	
Distinction honorifique	0	0	51	5	51	5	0,10

Définition

Il s'agit des cadres secrétaires généraux, directeurs et directeurs adjoints de cabinet, conseillers techniques, directeurs techniques, de préfets, sous-préfets ambassadeurs. Les hauts fonctionnaires sont tous ceux qui ont été nommés par décret présidentiel. Certains directeurs sont nommés directement par leur ministère de tutelle. Ces derniers ont même rang que ceux nommés par décret présidentiel.

Unité de mesure

Nombre

Discussion

A part les directeurs techniques, la plupart des postes de direction sont des postes politiques. La présence des femmes à ces postes est négligeable, ceci est dû en partie à leur très faible implication dans la vie politique. La nature des données ne permettent pas de faire la part des femmes vraiment nommées mais le nombre de postes occupées par elles. D'une manière générale, ce sont les mêmes femmes qui nommées et renommées à un autre poste après avoir été enlevées du premier. Il y a donc une surestimation du nombre de femmes réellement nommées.

Agences de supervision

Archives Nationales, Cour Constitutionnelle, Journal Officiel

Fréquence de publication

Il n'y a aucune publication de ces informations.

Méthodologie internationalement admise

oui

Méthodologie

Il s'agit des publications officielles dans le Journal Officiel de la République du Bénin. Le Journal Officiel de la République du Bénin est publié deux fois par mois : les 1^{er} et 15 de chaque mois. Il publie les décisions liées aux arrêtés, aux décrets, aux ordonnances, aux décisions ainsi que les déclarations d'association et autres informations diverses à caractère officiel.

Il a été procédé à un dépouillement systématique de tous les numéros du Journal Officiel publiés de 1991 à 2001. Une grille de dépouillement a été conçue pour le décompte selon le poste (directeurs techniques dans les ministères, secrétaires généraux, postes de préfet, de sous-préfet postes d'ambassadeur...) et le type de décision (décret, arrêté, décision).

Le dénombrement a tenu compte des arrêtés, des décrets et décisions portant nomination. Ainsi, le nombre de femmes et d'hommes nommés à des postes de responsabilité de 1991 à 2001 ont été dénombrés.

Limites

Il n'a pas été possible de dépouiller les Journaux Officiels par ministère. Ceci nous aurait permis de savoir les ministères dans lesquels les femmes ont plus de chance d'être nommées à des postes de responsabilité. Il convient également de mentionner que la définition des hauts fonctionnaires n'est pas très précise dans le Guide du CAGED

Spécificités

Même à diplôme égal, les hommes sont généralement privilégiés par rapport aux femmes dans les nominations aux postes de direction.

□ La société civile

La société civile est mesurée par les indicateurs suivants :

- les partis politiques,
- les syndicats,
- les associations patronales
- les syndicats professionnels ,
- les directeurs ou gérants d'ONGs,
- les chefs d'associations ou d'unions communautaires.

▪ Les Partis politiques

Tableau 51 : Chefs de nouveaux Partis Politiques

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1990	0	27	0,00
1991	0	5	0,00
1992	1	2	0,50
1993	0	3	0,00
1994	0	18	0,00
1995	2	8	0,25
1996	0	3	0,00
1997	0	9	0,00
1998	0	17	0,00
1999	0	3	0,00
2000	0	4	0,00
2001	0	6	0,00

Source: MISD

Définition

Ce sont les responsables des nouveaux Partis Politiques.

Unité de mesure

Nombre et pourcentage

Agence de supervision

INSAE

Ministère de l'Intérieur de la Sécurité et de la Décentralisation

Périodicité :

Il n'y aucune publication de ces données. Il a fallu dépouiller les fiches d'enregistrement des partis politiques.

Discussion

L'implication des femmes dans la vie politique est négligeable. Depuis 1990, il n'y a seulement que six femmes qui soient chefs de partis politiques sur les 105 partis politiques régulièrement enregistrés.

Méthodologie

Nous avons procédé à un dépouillement systématique de la base de données sur les partis politiques régulièrement créés au Bénin. Cette base de données ne renseigne que sur les rubriques suivantes : le nom des nouveaux partis créés, les responsables, l'adresse, le numéro d'enregistrement et les observations quant au regroupement avec d'autres formations politiques.

Méthodologie internationalement admise :

-

Limites :

La base de données ne fournit pas des informations mises à jour sur les leaders de partis politiques au fil des années. Seuls les nouveaux partis sont enregistrés. Il aurait été plus intéressant d'avoir le cumul des partis par an.

Spécificités

Les activités dans les partis politiques sont considérées comme des contraintes difficiles à concilier avec les charges domestiques.

▪ Les Syndicats professionnels

Tableau 52 : Responsables d'Associations et syndicats professionnels

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1991	4	13	0,3
1992	1	12	0,1
1993	0	15	0,0
1994	1	20	0,1
1995	0	20	0,0
1996	0	14	0,0
1997	0	23	0,0
1998	0	19	0,0
1999	0	18	0,0
2000	0	19	0,0
2001	0	35	0,0

Source : Direction des Affaires Intérieures du MISD

Tableau 53 : Répartition par sexe des membres du bureau du Syndicat des Médecins du secteur privé du Bénin (SAMSEP)

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1995	1	8	0,1
1996	1	8	0,1
1997	1	8	0,1
1998	1	8	0,1
1999	1	8	0,1
2000	1	8	0,1
2001	1	8	0,1
2002	1	8	0,1

Source: Tableau de Bord de la Femme au Bénin, Septembre 1998 et données collectées.

Tableau 54 : Ordre des Avocats Membres titulaires

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1998	1	9	0,1
1999	1	9	0,1
2000	2	8	0,3
2001	2	8	0,3

Source: données collectées.

Tableau 55 : Ordres des Médecins Vétérinaires

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
2002	2	7	0,3

Source: données collectées.

Définition

La catégorie Associations et syndicats professionnels regroupe aussi les associations et groupements professionnels régionaux de tous les divers corps de métier. Dans cette catégorie nous avons recensé les associations professionnelles c'est-à-dire les associations d'artisans ou de cadres moyens dans l'administration (sage-femmes, instituteurs), les associations d'experts comptables et de notaires. Nous ne disposons pas de données de série sur ces associations; elles ont une envergure soit régionale soit nationale. Il est à noter que les professions libérales telles que les avocats, les médecins, les médecins vétérinaires sont regroupés dans des tableaux séparés.

Source

Tableau de bord de la femme 1998,
Direction des Affaires Intérieures au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation

Périodicité :

Il n'y a pas de publication. Les données ont été collectées auprès des associations.

Discussion :

Les ordres de métiers ne sont pas des syndicats mais ils défendent également les intérêts de leur corporation.

Méthodologie

- Membres du bureau du Syndicat des Médecins du secteur privé du Bénin (SAMSEP)

Ces informations ont été tirées du Tableau de bord de la femme 1998 complétées par celles recueillies auprès de médecins. *X Remarqué*

- Membres du Conseil de l'Ordre des Avocats

Pour avoir ces informations, nous avons procédé à un dépouillement des tableaux périodiques produits par le Conseil de l'ordre sur ses membres. Il y a deux types de membres du Conseil de l'Ordre : les membres titulaires et les membres suppléants.

- Bureau de l'Ordre des Médecins Vétérinaires

Les informations ont été recueillies au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. La composition par sexe du bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires affichent apparemment peu de place aux femmes. *X Remarqué*

Méthodologie internationalement admise

-

Limites

Ces chiffres ne regroupent que les nouvelles associations depuis 1990 parce qu'il n'existe pas une base de données sur les associations et syndicats professionnels avant 1990. Cela signifie que ces données ne couvrent que les responsables d'associations et de syndicats professionnels du Bénin légalement enregistrés. Il est à noter que le syndicat des médecins ne regroupe que certains médecins du secteur privé qui sont surtout implantés à Cotonou ou à Porto-Novo. Les médecins du secteur public qui sont les plus majoritaires ne sont pas affiliés à ce syndicat qui ne saurait donc être assimilé à l'ordre des médecins béninois.

Spécificités

Les Associations et syndicats professionnels sont les ordres de métiers.

▪ Associations patronales

Tableau 56 : Elus consulaires de la CNPB

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1994	14	56	0,25
1995	14	56	0,25
1996	14	56	0,25
1997	14	56	0,25
1997	14	53	0,26
1998	14	53	0,26
1999	14	53	0,26
2000	14	53	0,26
2001	14	53	0,26
2002	14	53	0,26

Source : Chambre de Commerce d'Industrie du Bénin, 2003

à voir

Tableau 57 : Membres du bureau de la CCIB

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1994	2	7	0,29
1995	2	7	0,29
1996	2	7	0,29
1997	2	7	0,29
1997	1	8	0,13
1998	1	8	0,13
1999	1	8	0,13
2000	1	8	0,13
2001	1	8	0,13
2002	1	8	0,13

Source : Chambre de Commerce d'Industrie du Bénin, 2003

Tableau 58 : Membres du bureau de l'ADEX (créée 1999)

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1999	1	11	0,09
2000	1	11	0,09
2001	1	11	0,09
2002	1	11	0,09

Source : CNEX, 2003

Tableau 59 : CNEX (Créé en 1990)

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1990	2	5	0,4
1991	2	5	0,4
1992	2	5	0,4
1993	2	5	0,4
1994	2	5	0,4
1995	2	5	0,4
1996	2	5	0,4
1997	2	5	0,4
1998	2	5	0,4
1999	2	5	0,4
2000	2	5	0,4
2001	2	5	0,4
2002	2	5	0,4

Source : CNEX, 2003

Définition

Ce sont les Associations regroupant les employeurs du secteur privé et les employeurs membres de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Bénin.

Agences de supervision

CNEX, CCIB

Périodicité

Il n'y a pas de publication de ces données. Les données ont été difficilement collectées auprès des différentes structures.

Discussion

Il existe au Bénin nombre d'associations se revendiquant du patronat; toutefois, au regard du nombre de membres et de leur légitimité intrinsèque, les plus représentatives sont : la CCIB (Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin), l'ADEX (Association de Développement des Exportations), le CNEX (Conseil National pour l'Exportation) et le Conseil National du Patronat du Bénin.

Méthodologie internationalement admise :

Méthodologie

Bureau de la CCIB : Dépouillement des documents relatifs à la liste des élus consulaires et autres sous-structures de la CCIB. Les documents ont été obtenus au Centre de documentation de la CCIB. Les représentants consulaires sont élus pour un mandat de quatre ans ; en raison des méthodes d'archivage, il n'a pas été possible d'avoir les informations avant 1994.

Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin

La loi fait obligation à tous les employeurs de s'inscrire à la CCIB. A ce niveau nous avons les élus consulaires et les membres de bureau exécutif de la Chambre de Commerce et d'Industrie. En effet, à l'issu de l'élection des membres de la Chambre par les opérateurs économiques, les élus se réunissent pour élire à leur tour le bureau exécutif de l'institution pour un mandant de quatre ans renouvelable une seule fois. Les élections ont eu lieu en 1994, en 1997 puis en 2003.

Bureau du CNEX : interview avec le président du CNEX et consultation des statuts et règlements intérieurs du CNEX. Le bureau du CNEX n'a pas été modifié depuis sa création ; mais il est advenu que le président ait donné sa démission et qui soit finalement revenu sur sa décision, l'assemblée générale ne l'ayant pas acceptée.

Bureau de l'ADEX : les informations concernant le bureau de l'ADEX ont été collectées au CNEX (Conseil National pour l'Exportation).

Limites

Il existe des clubs privés d'employeurs qui n'ont pas d'existence légale mais qui jouissent d'un grand prestige au sein des employeurs comme le club du SAHEL. Par conséquent, les données collectées ne reflètent qu'une partie de la réalité.

Spécifités

Les Associations patronnales ne sont pas toutes enregistrées pour deux grandes raisons :

- les lourdeurs administratives,
- il existe des associations de fait sans membres. Le label d'association patronale est galvaudé par certaines associations qui n'ont réellement aucune légitimité ce qui incite beaucoup d'opérateurs économiques à préférer les associations de fait efficaces aux associations légales mais non fonctionnelles

▪ Les directeurs ou gérants d'ONGs

Tableau 60 : Répartition des responsables d'ONGs par sexe

Responsable d'ONG				
Année	Sexe			F/M
	Femme	Homme	Total	
1991	13	212	225	0,06
1992	15	233	248	0,06
1993	14	183	197	0,08
1994	5	251	256	0,02
1995	16	274	290	0,06
1996	18	281	299	0,06
1997	44	464	508	0,09
1998	37	402	439	0,09
1999	29	321	350	0,09
2000	39	503	542	0,08
2001	56	703	759	0,08

Source : MISD, 2003

Très peu de femmes sont Directeurs ou gérants d'ONGs : moins de 1 % quelle que soit l'année considérée.

Définition

Les Directeurs ou Gérants d'ONGs sont soit le président ou le secrétaire général des ONGs (Associations, groupements...)

Unité de mesure

Nombre

Discussion

Très peu d'ONGs sont dirigées par les femmes. Même dans la société civile on constate que très peu de femmes sont dans les instances de pouvoir. Au Bénin, la loi fait obligation à toute ONG exerçant sur le territoire de se faire enregistrer au Ministère de l'intérieur mais cette contrainte n'est pas toujours respectée à cause de la lourdeur administrative ou volontairement. *X mens*

Agences de supervision

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation, MISD.

Fréquence de publication

Les données ne sont pas publiées. Aucune publication de cet indicateur n'est envisagée. Les données ont été difficilement collectées par l'équipe de recherche.

Méthodologie internationalement admise

Oui décompte des responsables d'ONGs par sexe.

Méthodologie

Dépouillement systématique de registres d'associations au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation. Les registres présentent pour chaque année **les nouvelles ONGs** enregistrées par le ministère de l'intérieur. Ainsi seules les ONGs exerçant dans la légalité ont été pris en compte dans les chiffres qui sont présentés.

Les registres informent sur le numéro d'ordre de l'ONG dans l'année, le nom du responsable, l'intitulé de l'association ou l'ONG, l'adresse et des observations générales concernant l'ONG. Nous avons alors procédé un dénombrement des responsables qui sont soit des présidents ou secrétaires généraux avec une répartition selon le sexe. La variable sexe ne figure pas dans le registre et est donc déduite à partir du nom du responsable.

Limites

La variable sexe n'est pas clairement définie dans le registre des ONGs. L'attribution des sexes est basée sur les noms. Cette démarche comporte des limites évidentes dans la mesure où les noms ne reflètent pas toujours le sexe exact de l'individu. Il existe par exemple des hommes nommés Yolande ou Victoire ou des femmes Rodrigue. Parfois des noms indigènes ne renseignent pas systématiquement sur le sexe.

Au total de nombreuses ONGs exercent illégalement sur le territoire du Bénin et pour lesquelles il n'existe pas d'information. En dehors des ONGs régulièrement inscrits il existe sur le terrain plusieurs associations ou regroupements actifs dans lesquels sont impliquées des femmes qui ne sont pas prises en compte dans les chiffres présentés.

Spécificités

Les formalités d'enregistrement des ONGs sont très lentes et incertaines. Plusieurs associations et groupements attendent d'être enregistrés. Les démarches d'enregistrement sont simples mais les autorisations d'exercice traînent à sortir. Outre cette difficulté liée au dépouillement, d'autres subsistent au niveau de la définition même de l'Organisation Non Gouvernementale. L'ONG est régie par la loi de 1901 sur les mouvements associatifs et devrait être à but non lucratif à l'opposé de l'Association. Au Bénin il n'y a pas de frontière nette entre ONG, Association et entreprise commerciale.

▪ **Les chefs d'associations ou d'unions communautaires.**

Tableau 61 : Répartition des responsables des organisations communautaires au niveau des arrondissements

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1991	0	15	0,00
1992	0	18	0,00
1993	1	6	0,17
1994	0	24	0,00
1995	0	18	0,00
1996	0	15	0,00
1997	0	14	0,00
1998	1	14	0,07
1999	0	11	0,00
2000	1	15	0,07
2001	1	13	0,08

Source : MISD, 2003

Tableau 62 : Les associations au niveau des communes (anciennes sous-préfectures)

Année	Fem	Hom	Fem/Hom
1991	0	7	0,00
1992	0	9	0,00
1993	0	1	0,00
1994	0	0	
1995	0	3	0,00
1996	0	2	0,00
1997	0	5	0,00
1998	0	2	0,00
1999	0	0	
2000	0	2	0,00
2001	1	3	0,33

Source : MISD

Définition

Les associations ou unions communautaires ont été définies comme groupement ayant une envergure locale et à vocation de développement local. Cet indicateur regroupe aussi les conseils de sages pour le développement qui ont été créés dans certaines localités.

Agence de supervision

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation, MISD.

Périodicité

Il n'y a aucune publication de ces informations, les données ont été collectées par l'équipe de recherche.

Discussion

Le Bénin est découpé en douze départements. Chaque département est décomposé en communes qui à leur tour, sont divisées en arrondissement puis en village ou quartier de ville. Il existe des associations communales et d'autres au niveau des arrondissements.

Méthodologie

Dépouillement systématique des registres d'associations au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation.

Méthodologie internationalement admise :

-

Limites

Toutes les associations qui exercent dans les communes ne sont pas enregistrées légalement ; ce qui pourrait entraîner une sous-estimation de la présence effective des femmes à la tête de telles organisations..

3 LES DEFIS A RELEVER

Tous les indicateurs de la situation de la femme comparés à ceux des hommes montrent de grands écarts en défaveur des femmes. C'est surtout au niveau de l'accès aux ressources et au pouvoir politique que les écarts sont les plus significatifs. La situation ainsi observée n'est que la conséquence du faible niveau d'instruction de la femme. Le choix de l'activité et l'accès au pouvoir sont très corrélés au niveau d'instruction.

Le grand défi à relever pour que les femmes accèdent au pouvoir est l' instruction obligatoire pour toutes les jeunes filles jusqu'au niveau du cours primaire au moins.

Dans le domaine de la santé, il n'existe pas une discrimination dans le traitement de la petite fille et du jeune garçon sauf dans le milieu urbain où on note une proportion de filles ayant un retard de croissance sévère plus élevée 7,6 % contre 6,3 % chez les garçons. Les femmes contractent moins le VIH/SIDA que les hommes au Bénin 39,2 % contre 60,8 % selon les informations recueillies sur les sites sentinelles.

Même si ces indicateurs sont favorables pour la femme béninoise, il reste qu'elle se repose très peu comparativement aux hommes béninois. Un des défis à relever serait donc l'allègement du temps de travail de la femme à travers la mécanisation de certaines activités de la femme. Le repos et le loisir contribuent à l'amélioration de sa santé et notamment de sa santé reproductive de la femme. On devrait par conséquent concevoir de petits équipements semi-mécanisés pour les travaux domestiques et pour alléger ses travaux champêtres.

Si l'accès au crédit par les femmes est facilité par les structures de microfinance, leur faible niveau d'instruction constitue encore un handicap important pour le développement de leurs activités.

Les femmes béninoises sont absentes du pouvoir politique quel que soit le secteur (public ou privé). Leur faible niveau d'instruction est un handicap important. La faible participation des femmes au pouvoir politique semble être aussi une conséquence des pesanteurs socioculturelles dans la mesure où même au niveau de la direction des associations, communales on constate qu'elles sont très peu présentes.

Un des défis importants qui pourraient être relevés à court terme est la production de données désagrégées par sexe et par milieu pour toutes les données à collecter désormais au Bénin. Il serait important que chaque ministère essaie de reconstituer les données existantes de manière à avoir des données désagrégées par sexe. L'on ne saurait définir de meilleures stratégies pour la promotion de la femme qu'en maîtrisant tous les indicateurs d'analyse de la situation selon la genre.

A moyen terme, on pourrait faire une discrimination positive en essayant de mettre à des postes de décisions d'autres femmes capables en dehors du point noyau qui est pris en compte actuellement..

A long terme, il faudrait réduire des écarts entre les hommes et les femmes en veillant à la scolarisation de tous surtout des petites filles. L'enseignement devra être obligatoire et gratuit.

Tableau des matières :

CHAPITRE 1 : SITUATION ACTUELLE DU BENIN PAR RAPPORT A LA PRISE EN COMPTE DU GENRE	2
1.1 Engagement du Bénin en faveur de la promotion de la femme	2
1.2 Quelques avancées dans la prise en compte des questions de genre	4
CHAPITRE 2 : INDICE DE LA CONDITION DE LA FEMME (ICF).....	7
2.1 Méthodologie et Difficultés	7
2.1.1 Méthode de collecte des données.....	7
2.1.2 Difficultés majeures.....	7
2.2 Synthèse des données collectées	8
2.2.1 Pouvoir social (capacités)	8
2.2.1.1 Education	8
2.2.1.2 La santé.....	26
2.2.2 Pouvoir économique (opportunités)	39
2.2.2.2 Le budget-temps	50
2.1.3 Pouvoir politique (pouvoir d'action)	66

**Commission Economique pour l'Afrique
(CEA)**

~~~~~

**Centre Africain pour le Genre et le Développement  
(CAGED)**

~~~~~

**INDICE DE DEVELOPPEMENT
ET DES INEGALITES ENTRE
LES SEXES EN AFRIQUE**

RAPPORT FINAL POUR LE BENIN

**VOLUME II : TABLEAU DE BORD DE PROMOTION DE LA FEMME
EN AFRIQUE (TBPFA)**

Août 2004

CHAPITRE 3 : TABLEAU DE BORD DE PROMOTION DE LA FEMME AFRICAINE (TBPFA)

Ce chapitre fait l'état des lieux des efforts fournis en matière de promotion de la femme au Bénin. Il est organisé par sections correspondant aux différentes rubriques du TBPFA. A l'intérieur de chaque rubrique il y a différents types de notation et de justification des notes attribuées. La section synthèse résume les différentes notes attribuées et évalue la note globale obtenue par le Bénin. Il y est réalisé un bref commentaire portant sur les efforts qui restent à faire et les défis à relever pour une promotion parfaite de la femme au Bénin.

3.1 : CONTEXTE ET METHODOLOGIE

3.1.1. Contexte

Le Tableau de Bord sur la Promotion de la Femme Africaine (TBPFA) permet de connaître les efforts faits en matière de promotion de la femme. Il permet de faire ressortir les aspects de la condition de la femme et des relations entre les hommes et les femmes qui relèvent des politiques nationales mises en œuvre par les gouvernements. Ce tableau reprend les points cruciaux de diverses conventions, chartes et autres documents du Bénin. Le TBPFA est la deuxième composante de l'IDISA. Il complète l'Indice sur la Condition de la Femme (ICF).

Le TBPFA a pour objectif de présenter l'information sous une forme synthétique et facilement accessible à divers utilisateurs : le gouvernement, les ONG et les donateurs. En effet, tous les utilisateurs peuvent y recourir pour identifier les principaux problèmes auxquels les femmes sont confrontées, par pays, et repérer les points sur lesquels il conviendrait d'intervenir. A ce titre, le TBPFA fournit des informations de base, de manière systématique, qui serviront à mieux coordonner les activités des agences de financement, des ONG et des gouvernements.

Le Tableau de bord se compose de quatre rubriques :

La première rubrique concerne les droits de la femme. Elle est axée sur la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF) et Projet de protocole sur les droits de la femme- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples- les pratiques nuisibles.

Les trois rubriques restantes sont semblables aux trois rubriques de l'ICF sur le pouvoir social ou les capacités, le pouvoir économique ou les opportunités et le pouvoir politique ou la capacité d'influer sur le processus de prise de décision.

3.1.2. Méthodologie

Les différentes notations ont été effectuées en deux étapes :

- La première étape a consisté en une collecte de documents auprès des différentes personnes-ressources et structures indiquées, sur la base des besoins en informations nécessaires pour procéder à la notation du TBPFA ;
- La seconde étape a consisté à attribuer des notes aux différentes rubriques de chaque sujet traité, sur la base des informations collectées. Cette étape a été complétée ou validée, selon le cas, par des informations obtenues grâce à l'administration de plusieurs questionnaires aux personnes-ressources impliquées dans la promotion de la femme au Bénin. Une liste de contrôle est d'abord adressée aux répondants qui indiquent les sujets auxquels ils sont familiers (Cf. liste des répondants en annexe 1).

On leur administre ensuite les questionnaires correspondant aux domaines de compétence signalés. Cette étape a permis d'obtenir un consensus sur certaines notations.

3.1.3 Mise en contexte des différentes rubriques utilisées dans le caneva du tableau de bord

a) La ratification

L'équipe a mentionné sous cette rubrique les conventions ou chartes internationales ratifiées avec ou sans réserve ou les conventions ou chartes non ratifiées.

b) Etablissement de rapport

Ce sont des rapports que les Etats parties doivent adresser, suite à l'application au niveau de la loi ratifiée. Ce rapport est adressé à l'institution qui s'est occupée de l'élaboration de cette loi ou de cette convention au niveau international.

c) Loi ou autre mesure juridique

L'équipe a analysé sous cette rubrique, toute autre loi ou mesure juridique votée ou encore sous la forme d'un avant projet de loi au niveau de l'Assemblée Nationale. Par exemple, l'avant projet de loi sur les quotas au niveau de l'Assemblée Nationale. Nous avons aussi mis dans cette rubrique, les décrets et arrêtés qui ont pris en compte la loi ou les conventions telles que orientées par le gouvernement au niveau national.

d) L'engagement politique

L'équipe qui a élaboré le tableau de bord a mis dans cette rubrique, tout acte du gouvernement exprimant le bien fondé de la loi ratifiée. Il s'agit d'un document national, souvent élaboré par les experts nationaux dans le domaine qui décrit clairement les orientations du gouvernement par rapport à cette loi ou cette convention. L'engagement politique peut s'exprimer aussi par un discours politique du président, ou d'un de ses ministres orienté dans ce sens ; ou tout simplement du fait qu'on attribue une journée d'intérêt national par rapport à la loi ratifiée. Pendant cette journée, des manifestations, des rencontres genre conférences pour échange d'idées , pour la sensibilisation, ont eu lieu autour des différents thèmes qui sont en relation avec le sujet. Enfin, l'engagement politique peut être une résolution de l'Etat pour une discrimination positive en faveur des femmes comme une résolution sur le plan national pour une meilleure représentativité des femmes dans les instances de décision, le financement sur l'élaboration d'un avant projet de loi sur les quotas.

Il y a des notes

e) Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives aux femmes

L'équipe a essayé d'apprécier le plan établi par l'institution qui est responsable de la mise en œuvre des objectifs nationaux relatifs à la loi et/ou aux conventions adoptées par l'Etat.

f) Objectifs fixés

L'équipe a analysé ici comment les objectifs définis par les institutions dans le cadre d'une loi ou d'une convention ont pris en compte le genre.

g) Le mécanisme institutionnel

Le mécanisme institutionnel regroupe la création de toute institution sous l'initiative de l'Etat, et pouvant servir de cadre pour la mise en œuvre des objectifs définis par rapport à la loi ou à la convention au plan national. Cette institution se donne une politique d'action qui cadre avec celle de l'Etat, définit un budget qui rentre dans le compte du budget national et a une série d'activités à différents niveaux pour atteindre ces objectifs. C'est une structure mise en place pour exécuter les plans d'action, les recommandations de la loi et les mesures juridiques.

h) Budget

Le budget renseigne sur les moyens financiers du gouvernement, mis à la disposition des institutions ou organismes gouvernementaux pour atteindre les objectifs fixés dans la section retenue.

i) Ressources Humaines

Elle donne des détails sur l'effectif et les compétences du personnel mis à la disposition des institutions s'occupant de la rubrique à analyser.

j) Recherche-consultation

Elle renseigne sur l'effort fourni par le gouvernement seul, ou bien par le gouvernement, en collaboration avec d'autres institutions, pour des recherches et des consultations dans le domaine indiqué.

k) Participation de la société civile

Elle concerne l'implication et le rôle joué par la société civile dans la prise en compte de la dimension identifiée. L'implication concerne le soutien, la formation, la sensibilisation et les différents appuis.

l) Information et dissémination

Elle concerne les formes de sensibilisation et de propagation efficaces de l'information utilisées par le gouvernement *with
the
identified* et les ONG auprès de la population.

m) Suivi et évaluation

L'équipe a analysé ici, comment le suivi et l'évaluation se font au niveau des programmes et projets concernant la rubrique identifiée à partir des indicateurs et des institutions de suivi et d'évaluation mises en place.

3.1.4. Difficultés

Les difficultés sont de plusieurs ordres :

- Il s'est avéré que les personnes-ressources identifiées et enquêtées n'étaient pas toujours familières à tous les sujets qu'elles déclarent maîtriser et surtout, elles ne les connaissent pas toujours de façon précise de manière à procéder à des notations telles qu'exigées par le Tableau de Bord ;
- Etant donné le travail documentaire que nécessite le remplissage des questionnaires, leur délai de retour est parfois long et leur taux de retour faible ;
- L'attribution de notes à certaines rubriques est parfois un exercice assez difficile. A titre d'exemple, combien de travaux de recherche et de consultations et quel degré de pertinence sont suffisants pour attribuer la note 2 ?

3.2. ATTRIBUTION DES NOTES SUR LES AXES DU TABLEAU DU BORD DE PROMOTION DE LA FEMME AU BENIN

3.2.1. Droits de la femme

3.2.1.1. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)

A- RATIFICATION SANS RESERVE

a. Ratification

Cette convention a été ratifiée sans réserve le 12 mars 1992 par le Bénin. (rapport de Houngbédji du ministère de la justice). Il l'avait signée le 11 novembre 1981, peu après son entrée en vigueur.

La note attribuée est de 2.

b. Etablissement de rapports

Un rapport doit être élaboré tous les quatre ans. Au terme de l'article 18 du texte, les Etats parties s'engagent à présenter un an après la ratification de la convention, puis tous les quatre ans, un rapport national qu'ils soumettent à l'examen du comité. Ces rapports doivent mettre en évidence les engagements pris et rendus en actions concrètes sur l'élimination des discriminations qui se posent aux domaines couverts par la convention.

Le Bénin est en retard dans la production de ses rapports, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres pays. Selon la représentante du Bénin au CEDEF, le Bénin devait déposer :

Un rapport initial le 11 avril 1993 ;

Un deuxième rapport périodique le 11 avril 1997 ;

Un troisième rapport périodique le 11 avril 2001 puis un quatrième rapport le 11 avril 2005. Le Bénin a combiné son rapport initial avec le deuxième rapport périodique pour en faire un document unique envoyé le 27 Juin 2002 au Secrétariat Général des Nations Unies. La rédaction du troisième rapport périodique est en cours.

La note attribuée est 1.

c. Loi ou autre mesure juridique

Parmi les dispositions juridiques destinées à éliminer les discriminations entre les sexes, on peut citer :

- La Constitution du 11 décembre 1990 qui en son article 26 bannit les discriminations fondées sur le sexe. Cette constitution a été adoptée au référendum du 2 décembre 1990 à laquelle est intégrée la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ;
- Le code pénal BOUVENET du 6 mai 1877
- La convention collective du travail
- Le code de convention collective du travail adopté par la loi n° 98-004 du 27 février 1998
- Ces trois lois ont pris en compte des mesures de protection de la femme béninoise notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi, les congés de maternité en cas de grossesse, le droit à la retraite, la pension de veuvage.

- Un code foncier qui prend en compte l'approche genre en cours d'élaboration
- Le code des personnes et de la famille voté par le parlement. Ce code a été adopté par l'assemblée nationale le 07 Juin 2002. Ce texte constitue l'arsenal juridique de référence des droits pour l'homme et la femme béninoise en matière de droits au niveau de la famille. Néanmoins, il soulève encore des problèmes et n'est pas encore promulgué. Certains articles de ce code ont été déclarés non conformes à la constitution dans sa décision du 02-144 du 23 décembre 2002. Ce sont ceux relatifs au nom de la femme mariée et à l'option du mariage ; (code de la famille et entrevue avec WILDAF) ;
- La loi N° 2003-03 portant répression de la pratique des mutilations génitales féminines (MGF) : date d'adoption 21/01/03 ; date de promulgation 03/04/03 ; (Ministère de la famille)
- La Loi relative à la santé de la reproduction : date d'adoption 24/01/03 ; date de promulgation 03/03/03 ;
- La loi N° 98 -04 du 27 Janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin, s'applique aux employés et travailleurs des deux sexes sans aucune discrimination. Cette loi protège la femme enceinte, reconnaît aux travailleurs sans distinction de sexe, le droit de se mettre en association pour défendre leurs intérêts. Elle assure la protection des jeunes travailleurs âgés de moins de 18 ans.
- La loi n° 65-17 du 23 Juin 1965 portant code de la nationalité dahoméenne qui donne aux femmes étrangères mariées à des Béninois les mêmes droits que les Béninois de naissance. (rapport de Houngbédji , ministère de la justice)
- En matière d'éducation, des mesures de gratuité de la scolarisation des filles au niveau du primaire et dans les écoles publiques sont prises par l'Etat béninois pour encourager l'instruction des filles
- La ratification le 12 mars 1992 du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- La ratification le 12 mars 1992 du pacte international relatif aux droits civils et politiques
- La Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main d'œuvre masculine et la main d'œuvre féminine pour un travail égal
- La Convention sur le consentement du mariage, l'âge minimum de mariage et l'enregistrement du mariage

La note attribuée est 1.

X Noté

d. Engagement politique

Les dispositions de l'article 147 de la Constitution du Bénin consacrent la supériorité des accords et traités régulièrement ratifiés par le Bénin sur la législation nationale. Les textes relatifs au travail ont pris des mesures de protection de la femme notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi, les congés de maternité en cas de grossesse, le droit à la retraite, la pension de veuvage

L'engagement politique s'est affirmé à travers l'élaboration d'un certain nombre de documents tels que :

- l'élaboration de la Plate Forme Nationale de Beijing ;
- l'organisation en 1992 d'un colloque sur l'intégration de la femme au développement, (ministère du Plan),
- la création en 1993 de la Commission Nationale pour l'Intégration de la Femme au Développement (CN/IFD), (ministère du développement rural),
- la création en 1996 d'une Direction de la Condition Féminine (DCF),.

- la création en 1998 d'un Ministère chargé de la Promotion de la Femme, connu depuis mai 2001, sous l'appellation de Ministère de la Famille , de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS). Ce Ministère a pour mission de coordonner les politiques et Programmes orientés vers les femmes et les rapports de genre ; (ministère de la famille),
- article 26 de la Constitution du 11 décembre 1990 qui affirme l'égalité de l'homme et de la femme en droit,
- L'inscription d'un domaine jeunesse, genre et développement dans le programme d'action du gouvernement (PAGII, 2001-2006),
- la politique nationale de promotion de la femme (PNPF) 2001;
- le plan d'action multisectoriel de mise en œuvre de la PNPF axé essentiellement sur l'approche genre et adopté en juillet 2002 ;
- L'installation en 2002 de la commission nationale de promotion de la femme (CNPF) et en 2003 des commissions départementales de promotion de la femme (CDPF), structure de coordination ; de suivi et d'évaluation de toute les actions de promotion de genre,
- la politique de promotion de la femme dans le secteur agricole et rural en septembre 2001,
- le plan d'action genre et développement,
- le plan d'action de mise en œuvre des stratégies de Beijing,
- la journée de 15 Octobre, journée mondiale de la femme rurale est célébrée et des manifestations nationales ont lieu ;
- la journée mondiale de la femme, le 8 mars est aussi célébrée avec plusieurs manifestations ;
- l'installation des points focaux genre dans tous les ministères ;
- la création de réseaux de femme au niveau national : WILDAF RIFONGA et GPIFED ;
- la création d'un cadre incitatif à l'émergence des ONGs ayant pour vocation la promotion de la femme dans tous les domaines,
- la création du Réseau des femmes universitaires du Bénin qui s'occupe du genre et développement durable au CBDD,
- la pose de la première pierre pour la construction du siège de l'AFJB en présence de la première dame du Bénin ; (information obtenue au cours des entretiens avec les personnes ressources),
- l'augmentation du nombre de femmes ministres dans le gouvernement et au niveau des hautes fonctions de l'Etat (analyse des documents et entretiens).

Le Bénin a depuis le 29 Août 2002, une représentante au sein du comité des Nations Unies sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes (CEDAW en anglais et CEDEF en français). Cette représentante a pour mission de veiller à la bonne mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui a été adoptée le 18 décembre 1979 par l'Assemblée Générale des Nations Unies et est entrée en vigueur le 3 septembre 1981.

Malgré tous ces engagements politiques et ces lois qui reconnaissent les droits de la femme béninoise, les difficultés persistent dans leur mise en oeuvre effective à cause des pesanteurs socioculturelles.

La note attribuée est 2. *✓ en accord*

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives aux femmes

Les deux derniers plans d'action du gouvernement ont été un cadre privilégié pour la mise en oeuvre de nombreux programmes et projets nationaux dont les actions ont permis d'œuvrer pour l'atteinte des objectifs fixés pour l'amélioration des conditions de la femme et surtout ceux liés aux domaines de la santé, de l'éducation, et des droits de l'homme ;

On peut citer :

- le Plan National de Promotion de la Femme en janvier 2001 ;
- le Plan Sectoriel pour la mise en œuvre de la PNPF.
- le Réseau pour la scolarisation des jeunes filles ; des mesures de gratuité de la scolarisation des filles au niveau du primaire et dans les écoles publiques sont prises par l'Etat béninois pour encourager l'instruction de filles

Il n'y a cependant pas un document expressément consacré à la CEDEF.

La note attribuée ici est 1.

f. Objectifs fixés

Les principaux objectifs de la PNPF sont :

- L'éducation et la formation de la femme béninoise
- Le renforcement de son pouvoir économique
- L'amélioration de ses conditions sociales et de son statut juridique (document du PNPF)

La note attribuée est 1. *x*

g. Mécanisme institutionnel

Il n'existe pas de mécanismes institutionnels précis consacrés à la mise en œuvre de la CEDEF au Bénin. Cependant, plusieurs mécanismes élaborés concourent indirectement à la réalisation de l'esprit de cette convention. Il s'agit de :

- l'existence au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la Cellule « Femme dans le Développement Agricole et Rural » ayant rang de service au sein de la Direction de la Programmation et de la Prospective ;
- La création d'une Division d'Intégration de l'Approche Genre au service des études, stratégies et perspectives de la Direction de la Programmation et de la Prospective au Ministère de la Santé Publique ;
- La mise en place des points focaux genre dans tous les ministères ;
- La mise sur pied d'une commission nationale de la promotion de la femme par décret qui s'occupe des questions de genre au niveau national ; (ministère de la famille)
- L'existence au sein du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité d'une Direction de la Promotion de la Femme (ministère de la famille) ;
- La création d'un réseau pour la scolarisation des filles ; ministère de l'enseignement primaire)
- La création des centres pour la promotion de la famille (ABPF) ;
- La création des centres de juristes et de para-juridiques pour le règlement des questions des droits des femmes et des filles , de même que les conflits liés aux inégalités selon le genre (AFJB) ;
- Le Bénin a identifié trois domaines d'action prioritaires que sont la santé, l'éducation, l'emploi et les droits de l'homme ;
- Dans le domaine de la santé, le Bénin a pris des initiatives en vue de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services de santé par l'adoption des politiques et stratégies nationales de développement du secteur de la santé qui donnent lieu à plusieurs programmes et projets dont on peut citer :
 - Le projet de maternité à moindre risque ;
 - Le projet intégré de santé des adolescent(e)s et jeunes (SR-AJ) ;

- Le projet intégré de santé de la reproduction pour une jeunesse épanouie ; La création de clinique de santé de la reproduction et de prise en charge de personnes séropositives ou vivant avec le VIH-SIDA. ;
- Pour la promotion du statut économique de la femme, le gouvernement a mis en place un cadre de lutte pour la réduction de la pauvreté en initiant dans le DSRP l'accès des femmes au crédit par le biais de nombreuses structures de micro-finance publiques et privées telles que :
 - Le PAGER Projet d'appui aux activités génératrices de revenu initié par le gouvernement, à travers le ministère en charge de l'agriculture avec le financement du FIDA,
 - Le PROMIC (Projet de Microfinance et de commercialisation) initié par le gouvernement, à travers le ministère en charge de l'agriculture avec le financement du FIDA,
 - Le PAEFO (projet d'appui aux activités génératrices de revenu des femmes de l'Ouémé), Le FSAS (Fonds de soutien à l'action sociale), initié et financé par le gouvernement ; à travers le Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité,
 - Le CBDIBA (Centre béninois de développement des initiatives à la base) une ONG nationale,
 - Le projet DROFF (Droit des filles et des femmes) initié par l'UNICEF et dont la relève est assurée par le gouvernement, à travers le MFPSS,
 - Le fonds d'appui à la solidarité nationale, initié et financé par le gouvernement à travers le MFPSS,
 - l'appui aux groupements féminins ou mixtes par l'octroi de matériel et d'équipement de transformation et de conservation des produits agricoles, initié et financé par le gouvernement à travers le ministère de la famille.

X Removed

h. Budget

La plupart des mécanismes institutionnels ont leur budget propre. De plus, plusieurs formations sur le concept genre sont organisées. A titre d'exemple, on peut citer la formation des directeurs centraux, techniques et départementaux sur le concept genre et développement en vue de son intégration dans les politiques, plans, programmes et projets du secteur de la santé (budget : 7,5 millions de F CFA). Cependant, selon les acteurs du domaine, les budgets demeurent insuffisants

La note attribuée ici est 1

i. Ressources humaines

Il n'existe pas de personnel spécifiquement affecté au suivi de cette convention internationale. Cependant, plusieurs formations sur le genre et le leadership ont pu être organisées à tous les niveaux. Ainsi, des femmes responsables des organisations faîtières des groupements de femmes et les femmes membres de ces groupements ont été formées à l'approche genre et l'appliquent dans leurs pratiques quotidiennes. (Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité et Ministère de l'Agriculture et de la Pêche).

Autrement dit, la formation sur le genre s'est faite à tous les niveaux hiérarchiques de décision même si elle n'est pas spécifique à la CEDEF. On note également l'organisation et formations sur l'équité pour les enseignants du primaire par le Ministère des Enseignement Primaire et Secondaire

Removed
X

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Aucune recherche et étude du Gouvernement sur la CEDEF en dehors des rapports n'est effectuée. Mais des études spécifiques traitant des questions relevant de la CEDEF existent..

A Remonter

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

Les structures de promotion de la femme impliquent généralement les représentants de la société civile. Parmi les associations généralement impliquées, on peut citer :

- L'Association des Femmes Juristes du Bénin (AFJB) ;
- Le Comité Inter Africain de lutte contre toutes les pratiques nuisibles aux femmes (CI AF Bénin) ;
- Le Réseau pour la Scolarisation des filles ; crée par arrêté ministériel n°16/MEMPS/MTEP/CAB/DC/SGM/SA du 1^{er} octobre 2003. Ce réseau protège l'élève et l'enseignant en milieu scolaire contre toutes les formes de violence ;
- Le Ge/PIFED, Groupe des ONG pour le programme d'intégration des femmes dans le processus de Développement Durable ;

Toutes ces ONGs qui travaillent pour la promotion de la femme ont des rapports d'activités.

La note attribuée est 2.

l. Information et dissémination

On peut citer comme outils d'information et de dissémination les affiches, livrets, radios, télévision, restitutions des formations. Campagnes de sensibilisation en français et dans toutes les langues nationales et dans les langues parlées au Bénin

Emissions radio rurales surtout

Emissions télévisées avec des séquences de sketches

Publication d'articles et de document de presse

Atelier, conférence, forum, colloque, plaidoyer, vulgarisation,

La note attribuée ici est 2.

m. Suivi et évaluation

MAEP : Elaboration d'outils et d'indicateurs pour genre sensible pour le suivi et l'évaluation

Elaboration des fiches d'intervention et des outils de formation pratiques et d'évaluation en genre

La note attribuée est 1.

B- Protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination a l'égard des femmes

a. Ratification

Le Bénin qui a ratifié la CEDEF depuis le 12 mars 1992, a signé le Protocole facultatif le 25 mai 2000 mais ne l'a pas ratifié. Seuls trois pays africains l'ont fait jusque-là. Il s'agit de la Namibie, du Sénégal et du Mali.

La note attribuée est 0.

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

Sans objet

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives aux femmes

Sans objet

f. Objectifs fixés

Sans objet

g. Mécanisme institutionnel

Sans objet

h. Budget

Sans objet

i. Ressources humaines

Sans objet

j. Recherche & consultations

Sans objet

k. Participation de la société civile

Sans objet

I. Information et dissémination

Aucune action de sensibilisation ni de dissémination n'est faite

La note attribuée est 0

m. Suivi et évaluation

Sans objet

C- ART 2 DE LA CEDEF : obligation d'éliminer la discrimination

a. Ratification

Le Bénin a ratifié sans réserve l'article 2 le 12/03/92.

La note attribuée est de 2.

b. Etablissement de rapports

Un rapport doit être élaboré tous les quatre ans. Au terme de l'article 18 du texte les états parties s'engagent à présenter un an après la ratification de la convention, puis tous les quatre ans, un rapport national qu'ils soumettent à l'examen du comité. Ces rapports doivent mettre en évidence les engagements pris et rendus en actions concrètes sur l'élimination des discriminations qui se posent aux domaines couverts par la convention.

Le Bénin est en retard dans la production de ses rapports, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres pays. Selon la représentante du Bénin au CEDEF, le Bénin devait déposer :

Un rapport initial le 11 avril 1993 ;

Un deuxième rapport périodique le 11 avril 1997 ;

Un troisième rapport période le 11 avril 2001 puis un quatrième rapport le 11 avril 2005. Le Bénin a combiné son rapport initial avec le deuxième rapport périodique pour en faire un document unique envoyé le 27 Juin 2002 au Secrétariat Général des Nations Unies La rédaction du troisième rapport périodique est en cours.

La note attribuée est 1.

c. Loi ou autre mesure juridique

Plusieurs mesures juridiques ont été prises pour affirmer la non discrimination à l'égard des femmes. Il s'agit de :

- La Charte Africaine des droits de l'homme qui fait partie intégrante de la constitution du Bénin ;
- Le code des personnes et de la famille adopté par l'Assemblée le 07 juin 2002 qui, dans plusieurs de ses dispositions consacre l'égalité entre la femme et l'homme
- Le code civil
- La loi n° 98-004 du 27 juin 1998 portant Code du travail en République du Bénin et des conventions collectives du travail du 17 mai 1974
- La loi 65-25 du 14 août 1965 portant organisation du régime de la propriété foncière au Dahomey

- Loi n° 86-013 ;;;;;; portant statut général des agents permanents de l'Etat
- Le code pénal Bouvenet (décret du 6 mai 1877) n'est plus applicable et il existe un avant-projet du code pénal qui tient compte des lois relatives au mariage, aux avortements, à la prostitution, et au viol.
- La loi n° 65-17 du 23 juin 1965 portant code de la nationalité dahoméenne
- La constitution du 11 décembre 1990 en son article 26
- L'arrêté sur la scolarisation des filles

Sur la base de ses efforts juridiques, la note attribuée est 2.

d. Engagement politique

L'engagement politique est affirmé à travers l'article 26 de la constitution du 11 décembre 1990 qui stipule que : « L'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit. L'Etat protège la famille et particulièrement la mère et l'enfant. Il veille sur les handicapés et les personnes âgées ».

Dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations de Beijing, le gouvernement a initié une journée de réflexion sur le système de quota pour une meilleure participation des femmes aux fonctions électives, au gouvernement et dans l'administration. Ceci est un engagement politique de l'article 2 car elle pourrait faciliter une plus grande représentativité des femmes dans les organes de décision et ainsi faire avancer plus rapidement les changements sociaux et culturels.

Il y a eu la démocratisation des radios et télévisions privées et publiques ainsi que la constitution d'un groupe thématique population, genre et développement par les Organisations Internationales présentes au Bénin dans lequel se retrouve le Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité. Les membres de ce groupe thématique se réunissent une fois par mois pour faire le point des actions menées au niveau de chaque institution.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à l'article 2 du CEDEF

Un certain nombre de documents de planification stratégique sont disponibles dans ce cadre au niveau national. Il s'agit :

- du Plan d'action nationale pour la promotion des droits de l'Homme qui prend en compte le CEDEF,
- d'assurer, d'ici à 2015, l'instruction primaire à tous les enfants en âge d'aller à l'école, (Premier Rapport National sur les OMD, 2003),
- D'éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 et, à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard (Premier Rapport National sur les OMD, 2003),
- du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Il est vrai que la féminisation de la pauvreté est en grande partie imputable à l'absence d'égalité en terme de chance, de droits, et de statut d'une part et d'autre part à cause des violences dont les femmes sont victimes. Le DSRP s'attaque aux obstacles qui empêchent les femmes et les filles d'exercer pleinement leur

rôle dans différents domaines. La convention est donc un outil de réduction de la pauvreté surtout pour les femmes ,

- des Objectifs du millénaire, surtout son objectif 4,
- de la convention et surtout les observations du comité sont prises en compte par les Etats partis pour élaborer des programmes de développement durables dans différents secteurs du développement rural.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

Plusieurs objectifs sont fixés par différents acteurs en vue d'éliminer les inégalités entre les sexes. Entre autres, on peut citer :

- Contribuer à la réduction à court terme et à l'éradication à long terme, des disparités entre les deux composantes de la société béninoise, l'homme et la femme, dans tous les secteurs d'activités pour un développement équitable et durable ; (plan multisectoriel, 2002)
- Contribuer à la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre des politiques et plans de développement, notamment en ce qui concerne la promotion de l'équité et de l'égalité entre homme et femme (plan multisectoriel, 2002) ;
- Développer les politiques, des stratégies, des actions et des activités pour la mise en œuvre de la PNPF centrée sur l'approche genre (plan multisectoriel, 2002)
- Assurer un accès équitable des filles et des garçons à l'éducation,
- Assurer une éducation primaire pour tous, (Premier Rapport National sur les OMD, 2003)
- Assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Premier Rapport National sur les OMD, 2003).

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

Parmi les mécanismes institutionnels, on peut citer :

- MPSS
- La Commission nationale des droits de l'Homme créée en 1992 présidée par le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme et la Direction de la Promotion de la Femme du Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité ;
- La Création de la Cellule Femme dans le Développement Agricole et Rural du Ministère du Développement Rural (CFDAR) par arrêté n° 28/MDR/DC/DAPS du 12 janvier 1995 ;
- La Création du Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires au Bénin

La note attribuée est 2.

h. Budget

Il n'y a pas de budget spécifique affecté à l'article 2 du CEDEF

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Les membres des institutions fournissent une partie des ressources humaines nécessaires. Mais tous les acteurs du domaine affirment que ces ressources humaines sont insuffisantes.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Plusieurs études, recherches et publications existent dans le domaine. On peut citer entre autres :

- Le citoyen ses droits et ses devoirs
- Les droits de la personne ; un outil pour combattre les mutilations génitales féminines
- Le Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action africain de la femme
- La Synthèse des rapports nationaux d'évaluation de la mise en œuvre de la plate forme d'action de Dakar et du programme d'action de Beijing
- Le Plaidoyer pour une effectivité des droits de la femme au Bénin
- Le Rapport du colloque national sur la femme et la justice (AFJB)
- Les droits des femmes et les droits humains AFJB,
- Le Droit relatif à la santé et à l'éducation AFJB

La note attribuée est 2.

k. Participation de la société civile

La société civile participe activement à la promotion de l'égalité entre les sexes à travers plusieurs organisations telles que WILDAF, AFJB, GAJES, Ge/PIFED, CI-AF Bénin, RIFONGA, Dignité Féminine et plusieurs autres ONGs.

La note attribuée est 2.

l. Information et dissémination

Plusieurs outils d'information et de dissémination des informations relatives à la promotion de l'égalité entre les sexes sont utilisés. Il s'agit des affiches, des livrets, des radios privées, nationales ou communautaires, les télévisions nationale et privée, les restitutions des formations, les ateliers, les conférences, les forums et les colloques.

La note attribuée est 2.

m. Suivi et évaluation

Plusieurs efforts de confection d'indicateurs sont faits. Parmi ces efforts, on peut citer :

- Les indicateurs statistiques au regard des droits identifiés (Voir programme d'élaboration et de diffusion des indicateurs statistiques de mesure de la promotion et de la défense des droits de l'homme au Bénin) ;

- L'élaboration des fiches d'intervention et des outils de formation pratiques et d'évaluation en genre (ministère du développement rural, ministère de la famille,...) ;
 - L'installation de la commission nationale pour la production et la gestion des indicateurs des droits de l'homme (Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'homme) ;
 - La Création d'un poste de chef de mission et d'évaluation de tous les projets à la présidence de la République (décret présidentiel) ;
- Cependant, ces efforts sont loin d'être systématisés.

La note attribuée est 1.

D- ART 16 DE LA CEDEF : Egalité dans le cadre du mariage et droit à la famille

a. Ratification

Cette convention a été ratifiée par le Bénin sans réserve le 12 mars 1992. La ratification de la CEDEF par le Bénin a pris en compte cet article.

La note attribuée est 2.

b. Etablissement de rapports

Un rapport doit être élaboré tous les quatre ans. Au terme de l'article 18 du texte les états parties s'engagent à présenter un an après la ratification de la convention, puis tous les quatre ans, un rapport national qu'ils soumettent à l'examen du comité. Ces rapports doivent mettre en évidence les engagements pris et rendus en actions concrètes sur l'élimination des discriminations qui se posent aux domaines couverts par la convention.

Le Bénin est en retard dans la production de ses rapports, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres pays. Selon la représentante du Bénin à la CEDEF, le Bénin devait déposer :

un rapport initial le 11 avril 1993 ;

- un deuxième rapport périodique le 11 avril 1997 ;

- Un troisième rapport période le 11 avril 2001 puis un quatrième rapport le 11 avril 2005. Le Bénin a combiné son rapport initial avec le deuxième rapport périodique pour en faire un document unique envoyé le 27 Juin 2002 au Secrétariat Général des Nations Unies. La rédaction du troisième rapport périodique est en cours.

La note attribuée est 1.

c. Loi ou autre mesure juridique

Parmi les dispositions juridiques pertinentes, on peut citer :

- La loi 2003-07 sur le Code des Personnes et de la Famille adopté par l'Assemblée Nationale le 07 juin 2002, mais non encore promulgué ;
- La loi n° 2003-04 relative à la Santé de la Reproduction qui interdit le mariage des enfants mineurs.

La note attribuée est 1.

d. Engagement politique

Le gouvernement, à travers, le Nouveau Code des personnes et de la Famille a pris l'engagement de corriger les discriminations à l'égard de la femme en matière de mariage et de droits de la famille.

Le gouvernement, par le biais de la commission nationale des ressources humaines et de la population (CNRHP) a décidé de promouvoir une fécondité responsable en supprimant progressivement les pratiques telles que le mariage forcé ou précoces, qui constituent un frein à la réduction des maternités précoces tardives, la lutte contre les grossesses non désirées et les avortements surtout clandestins, l'amélioration du taux de prévalence contraceptive.

La note attribuée est 1.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à l'article 16

Il n'existe pas de façon spécifique un plan de prise en compte des questions relatives à l'article 16. Cependant, certains aspects sont pris en compte dans la Politique nationale en matière de santé de la famille en Avril 1999.

La note attribuée est 1.

f. Objectifs fixés

- La lutte contre les pratiques néfastes à la santé de la reproduction ;
- L'alphabétisation de femmes, des hommes et des filles. Ces objectifs s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du niveau et de la qualité de vie de la population pour un meilleur développement économique et social ;
- Il a été introduit dans le droit à la famille, des mesures gouvernementales visant la protection sociale. Ainsi, le Bénin s'est fixé comme objectifs :
 - la réduction du taux de mortalité à 200 pour 100 000 en 2016 ;
 - la réduction du taux de mortalité infanto-juvénile à 90 pour 1000 en 90 pour 1000 en 2016 ;
 - d'amener 50% des adolescents et des jeunes à adopter un comportement sexuel responsable ;
 - d'obtenir l'adhésion des hommes à la santé de la reproduction.

Dans les objectifs spécifiques, le Bénin attend porté :

A 90% le taux de couverture des consultations pré-natales ;

A 80% le taux d'accouchement assistés ;

A 80% la prise en charge effective de grossesse et accouchement compliqués ;

A 60% le taux de consultation post natale ;

A 50% la pratique d'allaitement maternel exclusif jusqu'à 4 mois ;

A 15% les maternités précoces ;

A 50% les adolescents et les jeunes à utiliser les services de santé de la reproduction et de planification familiale ;

A 40% le taux de prévalence contraceptive moderne.

Ces objectifs ainsi définis sont nécessaires pour le bien être de la famille et de la société.

La note attribuée est 1

g. Mécanisme institutionnel

Le Ministère de la Santé Publique est doté notamment d'une direction nationale de la protection sanitaire et d'une direction de la santé familiale

La note attribuée est 1.

h. Budget

Il n'y a pas de budget spécifique à l'article 16

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Il n'y a pas de ressources humaines affectées à cet article

La note attribuée est 0.

j. Recherche & consultations

Il n'y a pas de recherches et consultations spécialement commanditées pour cet article

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

CI-AF Bénin, les associations et autres ONGs travaillent pour l'élimination des discriminations entre les sexes.

La note attribuée est de 1.

l. Information et dissémination

Il y a des campagnes de sensibilisation par les ONGs sur les mariages précoces et quelques émissions télévisées.

La note attribuée est 1

m. Suivi et évaluation

Il n'y a pas de système de suivi et d'évaluation

La note attribuée est 0.

3.2.1. 2 : Projet de protocole sur les droits de la femme- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples- les pratiques nuisibles

Les pratiques nuisibles aux femmes sont souvent des pratiques traditionnelles. Il s'agit essentiellement : des mariages forcés (mariage forcé simple, mariage par échange ou mariage par rapt), du veuvage, du lévirat, de l'obligation de restitution de la dot, des mutilations génitales (excision) et autres pratiques néfastes à la santé de la Femme...etc. Les pratiques traditionnelles, le mode d'organisation socioculturelle, la solidarité de groupe etc. sont à l'origine de certaines pratiques qui induisent des violences à l'égard des femmes.

a. Ratification

Sans objet.

La Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples fait partie intégrante de la Constitution du Bénin de décembre 1990. Mais le protocole sur les droits de la femme demeure

à l'étape de projet au niveau africain. Ce protocole au niveau continental est l'équivalent du protocole de la CEDEF au niveau international et a fait l'objet de lobbying.

La note attribuée est 1

b. Etablissement de rapports

Sans objet.

c. Loi ou autre mesure juridique

On peut citer les dispositions juridiques suivantes :

- L'intégration de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples dans la Constitution Béninoise ;
- La loi n° 2003-04 du 3 mars 2003 relative à la santé sexuelle et à la reproduction ;
- La loi n° 2003-03 du 3 mars 2003 portant répression de la pratique des mutilations génitales en République du Bénin.

La note attribuée est 1 parce que de nombreuses pratiques persistent sont encore en pratique ainsi que le phénomène des enfants confiés.

d. Engagement politique

L'engagement politique s'est manifestée à travers les déclarations et documents sur l'élimination des pratiques nuisibles et la participation à l'élaboration du projet de charte africaine sur les droits de la femme. Il y a également le lobbying pour l'adoption du protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes africaines

La note attribuée est 1.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives aux pratiques nuisibles femmes

Les documents de planification qui prennent en compte ce domaine sont :

- Le Plan Directeur 2001-2003 du Ministère de la Santé Publique (MSP)
- les Politiques et Normes et Standards 2002 du MSP.

Ces documents prennent en compte la santé de la reproduction qui met l'accent sur les pratiques nuisibles ainsi soulignées.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

Les objectifs fixés sont :

- Réduire les maternités précoces, tardives et rapprochées,
- Lutter contre les grossesses non désirées,
- Eliminer les pratiques de Mutilations Génitales Féminines (MGF).

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

Plusieurs mécanismes sont prévus :

- Selon l'article 12 de la loi 2003-04 du 03 mars 2003, des structures intégrées offrant à la fois des soins de santé primaires et des soins de santé de la reproduction doivent être mises en place pour lutter contre les pratiques nuisibles.
- Des structures de soins de santé de la reproduction adaptées aux besoins spécifiques des adolescents doivent être créées séparément.

La note attribuée est 0.

h. Budget

La sensibilisation sur les MGF fait partie des activités du Ministère de la Santé et de la Famille et devrait ainsi pouvoir bénéficier d'une ligne de crédit.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Il existe au MSP et dans ses structures décentralisées, du personnel formé pour la prise en charge des MGF et la sensibilisation : maternité, centre universitaire de gynécologie et d'obstétrique, des centres de promotion sociale, des PMI, etc.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Aucune information n'est disponible

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Plusieurs activités impliquent la participation active de la société civile. On peut citer :

- La campagne de sensibilisation des ONGs (CI-AF Bénin, Dignité Féminine, Donga Women) contre les mutilations génitales et toutes les pratiques traditionnelles ayant des effets néfastes sur la santé de la femme et de l'enfant ;
- L'intervention de l'AFJB sur la création de centres d'aide aux victimes des pratiques nuisibles, AFJB ;
- La Sensibilisation contre le mariage forcé, le mariage par rapt ou par échange (ministère de la famille) ;
- Les centres d'accueils animés par les religieux pour les victimes du mariage forcé ;
- La sensibilisation sur le mariage forcé par certaines ONGs dont l'AFJB ;
- Le processus de formation, d'insertion et de suivi de ces filles dans la vie active.

La note attribuée est 1.

I. Information et dissémination

Plusieurs canaux d'information et de dissémination sont utilisés. Entre autres, on peut citer :

- Les émissions radiodiffusées (la parole aux femmes) et télévisées (atchakpodji) ; les émissions radiodiffusées en langues locales qui portent sur ces panels au cours desquels deux ou trois personnes ressources du milieu sont invitées pour débattre des aspects positifs et négatifs d'un problème social.
- Les spots publicitaires, les battages médiatiques, les journaux, les affichages, les dépliants, les tee-shirts, les cassettes vidéo et les débats télévisés.

La note attribuée est 2.

m. Suivi et évaluation

Aucun mécanisme clair de suivi-évaluation n'est identifié

La note attribuée est 0.

3.2. 2. Pouvoir social

3.2.2.1 : Programme d'action de Beijing

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Il y a eu un rapport national d'évaluation des plates-formes de Dakar et de Beijing élaboré en juillet 1999.

La note attribuée est 1.

c. Loi ou autre mesure juridique

Les mesures juridiques qui prennent en compte la plate-forme de Beijing sont :

- Le Projet de code des personnes et de la famille, 2001
- La Loi n° 2003-04 sur la santé reproductive
- La convention sur le consentement au mariage et l'engagement du mariage adoptée par le Bénin le 15 octobre 1995
- La Loi 2003-03 sur la répression contre les pratiques de mutilations génitales à l'égard des femmes
- L'Arrêté sur la scolarisation des filles

- La Convention d'Abuja sur le VIH/SIDA, la tuberculose et autres maladies,

La note attribuée est 1.

d. Engagement politique

Plusieurs documents expriment l'engagement politique des dirigeants en faveur de la plateforme de Beijing. Il s'agit de :

- La Politique nationale de promotion de la femme en 2001(MFPSS)
- Le Plan multisectoriel de mise en œuvre de la PNPF 2002 (MFPSS)
- La Politique de promotion de la femme dans le secteur agricole et rural 2001 (ministère du développement rural)
- Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG II) élaboré en 2001 où un chapitre est consacré à « jeunesse, genre et développement » (Ministère du Plan)
- La prise en compte des questions relatives au genre dans le DSRP, 2002 (ministère du plan),
- La mise en place des points focaux genre dans la quasi totalité des ministères,
- La création de la direction genre dans certains ministères clés (MFPSS, MSP, MAEP),
- La formation des membres des points focaux sur la prise en compte de l'approche genre dans l'élaboration des programmes sectoriels

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives au Plan d'action de Beijing

Parmi les documents de planification existants, on peut citer :

- Le Plan d'action du secteur rural sur la mise en œuvre des stratégies de Beijing, 1996 (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche)
- Le Plan multisectoriel 2002 Ministère de la Famille et de la Protection Sociale
 - prenant en compte les douze points prioritaires :
 - Femme et pauvreté,
 - Education et formation,
 - Soins de santé et accès aux services sanitaires,
 - Violence à l'égard des femmes,
 - Effets des conflits armés sur la femme,
 - Les femmes et économie,
 - Femme Pouvoir et prise de décision,
 - Mécanismes institutionnels de promotion de la femme,
 - Droits fondamentaux de la femme,
 - Femme et médias,
 - Gestion des ressources naturelles et préservation de l'environnement,
 - Discrimination à l'égard des petites filles et violation de leurs droits fondamentaux.

La note attribuée est de 2.

f). Objectifs fixés

Les objectifs mentionnés dans les documents de planification existants sont :

- Contribuer à la réduction à court terme et à l'éradication à long terme, des disparités entre les deux composantes de la société béninoise, l'homme et la femme, dans tous les secteurs d'activités pour un développement équitable et durable ; (plan multisectoriel, 2002)
- Contribuer à la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre des politiques et plans de développement, notamment en ce qui concerne la promotion de l'équité et de l'égalité entre homme et femme ; (plan multisectoriel, 2002)
- Développer les politiques, des stratégies, des actions et des activités pour la mise en œuvre de la PNPf centrée sur l'approche genre (plan multisectoriel, 2002)

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

Plusieurs mécanismes institutionnels existent pour l'opérationnalisation de la plate-forme de Beijing :

- L'Arrêté N° 28/MDR/DC/CC/DAPS du 12 Janvier 1995 portant création, attribution et fonctionnement de la cellule femme dans le développement agricole et rural (CFDAR) du Ministère du Développement Rural,
- L'Arrêté N° 2/MIPME/DC/SA du 1^{er} Janvier 1995 portant création, attribution et fonctionnement du point focal de la Commission Nationale pour l'Intégration de la Femme au Développement qui a été créée en 1995 et placée sous la tutelle du Ministère du Plan,
- La Création d'un Ministère de la Santé, de la Protection Sociale et de la Condition Féminine en 1996,
- Le Décret N° 99-613 du 20 Décembre 1999 portant organisation, fonctionnement et attributions du Ministère de la Protection Sociale et de la Famille connu depuis 2001 sous l'appellation de Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS),
- Les Services de la promotion des activités féminines rurales (SPAFR) de la Direction de la Promotion de la Législation Rurale (DPLR),
- La Création d'un centre de documentation avec une banque de données sur les actions de l'Intégration de la Femme au Développement (IFD) au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP).

La note attribuée est 2.

h. Budget

Les différents mécanismes institutionnels ont leur budget propre.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Membres des institutions et des sous-comités de suivi des actions de Beijing

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Plusieurs résultats de recherche et consultations sont disponibles dans le domaine. Il s'agit de :

- L'Etude sur les revenus, les groupements des femmes, accès des femmes à la terre, contribution des femmes à la production, typologie des activités des femmes au MAEP. (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- L'Etude d'identification des facteurs susceptibles d'inciter, de renforcer et de consolider les groupements de femmes en République du Bénin, Mai 1996. (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- L'Etude sur les revenus des femmes rurales par secteur d'activités, Juin 1996 (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- La Contribution des femmes à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles au Bénin, Octobre 1996 (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- Les données sur la structure par genre du personnel du ministère du développement rural, Octobre 1996 (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- L'Enquête sur les statistiques agricoles différenciées par genre, Septembre 1998. (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- La Typologie des activités des femmes rurales du Bénin Février 1999 (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche),
- Le Document de politique de promotion des femmes dans le secteur rural, Sept 2001 (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche).

La note attribuée est 2.

k. Participation de la société civile

Plusieurs ONG nationales et des réseaux d'ONG aident à la mise en œuvre des actions de Beijing. Il y a également le comité inter-africain CIAF/Bénin sur les pratiques traditionnelles ayant un effet sur la santé des femmes et des enfants. On peut citer : l'Association des Femmes Juristes du Bénin (AFJB), RIFONGA, le Groupe d'Action pour la Justice et l'Egalité Sociale (GAJES), le GRABS, le Centre Africa Obota, le Ge/PIFED (Groupe des ONG pour le Programme d'Intégration des Femmes dans le Processus de Développement Durable) et plusieurs autres organismes qui soutiennent différents programmes en faveur de la femme béninoise.

La note attribuée est 2.

l. Information et dissémination

Plusieurs émissions radiodiffusées et télévisées, des affiches, des livrets, des plaquettes, les relais des ONGs sont des outils de sensibilisation de la population sur la plate-forme de Beijing. Il a également des séances de diffusion et de mobilisation sociale.

La note attribuée est 2

m. Suivi et évaluation

Au niveau du secteur rural, il y a un comité de suivi du plan d'action de Beijing. Comme éléments de suivi, on peut également citer :

- Le Rapport national d'évaluation de la mise en œuvre des plates-formes de Dakar et de Beijing Juillet 1999,
- L'organisation de rencontres périodiques dans différentes institutions intervenant dans le domaine de la promotion de la femme en vue de procéder à des échanges d'expériences, conseiller, coordonner et harmoniser les activités de toutes les structures nationales et internationales qui interviennent en faveur de la femme,
- La participation du Bénin aux conférences régionales et sous régionales de suivi de la mise en œuvre de la plate de Beijing.

La note attribuée est 1.

3.2.2.2. Violence à l'égard des femmes :

La femme béninoise est l'objet de nombreuses violences tant au niveau de la cellule familiale que dans la société en général.

Les causes évoquées pour justifier ces violences sont variables. Dans le cadre familial, elles sont liées à l'éducation de base (la femme est un être qui n'a que des devoirs : devoir de garder le silence et de subir, devoir d'être dévouée, docile, soumise et prête à exécuter la volonté et les décisions de l'homme), à l'absence d'autonomie financière de certaines femmes (la pauvreté touche principalement les femmes et les rendent financièrement dépendantes de l'homme), aux menaces de ruptures du lien matrimonial et de séparation d'avec les enfants (certaines femmes craignent de se voir séparées de leurs enfants et préfèrent rester et subir la violence). Dans le cadre extra-familial, les causes proviennent de la crainte des représailles et de rejet de la part de la communauté si la femme ose penser autrement en se démarquant des préjugés, stéréotypes et normes sociales communément admis.

Toutes ces formes de violence ont des conséquences néfastes sur la santé et la vie économique des femmes. Ainsi, dans certaines régions du Bénin, le mariage forcé et le viol sont à l'origine de l'exode des filles vers les centres urbains. Par ailleurs, certaines privations liées au veuvage et au lévirat ont des conséquences néfastes sur la santé et la vie économique des femmes. Les mutilations génitales féminines entraînent souvent chez la fille des infections, des hémorragies, la stérilité et même la mort.

A- Violence au foyer

Les violences au foyer sont aussi bien des violences physiques que morales. Il s'agit :

- Des violences physiques : gifles, coups de poing, bastonnades, brûlures (avec le feu, l'acide) ...etc.
- Des violences morales : menaces et chantages, insultes, intimidations, railleries, abandon familial... etc.

Ce sont des atteintes à la personnalité de la femme, à son image, à son estime propre et à son équilibre intérieur. Cette forme de violence entraîne des conséquences psychologiques et psychosomatiques graves pour l'équilibre et son bien-être. Les violences morales sont la forme la plus pernicieuse de tous les types de violence car elles conditionnent le comportement social et familial de la femme sans conséquence physique. Les femmes qui en sont victimes sont difficilement comprises par la société.

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

pas de rapport

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

Les mesures juridiques prises dans ce domaine sont :

- Articles 4 et 5 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée en 1981 et ratifiée par le Bénin le 20 janvier 1986 intégrée à la Constitution du 11 décembre 1990.
- La Convention sur l'Elimination de toutes les discriminations à l'Egard des Femmes ratifiée par le Bénin le 12 mars 1992.
- Loi 2002-07 portant Code des Personnes et de la Famille adoptée par l'Assemblée nationale le 07 juin 2002 (mais non encore promulguée)
- Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Résolution 48/104 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993 - Nations Unies).
- Code de procédures pénales : articles 295 et suivants.

La note attribuée est 1 parce que les violences dans le ménage sont rarement portées à l'attention des autorités publiques et donc les dispositions prises n'affectent pas significativement le phénomène.

d. Engagement politique

Les engagements politiques pris par le Bénin dans ce domaine sont :

- Le Bénin fête le 1^{er} décembre : Journée internationale contre les violences faites aux femmes.
- Création d'un cadre incitatif pour l'émergence des structures de protection et de prise en charge des victimes de violences au foyer,
- Existence d'un numéro vert SOS FEMMES BATTUES sur l'initiative du Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

Il n'y a pas de plan d'élimination des violences au foyer

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Il n'y a pas d'objectifs clairs assignés.

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

Les quelques mécanismes institutionnels existants sont :

- Les services d'information, de réhabilitation et d'indemnisation effective des femmes victimes des violences au foyer (centres de conseils, etc.)
- Les tribunaux pour les femmes ayant porté plainte

La note attribuée est 1.

h. Budget

Aucun budget n'est spécifiquement affecté à la lutte contre les violences au foyer.

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Il a été organisé des séances de sensibilisation et un atelier de renforcement de capacité des acteurs judiciaires et extrajudiciaires (magistrats, avocats, agents de police et médecins) pour la mise en œuvre effective des dispositions réprimant les violences faites aux femmes y compris les violences au foyer.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Aucune étude sur financement du budget national n'a été identifiée.

La note attribuée est de 0.

k. Participation de la société civile

Plusieurs ONGs telles que AFJB, WILDAF/FeDDAF, Dignité Féminine, CI-AF/Bénin travaillent activement pour la lutte contre les violences faites aux femmes. Mais faute d'objectifs clairs, leur efficacité est limitée.

La note attribuée est 1.

l. Suivi et évaluation

Quelques indicateurs de suivi sont identifiés dans les rapports d'activité des ONGs dans le domaine, mais il n'existe pas au niveau national un mécanisme de suivi/évaluation des violences à l'égard des femmes.

La note attribuée est 0.

m. Information et dissémination

Plusieurs canaux sont utilisés. Il s'agit :

- des sensibilisations dans les Media, affiches, les publications des ONGs, les conférences débats, les points de presse
- de l'utilisation des Tee-shirts imprimés pour sensibiliser la population sur les violences faites aux femmes.

La note attribuée est 2.

B- Viol

Le viol fait partie des violences sexuelles qui comprennent le viol, le harcèlement sexuel sur les lieux de travail et dans les établissements d'enseignement, l'inceste, l'attentat à la pudeur, la pédophilie, le proxénétisme... etc.

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Pas de rapport

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

- Article 4 et 5 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée en 1981 et ratifiée par le Bénin le 20 janvier 1986 intégrée à la Constitution du 11 décembre 1990.
- La Convention sur l'Elimination de toutes les Discriminations à l'Egard des Femmes ratifiée par le Bénin le 12 mars 1992.
- Loi 2002-07 portant Code des Personnes et de la Famille adoptée par l'Assemblée nationale le 07 juin 2002.
- Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Résolution 48/104 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993 - Nations Unies).
- Code de procédure pénale : articles 332 et 333
- Article 19 de la loi 2003-04 du 03 mars 2003 relative à la santé sexuelle et à la reproduction,
- Arrêté ministériel n° 16/MEPS/METFP/CAB/DC/SGM/SA du 1/10/2003 portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements d'enseignements secondaires général, technique et professionnel, publics et privés.

La note attribuée est 1 parce que les dispositions prises ne concernent uniquement pas le viol

d. Engagement politique

- Le Bénin fête le 1^{er} décembre : Journée internationale contre les violences faites aux femmes.
- Création d'un cadre incitatif pour l'émergence des structures de protection et de prise en charge des victimes de viol,
- Projet de loi sur la répression du viol transmis à l'Assemblée pour adoption.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

Pas de plan d'élimination des viols

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Pas d'objectif

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

- Services d'information, de réhabilitation et d'indemnisation effective des femmes victimes de viols (centre de conseils etc.)
- les tribunaux pour les femmes ayant porté plainte,
- Les services accrédités du Ministère de la Santé Publique.

La note attribuée est 1.

h. Budget

Pas de budget affecté spécifiquement à ce volet.

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Sensibilisation et renforcement de capacité des acteurs judiciaires et extrajudiciaires pour la mise en œuvre effective des dispositions réprimant les violences faites aux femmes y compris les viols : magistrats, avocats, agents de police et médecins.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Il n'existe pratiquement pas de recherche et de consultation sur le viol au Bénin.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

- Les ONGs telle que AFJB, WILDAF/FeDDAF travaillent activement pour la lutte contre les violences faites aux femmes y compris le viol.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

Pas de campagne de sensibilisation sur le viol qui continue d'être un sujet tabou

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

Il n'existe pas au niveau national un mécanisme de suivi/évaluation des cas de viol.

La note attribuée est 0.

C- Harcèlement sexuel

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Pas de rapport

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

Les juridictions béninoises ne sont généralement pas saisies au sujet des cas de harcèlement sexuel et de violence sexuelle exercée sur les femmes sur les lieux de travail. Toutefois, dans les écoles et établissements publics et privés un arrêté ministériel a été pris pour décourager les violences sexuelles. C'est l'arrêté ministériel n° 16/MEPS/METFP/CAB/DC/SGM/SA du 1/10/2003 portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements d'enseignements secondaires général, technique et professionnel, publics et privés.

La note attribuée est 1.

d. Engagement politique

Le sujet est encore tabou et très peu de femmes se plaignent du harcèlement sexuel qui est cependant est devenu une préoccupation de plus en plus prise en compte dans le milieu scolaire et sur les lieux d'apprentissage. On peut noter :

- La volonté politique de lutter contre le phénomène comme en témoigne l'arrêté ministériel n° 16/MEPS/METFP/CAB/DC/SGM/SA du 1/10/2003 portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements d'enseignements secondaires général, technique et professionnel, publics et privés.
- les déclarations des autorités en charge de l'éducation,
- La réaction du MFPSS face à quelques cas de violences sexuelles sur les filles dans le milieu scolaire.

La note attribuée est 1.

e. Elaboration d'un plan d'action

Il n'existe aucun plan d'action.

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Il n'y a pas d'objectif fixé

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

Il n'existe aucun mécanisme institutionnel.

La note attribuée est 0.

h. Budget

Il n'y a pas de budget.

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Aucune personne ressource n'est affectée à la prise en compte du harcèlement des femmes.

La note attribuée est 0.

j. Recherche & consultations

Très peu de femmes portent plainte devant les juridictions compétentes contre cette pratique et il existe peu de recherche sur le phénomène.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Aucune ONG ne s'occupe exclusivement du harcèlement sexuel.

La note attribuée est 0.

l. Information et dissémination

Quelques campagnes d'information et de sensibilisation ont été menées au sujet du harcèlement sexuel surtout en milieu scolaire.

La note attribuée est 1.

m. Suivi et évaluation

Aucun mécanisme de suivi et évaluation n'est mis en place.

La note attribuée est 0.

D- Traite des femmes

a. Ratification

Signature de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (CCTO 2000), Afrique

La note attribuée est 2

b. Etablissement de rapports

Pas de rapport

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

La législation pénale béninoise punit le trafic des femmes et des jeunes filles et le proxénétisme sous toutes ses formes. Parmi les textes existants on peut citer :

- La Convention sur l'Élimination de toutes les Discriminations à l'Égard des Femmes ratifiée par le Bénin le 12 mars 1992 (Article 6) ;
- Loi N° 61-20 du 5 Juillet 1961 relative au déplacement des mineurs de moins de 18 ans hors du territoire de la République du Bénin (Article 5) ;
- Ordonnance N° 73-37 du 17 Avril 1973 modifiant les dispositions du Code Pénal en ce qui concerne la traite des personnes et les enlèvements de mineurs ;
- Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Résolution 48/104 de l'Assemblée générale du 20 décembre 1993 - Nations Unies) ;
- Code pénal Bouvenet (Articles 334 et 335)

La note attribuée est 2

d. Engagement politique

- Le Bénin fête le 1^{er} décembre : Journée internationale contre la violence faite aux femmes.
- Création d'un cadre incitatif pour l'émergence des structures de protection des filles et de prise en charge des victimes de la traite,
- Prise de conscience générale au niveau gouvernemental pour lutter contre le trafic des filles et jeunes filles en particulier, qu'il soit organisé par un trafiquant opérant seul ou en réseau.

La note attribuée est 1.

e. Elaboration d'un plan d'action pour lutter contre la traite des femmes

Pas de plan précis pour l'élimination de la traite des femmes

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Pas d'objectifs clairs

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

- Centres d'aide juridique de l'AFJB et cliniques juridiques du Centre Béninois de Développement des Initiatives à la Base
- Tribunaux pour les femmes ayant porté plainte

La note attribuée est 1.

h. Budget

Pas de budget précis pour la lutte contre la traite des femmes

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Sensibilisation et renforcement de capacité des acteurs judiciaires et extrajudiciaires pour la mise en œuvre effective des dispositions réprimant la traite des femmes : magistrats, avocats et agents de police.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Il n'existe pratiquement pas de recherches et études sur le phénomène de la traite des femmes au Bénin.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

- Les ONGs telles que AFJB, WILDAF/FeDDAF et Dignité Féminine travaillent activement pour la lutte contre la traite des femmes.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

- Actions de sensibilisation et de formation menées par les services du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité et les ONG à travers les campagnes médiatiques, affiches, publications, conférences débats et ateliers de formation

La note attribuée est 1.

m. Suivi et évaluation

Il n'existe pas au niveau national un mécanisme de suivi/évaluation de la traite des femmes.

La note attribuée est 0.

3.2.2.3. Charte africaine des droits de l'enfant (art.27)

a. Ratification

Le Bénin a ratifié sans réserve cette charte en mai 1996.

La note attribuée est 2.

b. Etablissement de rapports

Pas de rapports établis

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

- Loi N° 2003-03 du 3 mars 2003 relative aux mutilations génitales féminines
- La prostitution enfantine est un concept nouveau, on utilisait et on utilise encore les textes sur le viol : on a l'article 334 et 335 du code pénal réprimant la prostitution des mineurs ; l'article 341 de ce même code qui réprime l'arrestation et la séquestration des personnes y compris des enfants.
- La loi 61-20 du 5 juillet 1961 relative au déplacement des mineurs de moins de 18 ans hors du territoire national stipule en son article 5 « quiconque aura, pour en tirer profit de quelque nature que ce soit, aliéné ou tenté d'aliéner la personne ou la liberté d'un mineur sera puni »
- Ordonnance N° 73-37 du 17 Avril 1973 modifiant les dispositions du Code Pénal en ce qui concerne la traite des personnes et les enlèvements de mineurs.

La note attribuée est 2

d. Engagement politique

- Création d'une Direction de la famille, de l'enfance et de l'adolescence au MFPSS
- Adoption de la politique nationale de la jeunesse le 18/12/2002
- Création de la direction de la protection judiciaire de l'enfant et de la jeunesse en 1996 au MJLDH
- Décret n°99/559 du 22/11/1999 portant création d'une Commission Nationale des Droits de l'Enfant (CNDE) qui a été installée les 25 et 26 juillet 2000 dont l'attribution entre autres est la coordination, la protection et la promotion des droits de l'enfant. Cette commission a ses démembrements installés dans toutes les communes et dans tous les départements.
- Projet de politique nationale de l'enfance en élaboration au MFPSS
- Renforcement des capacités de la brigade de protection des mineurs

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

Pas de plan précis

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

- Faire reculer voire enrayer l'exploitation sexuelle des enfants.

La note attribuée est 1.

g. Mécanisme institutionnel

- Création d'une Commission Nationale des Droits de l'Enfant (CNDE) qui a été installée les 25 et 26 juillet 2000 dont l'attribution entre autres est la coordination, la protection et la promotion des droits de l'enfant. Cette commission a des démembrements installés dans toutes les communes et dans tous les départements en 2002.
- Au niveau national, c'est la CNDE qui est la structure de référence en matière de protection des droits de l'enfant. Elle est reconnue par le comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant.
- Parlement des enfants installé en décembre 2002

La note attribuée est 1.

h. Budget

- Il n'y a pas de budget spécifique alloué à l'article 27 de cette charte.
- La CNDE fonctionne sur le financement de l'UNICEF mais depuis deux ans, le budget national alloue chaque année un montant de 10 millions pour son fonctionnement.
- Budget annuel de 50 millions au MFPSS pour la lutte contre le trafic des enfants
- Des fonds sont alloués mais pas suffisants. Dans ce cadre, il y a l'UNICEF, l'Ambassade Royale de Danemark et le BCAT/UE qui aide la direction de protection de l'enfant du MFPSS

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Personnel du MFPSS et de la CNDE

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Il y a :

- Un projet sur la traite des personnes et des enfants.
- Une Etude sur la migration et le trafic d'enfants dans le Zou commanditée par l'UNICEF
- Etude sur la situation des enfants au Bénin de 1990 à 2001.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

- Il y a beaucoup d'ONGs qui travaillent pour la lutte contre le trafic des enfants y compris leur exploitation sexuelle. Le trafic des enfants sert à assurer la continuité du phénomène des enfants confiés ou vidomégon. Il a pour objectif premier le travail et non l'exploitation sexuelle.
- La société civile aide à la protection des enfants dans les localités les plus reculées.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

- En 1999, il y a eu un séminaire sur l'exploitation sexuelle des enfants ayant pour but de sensibiliser les acteurs impliqués dans la gestion de la vie de l'enfant. Des projets de messages et des projets de campagnes avaient été élaborés au cours du séminaire mais n'a pas connu de réalisation faute de moyens financiers.
- Messages de sensibilisation par le biais des radios de proximité publiques ou privées, la TV et par la Direction de la mobilisation sociale et de la communication.
- Campagnes d'information éducation et communication au sujet de l'article 27 de cette charte par la vulgarisation du texte en langues nationales, la formation des syndicats de conducteurs de taxi, des leaders d'opinion

La note attribuée est 1 parce que le public cible n'est pas très bien connu.

m. Suivi et évaluation

Le suivi-évaluation se fait par le Gouvernement (MFPSS, MJLDH, et MISD) avec l'appui de l'UNICEF

La note attribuée est 1.

3.2.2.4. Santé + conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire 1994), plus cinq (1999)

A. Infections sexuellement transmises

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

- Le Bénin dispose d'un cadre juridique national dont certaines dispositions permettent la prise en compte des questions liées au VIH/SIDA/IST ;
- Il s'agit entre autres de la Constitution du 11 Décembre 1990 garantissant à tout citoyen le droit à la santé ;
- le droit à la vie et la Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO) du 2 Mai 1996 dont le but principal est l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie des populations ;
- la déclaration de Dakar (1992) relative à l'épidémie du SIDA en Afrique ;
- la déclaration de Tunis (1994) relative au « SIDA et l'enfant africain » ;
- l'appel d'Alger pour l'intensification de la lutte contre le SIDA en Afrique adopté par la deuxième session de la Commission du Travail et des Affaires Sociales de l'OUA en Avril 2000 ;
- l'engagement d'actions de Ouagadougou pour la mise en œuvre des décisions et recommandations des Chefs d'Etat et de Gouvernements de l'OUA en vue du renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique (9 Mai 2000) ;
- la déclaration de la deuxième réunion de la commission indépendante sur l'Afrique et les enjeux du troisième millénaire (22 Juin 2000) ;
- la déclaration des Chefs d'Etat de l'OUA sur le VIH/SIDA à Lomé (Juillet 2000) ;

Les lois sont en cours d'élaboration car la structure vient d'être mise en place.

La note attribuée est 2.

d. Engagement politique

- Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO) de mai 1996
- Document de politique, des normes et standards en santé familiale adoptée en 1998 (santé de la femme, de l'enfant, des jeunes et des hommes)
- Documents de Politique, des normes et standard en santé de reproduction de 2002
- Elaboration et adoption par le gouvernement d'un plan stratégique national de lutte contre les IST au Bénin en décembre 2000 (cadre stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA/IST, PNLS, ONUSIDA, 2000),
- Le Bénin a pris en août 2000 des décisions très courageuses qui consacrent l'engagement du Gouvernement à contribuer de façon significative à la lutte contre le VIH/SIDA. Deux de ces décisions ayant fait l'objet du Conseil des Ministres du 30 Août 2000 méritent d'être mentionnées :
 - la création d'une ligne budgétaire réservée à la lutte contre le VIH/SIDA au sein de chaque ministère
 - la constitution d'un fonds de solidarité nationale alimenté par les ressources générées par l'allègement de la dette

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

- Elaboration d'un cadre de référence en matière de lutte contre les IST/VIH/SIDA en 2000 pour les cinq années à venir (2001-2005).

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

- Réduire la prévalence des IST,

- Augmenter le taux d'utilisation des préservatifs,
- Réduire la prévalence des IST chez les jeunes de 10 à 24 ans,
- Suivre les tendances des comportements des populations vis-à-vis des IST/VIH/SIDA,
- Renforcer les capacités des femmes à s'engager dans la lutte contre les IST/VIH/SIDA

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

Le mécanisme institutionnel mis en place pour la mise en œuvre du plan stratégique comporte un Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA et les IST (CNLS), présidé par le Chef de l'Etat avec le Ministre du Plan, le Ministre de la Santé Publique et le Ministre des Finances comme 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} vice-président. Il regroupe les Ministres, les Préfets des Départements, les représentants de la société civile et les différents acteurs intervenant dans la lutte contre les IST/SIDA au Bénin. Ce comité définit les orientations générales et stratégies de lutte contre le VIH/SIDA, assure et veille au suivi de la mise en œuvre de la politique nationale.

La note attribuée est 2.

h. Budget

La création d'une ligne budgétaire réservée à la lutte contre le VIH/SIDA au sein de chaque ministère. La part du budget national accordée à la santé s'est accrue depuis 1990. Elle est passée de 3,67% en 1990 à 4,49% en 1996 et à 7% en 2000. Cependant, malgré cet effort national, la principale source de financement provient encore de l'appui international qui couvre 77,7% du budget global de la santé.

La note attribuée est 2.

i. Ressources humaines

- Les personnels de santé,
- Les personnes membres des points focaux IST/VIH/SIDA dans les ministères,
- Le personnel des projets de lutte contre le SIDA.

La note attribuée est 2.

j. Recherche & consultations

- Il existe un certain nombre de recherches sur les IST au Bénin conduites par la Faculté des Sciences de la Santé.
- Il existe également des recherches exécutées dans le cadre des projets nationaux et sous régionaux sur le SIDA.
- Plusieurs recherches et consultations relatives au thème « Femme et SIDA » ont montré que les principaux facteurs contribuant à rendre la femme beaucoup plus vulnérable à l'infection au VIH au Bénin sont le fort taux d'analphabétisme (71%), les conditions socio-économiques précaires, la sexualité et le mariage précoces, le faible taux de scolarisation des filles et le contexte juridique encore fortement imprégné par les règles du coutumier du Dahomey officiellement déclaré caduc mais toujours en vigueur sur le plan pratique.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

- Beaucoup d'ONGs (Arc en Ciel, Dignité Féminine, CI-AF Bénin, associations des personnes vivant avec le VIH/SIDA) sont actives dans la lutte contre les IST/VIH/SIDA au Bénin

La note attribuée est 2.

I. Information et dissémination

De nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation ont été organisées à travers :

- Les journaux, les affiches et les dépliants
- La presse écrite, la radio et la TV
- Rencontres dans les écoles, collèges et lycées ainsi qu'à l'Université
- Discussions dans les ateliers d'apprentissage, les gares routières et auprès des professionnelles de sexe et dans les Ministères.

La note attribuée est 2

m. Suivi et évaluation

- Des enquêtes sont réalisées dans le but d'évaluer l'impact des politiques de lutte. Ceci relève des attributions de la structure nationale chargée du Programme National de Lutte contre les IST.

La note attribuée est 1.

B. VIH/SIDA

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

- Loi N° 2003-4 du 24 janvier 2003 relative à la santé sexuelle et de la reproduction,
- **Le Bénin dispose d'un cadre juridique national dont certaines dispositions permettent la prise en compte des questions liées au VIH/SIDA/IST.**
- **Il s'agit entre autres de la Constitution du 11 Décembre 1990 garantissant à tout citoyen le droit à la santé,**
- **Le droit à la vie et la Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO) du 2 Mai 1996 dont le but principal est l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie des populations.**

La note attribuée est 1.

d. Engagement politique

- Déclaration de Politique de Population (DEPOLIPO) de mai 1996
- Document de Politique, des normes et standards en santé familiale adopté en 1998 (santé de la femme, de l'enfant, des jeunes et des hommes)
- Documents de Politique, des normes et standards en santé de reproduction de 2002
- Elaboration et adoption par le gouvernement d'un plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA en décembre 2000 (cadre stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA/IST, PNLS, ONUSIDA, 2000),
- Le Bénin a pris en août 2000 des décisions très courageuses qui consacrent l'engagement du Gouvernement à contribuer de façon significative à la lutte contre le VIH/SIDA. Deux de ces décisions ayant fait l'objet du Conseil des Ministres du 30 Août 2000 méritent d'être mentionnées :

- la création d'une ligne budgétaire réservée à la lutte contre le VIH/SIDA au sein de chaque ministère
- la constitution d'un fonds de solidarité nationale alimenté par les ressources générées par l'allègement de la dette

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

- Elaboration d'un cadre de référence en matière de lutte contre les IST/VIH/SIDA en 2000 pour les cinq années à venir (2001-2005).

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

- Réduire la prévalence du VIH/SIDA,
- Augmenter le taux d'utilisation des préservatifs,
- Assurer à 100 % la sécurité transfusionnelle par rapport au VIH et minimiser la transmission durant toute autre pratique opératoire,
- Réduire la prévalence de l'infection au VIH/SIDA chez les enfants et les jeunes de 10 à 24 ans,
- Réduire à moins de 15 % la transmission mère-enfant du VIH/SIDA,
- Réduire de façon significative la prévalence du VIH/SIDA chez les professionnelles du sexe, leurs clients et au sein des populations mobiles (routiers, transporteurs, commerçants, réfugiés, déplacés, touristes, pêcheurs et forces armées).
- Assurer une prise en charge correcte des personnes vivant avec le VIH/SIDA au Bénin,
- Optimiser la fiabilité de la surveillance épidémiologique du VIH/SIDA,
- Suivre les tendances des comportements des populations vis-à-vis du VIH/SIDA,
- Renforcer les capacités des femmes à s'engager dans la lutte contre le VIH/SIDA,
- Promouvoir la recherche biomédicale sur le VIH/SIDA.
- **La note attribuée est 2.**

g. Mécanisme institutionnel

- Le mécanisme institutionnel mis en place pour la mise en œuvre du plan stratégique comporte un Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA et les IST (CNLS), présidé par le Chef de l'Etat avec le Ministre du Plan, le Ministre de la Santé Publique et le Ministre des Finances comme 1^{er}, 2^{eme} et 3^{eme} vice-président. Il regroupe les Ministres, les Préfets des Départements, les représentants de la société civile et les différents acteurs intervenant dans la lutte contre les IST/SIDA au Bénin. Ce comité définit les orientations générales et stratégies de lutte contre le VIH/SIDA, assure et veille au suivi de la mise en œuvre de la politique nationale.
- Installation des points focaux VIH/SIDA dans les ministères et dans les collèges.
- Existence de plusieurs projets de lutte contre le VIH/SIDA (PNLS, PPLS, Projet SIDA et Migration connu sous le nom de Projet Corridor).

La note attribuée est 2.

h. Budget

La création d'une ligne budgétaire réservée à la lutte contre le VIH/SIDA au sein de chaque ministère.

La note attribuée est de 2.

i. Ressources humaines

- Les personnels de santé et
- Les personnes membres des points focaux IST/VIH/SIDA dans les ministères,
- Le personnel des projets de lutte contre le SIDA.

La note attribuée est 2.

j. Recherche & consultations

- Il existe un certain nombre de recherches sur le VIH/SIDA au Bénin conduites par la Faculté des Sciences de la Santé .
- Il existe également des recherches exécutées dans le cadre des projets nationaux et sous régionaux sur le SIDA.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

- Beaucoup d'ONGs (Arc en Ciel, Dignité Féminine, CI-AF Bénin, associations des personnes vivant avec le VIH/SIDA) sont actives dans la lutte contre le VIH/SIDA au Bénin.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

De nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation ont été organisées à travers :

- Les journaux, les affiches et les dépliants
- La presse écrite, la radio et la TV,
- Les conférences-débats publiques et télévisés,
- Les rencontres dans les écoles, collèges et lycées ainsi qu'à l'Université
- Les discussions dans les ateliers d'apprentissage, les gares routières et auprès des professionnelles du sexe et dans les Ministères.

La note attribuée est 2.

m. Suivi et évaluation

- Des enquêtes sont réalisées dans le but d'évaluer l'impact des politiques de lutte contre le VIH/SIDA. Ceci relève des attributions de la Commission Nationale de Lutte contre le VIH/SIDA

La note attribuée est 1.

C. MORTALITE MATERNELLE

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

- Loi N° 2003-04 du 03 mars 2003 relative à la santé sexuelle et de la reproduction adoptée par l'Assemblée nationale. Elle abroge la loi du 31 juillet 1920 relative à la propagande, à la pratique anticonceptionnelle et à l'avortement en son article 20.

La note attribuée est 2.

d. Engagement politique

- Le renforcement des activités de l'Hôpital de la Mère et de l'Enfant Lagune (HOMEL)
- La construction, et la réhabilitation et l'équipement des centres de santé ;
- Le recrutement de personnel contractuel dans les centres de santé ;
- L'élaboration des modules de formation sur les Soins Obstétricaux et néo-nataux d'Urgence (SONU) ;
- L'élaboration d'un document de stratégie nationale en matière de Services à base Communautaire (SBC)
- Le développement des SONU,
- Objectif de la Déclaration de Politique de Population du 02 mai 1996 relatif à la promotion d'une fécondité responsable.

La note attribuée est 2

e. Elaboration d'un plan d'action

- Le développement des SONU cliniques et communautaires basés sur le modèle des trois retards (retard pour la prise de décision au niveau familial, retard pour le transport vers un centre de santé et retard pour la prise en charge par un personnel qualifié).
- Elaboration d'un projet d'appui à la prise en charge des fistules obstétricales pour la recherche de financement,
- Plan Directeur 2001-2003 du MSP
- Politiques et Normes et Standards 2002 du MSP.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

- Réduire les maternités précoces, tardives et rapprochées,
- Lutter contre les grossesses non désirées,
- Améliorer le taux de prévalence contraceptive en le portant de 3 % à 40 % d'ici à l'an 2016,
- Porter le taux de couverture en consultation prénatale de 68 % à 75 %,
- Porter le taux d'accouchement assisté de 70 % à 80 %,
- Assurer la prise en charge effective de 80 % des grossesses à risque élevé,
- Assurer la prise en charge de 100 % des urgences obstétricales y compris les complications d'avortement et les urgences néonatales admises dans le système,
- Réduire le taux de mortalité maternelle de 498 pour cent mille naissances en 1996 à 200 en 2016 (Politiques Normes et Standards).

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Selon l'article 12 de la loi 2003-04 du 03 mars 2003, des structures intégrées offrant à la fois des soins de santé primaires et des soins de santé de la reproduction doivent être mises en place.
- Des structures de soins de santé de la reproduction adaptées aux besoins spécifiques des femmes doivent être créées.

La note attribuée est 1

h. Budget

Des lignes budgétaires sont affectées à la santé de la reproduction et à la maternité à moindre risque notamment dans le Ministère de la Santé Publique.

La note attribuée est 2.

i. Ressources humaines

- Le personnel qualifié des centres de santé,
- Le personnel des centres de promotion sociale, PMI.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Des recherches et consultations sont faites par la Faculté des Sciences de la Santé et l'Institut Régionale de la Santé Publique ainsi que la Direction de la Programmation et de la Prospective

La note attribuée est 1

k. Participation de la société civile

Plusieurs ONGs à travers le Réseau des ONGs béninoises pour la santé participent activement aux actions visant à assurer la Maternité à Moindre Risque.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

- Radio, presse écrite et audio-visuelle,
- Des campagnes de sensibilisation sur la mortalité maternelle et les moyens de la réduire sont faites par les centres de santé et de promotion sociale, et les PMI.

La note attribuée est 1 parce que toute la population n'est pas touchée par la sensibilisation, notamment les femmes pauvres qui sont les plus exposées aux risques.

m. Suivi et évaluation

Le MSP est chargé du suivi et de l'évaluation. Les résultats sont consignés dans les annuaires sanitaires.

La note attribuée est 2.

D. CONTRACEPTION

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

- Loi N° 2003-4 du 03 Mars 2003 relative à la santé sexuelle et de la reproduction adoptée par l'Assemblée nationale. Elle abroge la loi du 31 juillet 1920 relative à la propagande, à la pratique anticonceptionnelle et à l'avortement.

La note attribuée est 2.

d. Engagement politique

- Un document de politique, normes et standards en santé familiale intégrant un Paquet Minimum d'Activités en Santé de la Reproduction (PMA/SR) a été adopté en 1998,
- Les protocoles de services de Santé de la Reproduction ont été validés en 2001,
- Le programme national de santé de la reproduction a été élaboré et validé en 2002,
- Existence de la déclaration de politique de population (DEPOLIPO) depuis mai 1996,
- Intégration des contraceptifs dans le système de distribution des médicaments essentiels par la Centrale d'Achats des Médicaments Essentiels (CAME)

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

- Plan Directeur 1997-2001 du MSP,
- Plan Directeur 2001-2003 du MSP,
- Politiques et Normes et Standards 2002 DU MSP,
- Formation des formateurs et des prestataires en gestion de la logistique contraceptive,
- Cartographie stratégique des activités de Planning Familial (PF).

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

- Promouvoir la planification familiale en vue d'une sexualité responsable
- Améliorer le taux de prévalence contraceptive en le portant de 3% à 40% d'ici à l'an 2016
- Maîtriser la natalité (réduire les grossesses non désirées et par là réduire les avortements provoqués)
- Accroître l'utilisation des méthodes modernes de planification parmi les femmes en âge de procréer : projet « santé familiale et prévention du SIDA ».

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Création de la Direction de la Santé Familiale (DSF)
- l'Hôpital de la Mère et de l'Enfant Lagune (HOMEL)
- Centres de santé publics et para-publics

La note attribuée est de 1.

h. Budget

- Des lignes budgétaires sont affectées à la santé de la reproduction notamment au Ministère de la Santé Publique

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

- Formation des formateurs et des prestataires en gestion de la logistique contraceptive,
- Le personnel qualifié des centres de santé,
- Le personnel des centres de promotion sociale, PMI.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Recherches et consultations dans les centres de recherche en milieu universitaire (Faculté des Sciences de la Santé, Centre d'Etude, de Formation et de Recherche en matière de Population, Institut Régional de Santé Publique, Ecole Nationale des Assistants Sociaux) ;

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

Plusieurs ONGs et réseaux d'ONGs notamment (ROBS, ABPF et autres) font de la sensibilisation sur la Santé de la Reproduction

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

- Toutes les sept cliniques de l' Association Béninoise pour la Promotion de la Famille (ABPF) sont dotées d'une ligne téléphonique pouvant fournir des informations sur la santé de la reproduction
- Le MSP en partenariat avec d'autres ministères passe des messages sur la santé de la reproduction dans les langues nationales
- Les journaux, les dépliants
- La presse écrite et la Télévision
- Création d'un site Internet à l'ABPF pour informer les jeunes sur la santé de la reproduction

La note attribuée est 2.

m. Suivi et évaluation

DPP/MSP et Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

La note attribuée est 1.

3.2.2.5. Déclaration d'Abuja sur le VIH/SIDA et les femmes

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Il n'existe pas de loi ou mesure juridique

La note attribuée est 0.

d. Engagement politique

Il n'existe pas de document mentionnant l'engagement politique.

La note attribuée est 0.

e. Elaboration d'un plan d'action

Il n'y a pas un plan d'action élaboré.

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Pas d'objectifs fixés.

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

Pas de mécanismes institutionnels

La note attribuée est 0.

h. Budget

Il n'y a de budget

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Il n'y a pas de ressources humaines affectées à cette déclaration.

La note attribuée est 0.

j. Recherche & consultations

Il n'y a pas de recherches et consultations

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Il n'y a pas de participation de la société civile

La note attribuée est 0.

l. Information et dissémination

Il n'y a pas information et dissémination

La note attribuée est 0

m. Suivi et évaluation

Il n'y a pas de suivi et évaluation

La note attribuée est de 0.

3.2.2.6. Education

A. POLITIQUE RELATIVE AUX ABANDONS SCOLAIRES DES FILLES

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Arrêté ministériel n° 16/MEPS/METFP/CAB/DC/SGM/SA du 1/10/2003 portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les écoles et établissements d'enseignements secondaires général, technique et professionnel, publics et privés.

De manière générale il y a peu de dispositions particulières relatives aux abandons scolaires des filles. Cependant, toutes les dispositions prises pour lutter contre les causes de ces abandons peuvent être considérées comme des mesures pour réduire les abandons scolaires des filles.

La note attribuée est 1.

d. Engagement politique

- Le renforcement des structures sociales existantes telles que les centres d'alphabétisation, les centres sociaux, les centres de jeunesse et les pools d'animation,
- L'éducation des groupes défavorisés,
- L'engagement politique pour l'éradication des déperditions,
- La promotion de l'éducation des filles,
- L'exonération des droits d'écologie pour les filles en zone rurale depuis 1994 couplée de mesures d'accompagnement,
- L'élaboration de lois relatives à la protection des élèves filles en milieu scolaire et autres lieux d'apprentissage,
- L'interdiction de l'exploitation économique des filles,
- La réouverture des internats pour les jeunes filles et la création de lycées de jeunes filles,
- La promotion de la formation des filles déscolarisées et non scolarisées,
- La création de la direction de la scolarisation des filles au ministère des enseignements maternels et de base.
- Les campagnes d'alphabétisation pour réduire le taux d'analphabétisme des femmes.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives aux abandons scolaires des filles

Plusieurs plans existent pour la scolarisation des filles. Il s'agit :

- du plan accès,
- du plan équité,
- Etc.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

Education pour tous en 2015.

La note attribuée est 1.

g. Mécanisme institutionnel

Le Réseau pour la Scolarisation des Filles qui est un Conseil Consultatif pour coordonner l'accès, le maintien et la performance des filles en milieu scolaire. Il est composé :

- des acteurs du secteur privé,
- des acteurs du gouvernement en santé, éducation et agriculture,
- des confessions religieuses,
- des ONGs internationales et nationales.

La note attribuée est 1.

h. Budget

Le Réseau pour la Scolarisation des Filles est une structure interministérielle qui reçoit une dotation budgétaire de la part du Gouvernement.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Le personnel du réseau et du MFPSS.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Quelques recherches sur les causes des déperditions scolaires ont été effectuées dans les entités universitaires et par le Ministère des Enseignement Primaire et Secondaire.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

Plusieurs organisations internationales (CRS, USAID, BornFonden, WORLD LEARNING, WORLD EDUCATION, PLAN INTERNATIONAL, IFESH, etc.) interviennent pour appuyer les ONGs nationales intervenant dans ce domaine à travers les projets comme :

- Equité et qualité dans l'éducation primaire,
- GAJES,
- PROBASE,
- Equité Filles

La note attribuée est 1.

m. Information et dissémination

Il y a une forte mobilisation sociale et un plaidoyer pour le maintien des filles dans le système scolaire. Des campagnes de sensibilisation sont également mener pour que les parents changent de comportements vis-à-vis de la scolarisation des filles.

La note attribuée est 1.

l. Suivi et évaluation

Le Réseau pour la Scolarisation des Filles fait un suivi des engagements pris par l'Etat dans les zones à fort taux de déperdition scolaire.

La note attribuée est 1.

B. EDUCATION RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME ET DE LA FEMME

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

- L'engagement politique est affirmé à travers l'article 26 de la constitution du 11 décembre 1990 qui stipule que : « l'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit. L'Etat protège la famille et particulièrement la mère et l'enfant. Il veille sur les handicapés et les personnes âgées ».
- Création de l'Institut des Droits de l'Homme et ratification sans réserve de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et de la CEDEF,
- Volonté politique d'intégrer dans les programmes scolaires et particulièrement dans le cours d'instruction civique des écoles primaires la formation sur le droit de l'Homme et celle des Femmes.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan d'action

Il n'y a pas de plan élaboré

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Vulgariser les droits de l'Homme et susciter chez le citoyen le respect de ces droits y compris les droits de la femme.

La note attribuée est 1.

g. Mécanisme institutionnel

La Commission Béninoise des Droits de l'Homme (Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme) en collaboration avec le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire se charge de la mise en œuvre de la stratégie d'intégration de l'éducation en matière de droit de l'homme et de la femme dans les programmes d'enseignement.

La note attribuée est 1.

h. Budget

Il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à ce volet

La note attribuée est de 0.

i. Ressources humaines

- Personnel de la Commission Béninoise des Droits de l'homme
- Enseignants du primaire

- Personnel de la Direction de l'Enseignement Primaire au Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, le personnel des DDEPS (Direction Départementale de l'Enseignement Primaire et Secondaire)

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

- Il n'existe pas de recherche sur l'éducation des droits de l'homme (y compris ceux des femmes) dans les programmes d'enseignement.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

- En dehors de l'Institut des Droits de l'Homme, très peu d'organisations de la société civile sont actives dans l'intégration des droits de l'homme (y compris ceux des femmes) dans l'éducation et dans les programmes d'enseignement.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

Plusieurs débats ont eu lieu à la radio et à la télévision sur le sujet. Il y a eu également des spots publicitaires.

La note attribuée est 1.

m. Suivi et évaluation

Le suivi-évaluation est assuré par le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire

La note attribuée est 1.

3.2.3. Pouvoir économique

3.2.3.1. Convention du BIT

A- CONVENTION 100 CONCERNANT L'EGALITE DE REMUNERATION, 1951

a. Ratification

Date de ratification sans réserve par le Bénin : 16 Mai 1968

La note attribuée est 2.

b. Etablissement de rapports

Aucun rapport n'a été établi.

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

- La loi N° 98-004 du 27 Janvier 1998 portant Code du Travail en République du Bénin constitue un progrès par rapport au Code du Travail du 28 Septembre 1967 qu'elle a abrogé. Le législateur que ce soit dans le Code du Travail de 1967 ou dans celui de 1998, n'a opéré aucune discrimination en ce qui concerne l'admission de la femme à l'emploi et les conditions de travail. Au Bénin, il est donc acquis qu'à travail égal, salaire égal et les femmes bénéficient des mêmes droits que les hommes au plan du traitement, de la rémunération et des indemnités liées au travail exercé.
- L'article 208 du Code du Travail prévoit les conditions de rémunération des fonctionnaires. « A conditions égales de travail, d'ancienneté et de qualification professionnelle, le salaire est égal pour tous les travailleurs quels que soient leur origine, leur sexe, leur âge, leur statut et leur confession religieuse ... ».
- La Convention Collective Générale du Travail du 17 Mai 1974 consacre également l'égalité des sexes en matière de qualification professionnelle, d'accès à l'emploi, de rémunération et d'adhésion à un syndicat.
- Dans l'Article 31 de la Constitution, l'Etat reconnaît à tout travailleur, sans aucune discrimination liée au sexe, le droit de grève et les droits syndicaux dans les conditions définies par la loi.
- Loi n°90/004 du 15 mai 1990 régissant la déclaration de la main d'œuvre, les embauches et les résiliations des contrats de travail ne prévoit également aucune discrimination ce qui concerne les femmes. Elle enjoint à tout employeur, de recruter librement son personnel sans imposer aucune discrimination. Dans tous les cas de licenciement, les droits et indemnités prévus sont exigibles par travailleur.

La note attribuée est 2.

d. Engagement politique

- Le Bénin s'est engagé à prendre des mesures législatives et réglementaires pour garantir l'égalité des femmes et des hommes en matière d'emploi.
- La législation béninoise ne fait aucune discrimination en ce qui concerne l'admission à l'emploi. La femme, tout comme l'homme a le droit d'exercer toute activité de son choix. Aucune

discrimination n'est créée lors du recrutement et de l'embauche entre les hommes et les femmes.

- Les textes législatifs et réglementaires régissant le domaine de l'emploi au Bénin reconnaissent la participation de la femme à la vie publique.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à l'égalité de rémunération

Aucun plan n'est disponible.

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

- Créer les conditions qui rendent la jouissance du droit au travail effective pour l'homme et la femme,
- Garantir à travail égal la même rémunération à l'homme et à la femme.

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Le Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Réforme Administrative (MFPTRA) (Inspection du Travail et Direction du personnel d'Etat) et le Ministère des Finances (MFE) (Direction de la Solde et de la Dette Viagère) sont chargés de l'application des dispositions prises en matière d'égalité de salaire entre l'homme et la femme,
- L'Observatoire de l'emploi au Ministère de l'Industrie,
- L'Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA).

La note attribuée est 2.

h. Budget

Tous les mécanismes institutionnels ont leur budget, même si celui-ci est insuffisant.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Personnel du MFPTRA et MFE

La note attribuée est 2.

j. Recherche & consultations

Pas de recherche et consultations sur la discrimination en matière de salaire ; toutefois quelques rares travaux de mémoire se sont penchés sur cette préoccupation.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Certaines ONG sont impliquées dans l'information et la sensibilisation des femmes sur leurs droits (y compris sur l'égalité en matière de salaire).

La note attribuée est 1.

I. Information et dissémination

Il n'y a pas d'information ni de sensibilisation

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

- Observatoire de l'emploi au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi
- Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA),
- Inspection du travail du MFPTRA

La note attribuée est 1.

B- CONVENTION 111 CONCERNANT LA DISCRIMINATION, 1958

a. Ratification

Date de ratification sans réserve par le Bénin : 22 Mai 1961

La note attribuée est 2.

b. Etablissement de rapports

Aucun rapport n'est disponible.

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

La législation béninoise ne fait aucune discrimination en ce qui concerne l'admission à l'emploi. La femme, tout comme l'homme a le droit d'exercer toute activité professionnelle de son choix. Aucune discrimination n'est créée lors du recrutement et de l'embauche entre les hommes et les femmes. Les principaux textes de référence en la matière sont : la Constitution, le code du travail et le Statut Général des Agents Permanents de l'Etat.

- Selon l'article 8 de la Constitution, l'Etat assure à ses citoyens l'égal accès à la formation professionnelle et à l'emploi. Le droit au travail est consacré par la constitution, qui en son article 30 prévoit que « l'Etat reconnaît à tous les citoyens le droit au travail et s'efforce de créer les conditions qui rendent la jouissance de ce droit effective et garantissent au travailleur la juste rétribution de ses services ou de sa production. Aux termes de l'article 31 de la Constitution, l'Etat reconnaît à tout travailleur, sans aucune discrimination liée au sexe, le droit de grève et les droits syndicaux dans les conditions définies par la loi.
- La loi N° 98-004 du 27 Janvier 1998 portant Code du Travail en République du Bénin constitue un progrès par rapport au Code du Travail du 28 Septembre 1967 qu'elle a abrogé. Le législateur que ce soit dans le Code du Travail de 1967 ou dans celui de 1998, n'a opéré aucune discrimination en ce qui concerne l'admission de la femme à l'emploi et les conditions de travail.
- La loi N° 86-013 du 26 Février 1986 portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat (APE) assure l'égalité d'accès à l'emploi pour les hommes et les femmes. Ce Statut prévoit des dispositions générales pour l'accès à la fonction publique sans aucune discrimination fondée

sur le sexe. Il accorde des privilèges à la femme vis-à-vis de sa fonction de reproduction et de mère.

- De plus, la loi N° 86-014 du 26 Septembre 1986 portant code des pensions civiles et militaires de retraite, ne fait aucune discrimination entre agents des deux sexes en matière de droit à la retraite. Par exemple, l'âge obligatoire de la retraite pour les hommes comme pour les femmes est de 55 ans. Cependant, des dispositions de faveur sont accordées à la femme fonctionnaire qui peut bénéficier pour le calcul de l'âge de la retraite, d'une réduction d'un an pour chaque enfant mis au monde (article 5 de la loi).
- En outre, elle a droit, selon l'article 9, à une bonification de service d'une année pour chacun desdits enfants lorsqu'ils sont régulièrement déclarés à l'état civil. Les contributions de retraite sont les mêmes aussi bien pour les hommes que pour les femmes.
- La loi prévoit la jouissance de la pension proportionnelle immédiate pour toutes les femmes fonctionnaires mères d'au moins trois enfants (article 20) ou « lorsqu'il est justifié qu'elles-mêmes ou leurs conjoints sont atteints d'une infirmité ou maladie incurable les plaçant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions ».
- La Convention Collective Générale du Travail du 17 Mai 1974 consacre également l'égalité des sexes en matière d'accès à l'emploi et de qualification professionnelle.
- La loi n° 90/004 du 15 mai 1990 régissant la déclaration de la main d'œuvre, les embauches et les résiliations des contrats de travail ne prévoit également aucune discrimination en ce qui concerne les femmes. Elle enjoint à tout employeur, de recruter librement son personnel sans imposer aucune discrimination liée au sexe.

Toutefois, toutes ces dispositions ne sont pas connues par les femmes afin qu'elles puissent revendiquer leurs droits en la matière. La direction de l'inspection du travail veille à l'application de ces dispositions en cas de litige.

La note attribuée est 2.

d. Engagement politique

L'engagement du Gouvernement à éliminer toutes les discriminations en matière d'Emploi et d'occupation se manifeste à travers l'arsenal législatif et réglementaire qui détermine les conditions de travail au Bénin.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à la discrimination en matière d'emploi

Aucun plan n'est disponible.

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

- promouvoir l'égalité de chance et de traitement en matière d'emploi et d'occupation entre les hommes et les femmes,
- éliminer toute forme de discrimination en matière d'emploi et d'occupation.

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative (Inspection du Travail et Direction du personnel d'Etat)
- Ministère des Finances (Direction de la Solde et de la Dette Viagère)
- Observatoire de l'Emploi au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'emploi (MICPE),
- Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA).

Ces structures sont impliquées dans l'application des dispositions prises en matière d'égalité de salaire entre l'homme et la femme,

La note attribuée est 2.

h. Budget

Chaque mécanisme institutionnel a son budget mais le montant est insuffisant.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

- Personnel du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative
- Personnel du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi

La note attribuée est 2.

j. Recherche & consultations

Très peu de recherche et de consultations ont été effectuées sur la discrimination en matière d'accès à l'emploi

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Aucune activité de la société civile n'a été identifiée dans ce domaine.

La note attribuée est 0.

l. Information et dissémination

Il n'y a pas d'information ni de sensibilisation

La note attribuée est de 0.

m. Suivi et évaluation

- Observatoire de l'emploi au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la promotion de l'emploi
- Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA),
- Inspection du travail du MFPTRA

La note attribuée est 1.

C- Convention 183 concernant la protection de la maternité sur le lieu de travail, 2000

a. Ratification

Le Bénin n'a pas ratifié cette convention.

La note attribuée est 0.

b. Etablissement de rapports

Aucun rapport n'est disponible

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

- Le Code du Travail de 1998 prévoit en son chapitre II, des dispositions particulières au travail des femmes. Les articles 169, 170, 171, 172 et 173 organisent la protection de la femme au travail. Une protection particulière est accordée à la femme enceinte. Ainsi, en dehors des cas de faute lourde non liée à la grossesse et du cas où il se trouve dans l'impossibilité de rompre le contrat, aucun employeur ne peut licencier une femme en état de grossesse. Un licenciement opéré dans ces conditions donne droit à des dommages et intérêts pour le préjudice ainsi créé à la femme enceinte. Le montant de ces dommages et intérêts doit être payé sans préjudice des autres indemnités auxquelles le licenciement peut donner droit.
- Le Code du Travail prévoit que toute femme enceinte a droit à un congé de maternité de 14 semaines et peut bénéficier en outre d'un congé de quatre semaines en cas de maladie dûment constatée et liée à la grossesse ou aux couches. La loi reconnaît également à la femme enceinte, le droit de quitter son travail sans préavis et sans avoir à payer une indemnité de rupture, ni des dommages et intérêts à son employeur.
- Le Bénin est partie prenante au Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ratifié le 12 mars 1992 et qui consacre la protection spécifique accordée aux femmes avant et après la naissance de leurs enfants.
- La loi N° 86-013 du 26 Février 1986 portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat (APE). L'article 86 de cette loi garantit à l'agent permanent de l'Etat, de sexe féminin les congés de maternité dont les conditions sont précisées par les articles 94, 95 et 98. Le personnel féminin bénéficie d'un congé avec solde entière pour couches et allaitement, du repos pour allaitement d'une durée d'une heure par journée de travail jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de quinze (15) mois.

La note attribuée est 2.

d. Engagement politique

L'engagement du Gouvernement à protéger la femme enceinte sur son lieu de travail se manifeste à travers l'arsenal législatif et réglementaire qui détermine les conditions de travail de la femme enceinte au Bénin. Ainsi, sous l'impulsion du Gouvernement, d'une manière générale, les femmes en état de grossesse font l'objet de soins particuliers dans la plupart des emplois.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à la protection de la maternité sur le lieu de travail

Aucun plan disponible.

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Aucun objectif n'est fixé.

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

- Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative (Inspection du Travail et Direction du personnel d'Etat) et,
- L'Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA),
- Tribunal administratif

La note attribuée est 2.

h. Budget

Il existe des ressources budgétaires à cet effet, mais le montant est insuffisant.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Personnel du MFPTRA et du Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Pas de recherches ni consultations concernant la protection de la maternité sur le lieu de travail.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Pas d'engagement de la société civile concernant la protection de la maternité sur le lieu de travail.

La note attribuée est 0.

I. Information et dissémination

Il n'y a pas de campagne d'information ni de sensibilisation

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

Il n'y a pas de mécanisme de suivi-évaluation.

La note attribuée est 1.

D- CODE DE BONNE PRATIQUE DE L'OIT SUR LE VIH/SIDA

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Toutes les recherches ne nous ont pas permis d'avoir des informations sur le Code de bonne pratique de l'OIT sur le VIH/SIDA.

La note attribuée est 0.

d. Engagement politique

- Le Bénin a initié un programme d'éducation sur le VIH-SIDA en milieu de travail qui s'est concrétisé par un contrat entre le BIT et le Ministère du Travail en Août 2003. Ce programme a été mis en place, il y a deux mois.

Cependant, la spécificité des femmes n'apparaît pas clairement dans cet engagement.

La note attribuée est 1.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte du code de bonne pratique sur le VIH/SIDA

Il existe un plan stratégique sur les bonnes pratiques contre le VIH-SIDA en milieu de travail.

La note attribuée est 1.

f. Objectifs fixés

Les objectifs du plan stratégique sont :

- La reconnaissance du VIH en tant que question liée au travail
- La non discrimination à travers la promotion et la protection des droits des travailleurs
- La promotion de l'égalité entre l'homme et la femme
- La promotion d'un milieu de travail sain
- L'encouragement du dialogue social
- L'interdiction du dépistage dans le cadre de l'emploi tout en assurant la confidentialité sur l'état de santé du personnel

- Le maintien des relations d'emploi même avec un employé malade
- La prévention à travers le renforcement des capacités pour développer et mettre en oeuvre un programme de lutte contre le SIDA au sein de l'entreprise ;
- La prise en charge et le soutien à travers la promotion de l'accès et de l'extension de la protection sociale

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

Le Bénin dispose d'un programme qui s'occupe de la lutte contre le SIDA en milieu de travail et qui est conjointement sous le couvert du ministère du travail et de la fonction publique, puis du ministère de la santé publique

La note attribuée est 1.

h. Budget

Le programme en question a un budget spécial

La note attribuée est 1.

.Ressources humaines

- Médecins spécialisés en médecine du travail ;
- Des administrateurs spécialisés dans la lutte contre le SIDA en milieu de travail

La note attribuée est 2.

j. Recherche & consultations

Le programme est à la recherche des acteurs qui peuvent travailler avec lui et qui pourrait servir de relais auprès du groupe cible à la fin de son mandat de trois ans.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

Plusieurs ONG travaillent pour la lute contre le SIDA chez les femmes et les jeunes mais particulièrement concernant les femmes en milieu de travail. On note :

- les consultants indépendants,
- l'Unité de Recherche en Sécurité et Santé au Travail et en Environnement (URET)
- le Projet stratégique et technique de lutte contre l'exclusion et la pauvreté
- Les activités envers les professionnelles du sexe
- la sensibilisation des membres de la Chambre du commerce et de l'industrie du Bénin (CCIB) et du Conseil National des Chargeurs du Bénin

La note attribuée est 2.

l. Information et dissémination

Plusieurs mécanismes d'information et de dissémination sont en cours d'élaboration Il s'agit de :

- Sensibiliser l'employeur sur l'impact du VIH SIDA au niveau de l'entreprise (productivité, main d'œuvre et dépenses, pauvreté) ;
- Sensibiliser les employés sur le rôle vital du lieu de travail dans la lutte contre le SIDA ;

- Organiser des ateliers similaires pour l'ensemble des entreprises au Bénin
- Vulgariser et disséminer le recueil des directives Pratiques du BIT sur le VIH-SIDA et le monde du travail (traduction en langues locales si possible) ;
- Mettre en place des mesures pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation basée sur le statut sérologique du VIH ;

Le VIH serait ajouté aux autres motifs de discrimination contenus dans les articles 4 et 5 du code de travail. Il faudra alors faire :

- Sensibiliser les travailleurs sur le respect de la dignité humaine et démystifier la maladie
- Sensibiliser et vulgariser le code travail en son article 208
- Former sur les codes d'hygiène et de sécurité en milieu de travail
- Renforcer et respecter les articles 39, 40, 182, 183, 198, 203, du code du travail au Bénin
- Former les principaux acteurs du monde du travail
- Promouvoir la création d'un centre de solidarité
- Assurer la prise en charge des travailleurs malades par la caisse de sécurité à travers le dialogue social

La note attribuée est 2.

m. Suivi et évaluation

En cours d'élaboration

La note attribuée est 0

3.2.3.2. Déclarations du NEPAD

A- Féminiser les stratégies de lutte contre la pauvreté

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

L'engagement politique du Gouvernement s'est traduit par l'élaboration et l'adoption en conseil des ministres en décembre 2002 du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont le point 222 concerne la promotion de la femme.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à la féminisation des stratégies de lutte contre la pauvreté

Les actions portent sur l'éducation des filles et des femmes, la lutte contre les mutilations génitales féminines, l'appui aux groupements féminins et aux femmes en général, la promotion du droit des filles et des femmes, le développement institutionnel pour la promotion du rôle de la femme.

Sur la période 2003-2005, les principales actions retenues sont les suivantes :

- la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel de la Politique Nationale de la Promotion de la Femme ;
- le suivi-évaluation du programme d'action de Beijing ;
- l'amélioration de l'accès au crédit pour les femmes ;
- l'amélioration de l'appui aux groupements féminins impliqués dans les activités génératrices de revenu ;
- le renforcement de la formation professionnelle des femmes artisans ;
- La création des mesures incitatives à l'envoi et au maintien des filles à l'école ;
- L'appui au Centre de Formation pour jeunes filles déscolarisées ;
- L'appui à la reconversion des pratiquantes de mutilations génitales féminines ;
- La formation des groupements féminins sur la transformation et la conservation des produits vivriers.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

Les objectifs tendent à réduire les inégalités entre l'homme et la femme de tous âges et de tous secteurs. Il s'agit d'une harmonisation du bien-être qui devra statuer sur les inégalités constatées, de sorte que la correction consiste en des actions spécifiques en faveur des groupes vulnérables comme la femme.

L'amélioration et le renforcement des différentes actions amorcées se feront à travers la réalisation des sous-objectifs ci-après :

- Promouvoir l'accès équitable de la fille et de la femme à l'éducation et à la formation ;
- Favoriser une meilleure autonomie de la femme béninoise sur le plan économique ;
- Améliorer l'état nutritionnel et de santé de la femme béninoise pour un développement durable ;
- Améliorer et consolider le niveau de connaissance et de pratique du statut juridique et social de la femme béninoise ;
- Améliorer et valoriser le travail de la femme béninoise ;
- Valoriser les cultures et les pratiques traditionnelles favorables à la promotion et à l'épanouissement de la femme béninoise.

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Au niveau national, le cadre institutionnel de la mise en œuvre du DSRP est la Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté (CNDLP) créée par décret n° 2000-535 du 02 novembre 2000 et placée sous l'autorité du Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Développement et de la Prospective ;
- L'Observatoire du Changement Social est un mécanisme permanent de collecte et d'analyse des données, notamment sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages ;
- Au niveau départemental, il sera également mis en place un Comité Départemental de Suivi (CDS) dans chaque département ;
- Au niveau de la commune, il est mis sur pied un Comité Communal de Suivi présidé par le Maire (CCS).

La note attribuée est 2.

h. Budget

La traduction budgétaire de la stratégie de réduction de la pauvreté n'a pas retenu la promotion du genre comme action privilégiée.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Les points focaux installés dans les ministères sont chargés d'assurer la promotion du genre dans toutes les actions du développement.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Des recherches et consultations existent sur les questions liées à la prise en compte du genre dans le DSRP mais exécutées par le Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité et l'Observatoire du Changement Social.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

La société civile a largement contribué à l'identification des préoccupations liées au genre dans le cadre du DSRP. Il n'existe pas encore de collaboration entre les ONGs et le Gouvernement dans le cadre des actions de la promotion de la femme prévue dans le DSRP.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

Aucun mécanisme d'information et de dissémination des actions prévues pour la promotion de la femme dans le DSRP n'a été mis en place parce que le DSRP lui-même n'a pas été disséminé.

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

Au niveau national, le cadre institutionnel de suivi/évaluation de la mise en œuvre du DSRP est la Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté (CNDLP) créée par décret n° 2000-535 du 02 novembre 2000 et placée sous l'autorité du Ministre d'Etat, Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Développement et de la Prospective. L'Observatoire du Changement Social est un mécanisme permanent de collecte et d'analyse des données, notamment sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages.

La note attribuée est 1.

B- Accès aux services de vulgarisation agricole

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

Le Gouvernement du Bénin a fait de l'accès des femmes rurales aux innovations technologiques, une priorité en matière de développement rural. Cette volonté est clairement affirmée dans la Lettre de Déclaration de Politique de Développement Rural de mai 1991 (LDPDR), reprise et adoptée en Juillet 2001 sous l'intitulé de Déclaration de Politique de Développement Rural (DPDR). De plus, la dimension genre est considérée comme un axe transversal majeur dans la programmation et la réalisation des diverses activités du secteur rural.

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à l'accès des femmes aux services de vulgarisation agricole

- Elaboration du Schéma Directeur du Secteur du Développement Rural en avril 2000 (SDDR)
- Elaboration du Plan Stratégique Opérationnel (PSO) du Développement Rural en août 2000
- Déclaration de la Politique du Développement Rural au Bénin en Juillet 2001

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

Le Plan Stratégique Opérationnel du Schéma Directeur du Développement Agricole et Rural du Bénin (Juillet 2001) comporte entre autres comme objectifs en matière de vulgarisation agricole:

- Favoriser l'accès des femmes à l'information sur les ressources et types d'appui disponibles, ainsi que sur diverses autres opportunités à exploiter, grâce à des canaux et méthodologies permettant de les toucher effectivement
- Développer en partenariat avec les diverses structures concernées un système de diffusion des innovations technologiques et méthodologiques spécifiques aux activités productives et domestiques des femmes rurales dans la perspective d'une réduction de leur charge de travail
- Améliorer la formation par l'élaboration, l'exécution et l'évaluation participatives des thèmes visant à renforcer les capacités et les qualifications des femmes rurales, dans le domaine de la production, de la gestion, de la commercialisation et de l'organisation de micro entreprises rurales
- Apporter un appui constant au renforcement des capacités des structures et agents d'encadrement des femmes rurales
- Œuvrer pour une amélioration durable des conditions de production, à travers des appuis aux organisations féminines rurales, pour la maîtrise progressive des principales filières porteuses de production agricole

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de La Pêche à travers les structures telles que la Direction de la Vulgarisation et de l'Appui aux Organisations paysannes, les Centres d'Action Régionale pour le Développement Rural et l'Institut des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB) sont responsables de la mise en œuvre de la stratégie nationale de vulgarisation agricole.

La note attribuée est 1.

h. Budget

On note une insuffisance de financement des structures étatiques de vulgarisation agricole. La contribution financière de l'Etat au fonctionnement de ces structures a progressivement diminué. Les équipements, infrastructures et matériels sont devenus obsolètes et inadéquats. Toutefois, ce type de financement n'est pas uniquement destiné aux femmes.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

En dépit de l'enthousiasme et de l'engouement pour la vulgarisation agricole qu'il avait suscités, le Projet de Restructuration des Services Agricoles (PRSA) avait conduit à des changements peu efficaces pour générer une vulgarisation agricole plus professionnelle et plus à l'écoute des problèmes spécifiques des femmes rurales.

Les réformes intervenues au niveau du secteur rural par le fait du PRSA ont entraîné d'importants changements tant au niveau de l'Etat que du secteur privé. Au nombre de ces changements on peut noter :

- Le départ ciblé des agents et le gel de recrutement qui se traduisent par une insuffisance quantitative et qualitative de plus en plus prononcée du personnel de vulgarisation agricole. De ce fait, les structures de vulgarisation agricole se trouvent affaiblies dans leurs fonctions d'innovation, d'information et de diffusion de nouvelles technologies. Cette faiblesse de l'encadrement est la conséquence de l'absence d'une politique adéquate de recrutement, de formation du personnel et d'incitation des ONG à la vulgarisation agricole suite à la restructuration des services agricoles.
- Le système de vulgarisation basé sur les Groupes de Contact ne fonctionne plus correctement et le taux d'encadrement des producteurs ne dépasse guère les 10%. Cependant, les ONGs, les Organisations Professionnelles Agricoles et le secteur privé essaient d'améliorer la situation avec des résultats mitigés.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Un certain nombre de recherches et de consultations relatives à la vulgarisation agricole sont effectuées par la Faculté des Sciences Agronomiques et par le Ministère de l'agriculture à travers sa Cellule Femme dans le Développement Agricole et Rural (CFDAR).

La note attribuée est 2.

k. Participation de la société civile

Plusieurs ONGs sont impliquées dans la vulgarisation des technologies au profit des femmes surtout dans le domaine de la transformation des produits agricoles.

La note attribuée est 1.

m. Information et dissémination

Très peu d'actions de dissémination et de vulgarisation ont été réalisées sur l'accès des femmes à la vulgarisation agricole.

La note attribuée est 1.

l. Suivi et évaluation

La Direction de la Programmation et de la Prospective du MAEP

La note attribuée est 1.

C- Accès à la technologie

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

- Le Bénin reconnaît que l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) est une priorité. Les manifestations de cet engagement sont :
- La création d'un Ministère chargé de la Promotion des Technologies Nouvelles et de la Communication
- La création de l'Agence pour la promotion des Nouvelles Technologies, de l'Information et de la Communication (AGENTIC) qui accorde un tarif préférentiel pour la formation des femmes dans le domaine des NTIC,
- La mise en place d'un Programme d'Appui au Secteur des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PASNTIC),
- Elaboration d'un Document des Politiques et Stratégies des TIC au Bénin,
- Etudes Nationales des Perspectives à Long Terme ALAFIA Bénin 2025,
- Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2).

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à l'accès des femmes au NTIC

- Elaboration d'un Document des Politiques et Stratégies des TIC au Bénin adopté par le Gouvernement le 13 février 2003.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

- Développer des applications sectorielles favorables à la dynamisation des activités de tous les secteurs de la vie en prenant en compte la promotion de la jeunesse et du genre,
- Généraliser l'utilisation des TIC à toutes les couches de la population (y compris les femmes) à travers des applications spécifiques et adaptées,
- Garantir l'environnement institutionnel favorable au développement des TIC,
- Introduire les TIC dans le système éducatif

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Ministère chargé de la Communication et de Promotion des Technologies Nouvelles
- Agence pour la promotion des Nouvelles Technologies, de l'Information et de la Communication (AGENTIC) qui accorde un tarif préférentiel pour les formations à l'endroit des femmes dans le domaine des NTIC (20% du tarif nominal),

La note attribuée est 1.

h. Budget

Dans le budget global du Ministère de la Communication et de la Promotion des Technologies Nouvelles (MCPTN), il existe un volet consacré à la promotion des NTIC au Bénin. Il n'y a pas une enveloppe budgétaire consacrée exclusivement à la promotion de l'accès des femmes aux NTIC.

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

- Le personnel du ministère de la communication et de la promotion des technologies nouvelles MCPTN - Le personnel de l'Agence pour la promotion des Nouvelles Technologies, de l'Information et de la Communication (AGENTIC)
- Certains membres du personnel du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire et du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

Un certain nombre de recherches et de consultations ont été effectuées par le MCPTN et divers projets dans le cadre de la promotion des NTIC au Bénin.

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

Un certain nombre d'ONG sont impliquées dans les activités de promotion des NTIC au Bénin. Cependant, très peu d'entre elles ont des actions spécifiquement orientées vers les femmes.

La note attribuée est 1.

I. Information et dissémination

Il n'y a pas eu de campagne d'information et de dissémination concernant ce volet.

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

Le Ministère de la Communication et de la Promotion des Technologies Nouvelles assure le suivi-évaluation dans le domaine de l'accès des femmes aux NTIC

La note attribuée est 1.

D- Accès égal a la terre, droits fonciers

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

En matière de réglementation foncière, le Bénin a adopté :

- La loi N° 65-25 du 14 août 1965 (portant organisation de la propriété foncière au Dahomey)
- La Constitution du 11 décembre 1990 dont les dispositions ne font pas de distinction explicite entre l'homme et la femme en matière de droit de propriété
- Le droit coutumier n'autorise pas la femme dans certaines ethnies à posséder ou à exercer des droits de propriété sur le foncier. La transmission des terres se fait donc de père en fils et il est rare que la femme hérite des terres en milieu rural au Bénin
- Le nouveau Code des Personnes et de la Famille voté récemment par l'Assemblée Nationale prévoit dans ses dispositions une reconnaissance des droits successoraux au conjoint survivant et les mêmes droits successoraux aux filles et aux garçons
- Les conclusions et recommandations de la Conférence de Rio en 1992
- L'Agenda 21 national
- L'Avant-projet de loi relatif au Code Foncier Rural et Domanial a déjà certaines dispositions qui ouvrent des perspectives pour les femmes rurales, notamment l'article 10, qui affirme la vocation de tous les béninois à accéder aux terres agricoles sans discrimination de sexe dans les conditions prévues par les lois et règlements.

La note attribuée est 1.

d. Engagement politique

- Dans sa déclaration de politique de développement rural (Juillet 2001) le gouvernement s'est engagé à favoriser l'accès des femmes à la terre et à réviser le Code Foncier en vigueur jusque-là.

La note attribuée est 1.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à l'accès égal des femmes et hommes à la terre, droits fonciers

- Elaboration et expérimentation du Plan Foncier Rural en vue de la sécurisation foncière,
- Elaboration d'un projet de loi portant Régime Foncier Rural

La note attribuée est 1.

f. Objectifs fixés

Dans la déclaration de politique de développement rural (Juillet 2001), un des objectifs était de :

- Définir une politique sur le foncier qui met en évidence la nécessité de tenir compte de tous les acteurs particulièrement les femmes pour lesquelles l'accès à la terre doit être facilité,
- Inscrire dans l'Avant Projet de Code foncier rural domanial, des dispositions garantissant de façon explicite aux femmes le droit à la succession de leurs ascendants ou conjoints sur les terres rurales et d'autres clauses qui sécurisent davantage,
- Susciter ensemble avec les autres ministères concernés un plaidoyer auprès du Gouvernement et de l'Assemblée Nationale en vue de l'accélération du processus d'adoption de ce Code et de sa mise en application,
- Etudier les mécanismes pouvant permettre d'intervenir en faveur des femmes dans les régimes fonciers ruraux aux fins de négociations à mener avec les communautés de base, notamment dans le cadre de l'aménagement des bas-fonds et des délimitations des aires de cultures dans les zones forestières. A cet égard, les actions d'aménagement participatif entreprises par divers projets devront se poursuivre dans le sens d'une meilleure prise en compte des femmes dans la répartition des terres,
- Soutenir la mise en place de crédits fonciers pour l'acquisition en propriété des terres par les femmes partout où cela est faisable. Le plan proposé par le PAGER et quelques expériences déjà menées par ailleurs pourront être valorisées à cet effet,
- Proposer et suivre la mise en œuvre de la redistribution des terres du domaine privé ou public de l'Etat aux agriculteurs sans terre à titre préférentiel notamment aux femmes,
- Entreprendre des négociations avec les chefs de terre et/ou propriétaires terriens pour accorder des baux à long terme aux femmes individuelles et à leurs organisations,
- Mener des campagnes de sensibilisation auprès des hommes des communautés villageoises disposant encore des potentialités foncières, pour favoriser l'accès des femmes à la propriété foncière.

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Le MAEP à travers ses structures décentralisées,
- Un Comité Interministériel de Suivi a été mis en place par le Gouvernement en tant que partie prenante avec la collaboration du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité pour suivre les recommandations du Projet du Plan Foncier Rural.

La note attribuée est 2.

h. Budget

Il existe dans le budget du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, une ligne budgétaire destinée à promouvoir l'approche genre y compris l'accès des femmes à la terre.

La note attribuée est 1.

i. Ressources humaines

Un comité d'experts chargé de rédiger le Code Foncier et de le faire adopter par le parlement.

La note attribuée est 1.

j. Recherche & consultations

De nombreuses recherches et consultations ont été effectuées dans le cadre de l'accès à la terre par la Direction de la Programmation et de la Prospective du MAEP à travers la Cellule « Femmes dans le Développement Agricole et Rural (CFDAR).

La note attribuée est 1.

k. Participation de la société civile

Très peu d'ONGs sont impliquées dans les activités de l'accès des femmes à la terre.

La note attribuée est 1.

l. Information et dissémination

Il n'y a pas de campagne d'information et de dissémination.

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

- Direction de la programmation et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.
- Un Comité Interministériel de Suivi a été mis en place par le Gouvernement en tant que partie prenante avec la collaboration du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité pour suivre les recommandations du Projet du Plan Foncier Rural.

La note attribuée est 1.

No 011 B23 B22

3.2.4. Pouvoir politique

3.2.4.1. Existence d'un ministère chargé de la promotion de la femme

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Pas de rapport

La note attribuée est 0.

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

La République du Bénin a pris l'engagement en faveur de la création de mécanismes nationaux efficaces et accessibles de promotion de la femme comme en témoignent les actions suivantes :

- Création d'un ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité (MFPSS) en 2001
- Adoption d'un document portant politique nationale de promotion de la femme (PNPF)
- Elaboration et adoption d'un plan d'action multisectoriel pour la mise en œuvre de la PNPF en 2001

La note attribuée est 2.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives aux femmes

- Document de Politique Nationale de Promotion de la Femme adopté en 2001
- Plan d'action multisectoriel pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme adopté en 2002
- Programme d'Action du Gouvernement 2001-2006 (PAG 2) qui comporte un certain nombre de dispositions permettant aux femmes d'apporter à la construction nationale, leur savoir, leur savoir-faire et leur savoir-être.

La note attribuée est 2.

f. Objectifs fixés

- Améliorer les conditions de vie de la femme béninoise par le renforcement de ses capacités d'action au plan social, culturel, juridique et économique.
- Contribuer à la réduction à court terme et à l'éradication à long terme des disparités entre l'homme et la femme dans tous les secteurs d'activités pour un développement équitable et durable
- Développer des politiques, des stratégies, des actions et des activités pour la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la femme béninoise centrée sur l'approche genre

La note attribuée est 2.

g. Mécanisme institutionnel

- Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité à travers la direction de la promotion de la femme ;

- should be separate indicator

- La commission nationale d'appui à la promotion de la femme ;
- Désignation de points focaux au niveau des départements ministériels pour faire connaître l'approche genre et œuvrer à la promotion de la femme béninoise.

La note attribuée est 2. 1

h. Budget

- Au MFPSS, une ligne budgétaire est allouée à la promotion de la femme béninoise et de l'approche genre de même que le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche qui dispose d'une ligne budgétaire consacrée aux femmes rurales.
- Il existe aussi une ligne budgétaire au ministère des enseignements primaire et secondaire pour la promotion de la scolarisation des filles.

La note attribuée est 1. 0

i. Ressources humaines

- Personnel du MFPSS
- Les points focaux genre des ministères
- La cellule femme dans le développement agricole et durable (CFDAR) du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche,
- Les Responsables des Centres de Promotion Sociale (CPS) et les Commissions Départementales pour la Promotion de la Femme (CDPF).

La note attribuée est 2. 1

j. Recherches & consultations

De nombreuses recherches et consultations ont été effectuées sur la situation de la femme béninoise et les stratégies pour sa promotion

La note attribuée est 2. 0 (plus)

k. Participation de la société civile

Nous pouvons mentionner :

- L'implication d'un réseau de 34 ONGs,
- la Commission Nationale de Promotion de la Femme composée des sages-femmes, des confessions religieuses, des associations, des ONGs œuvrant en faveur des femmes.

Plusieurs ONG et réseaux d'ONGs sont activement impliqués dans les activités de promotion de la femme au Bénin.

La note attribuée est 2. 0

l. Information et dissémination

De nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation sur la situation de la femme et sur l'approche genre ont été organisées sur toute l'étendue du territoire nationale et plusieurs plaquettes, dépliants, affiches, agenda de la femme ont été réalisés. 0

La note attribuée est 2.

m. Suivi et évaluation

La Direction de la programmation et de la prospective du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité et les DPP des divers ministères impliqués.

La note attribuée est 2.

3.2.4.2. Appui aux quotas et à l'action affirmative en faveur des femmes

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

c. Engagement politique

Il n'y a pas d'engagement politique

La note attribuée est 0.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives au quota et à l'action affirmative en faveur des femmes

Il n'existe aucun plan

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Il n'y a pas d'objectifs fixés

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

Il n'y a aucun mécanisme institutionnel

La note attribuée est 0.

h. Budget

Il n'y a pas de budget

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Il n'y a pas de ressources humaines

La note attribuée est 0.

j. Recherche & consultations

Il n'y a pas de recherche et consultations.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Quelques ONGs plaident en faveur de l'appui au quota à l'action affirmative en faveur des femmes.

La note attribuée est 0.

l. Information et dissémination

Il n'y a pas d'information ni de dissémination

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

Il n'y a pas de mécanisme de suivi-évaluation

La note attribuée est 0.

3.2.4.3. Part des femmes au niveau des postes de décision au parlement et dans les ministères

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Aucune loi ou mesure juridique n'existe

La note attribuée est 0

d. Engagement politique

Il n'y a pas d'engagement politique

La note attribuée est 0.

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à la part des femmes au niveau des postes de décision au parlement et dans les ministères

Il n'existe aucun plan

La note attribuée est 0.

f. Objectifs fixés

Il n'y a pas d'objectifs clairement fixés

La note attribuée est 0.

g. Mécanisme institutionnel

Il n'y a aucun mécanisme institutionnel

La note attribuée est 0.

h. Budget

Il n'y a pas de budget

La note attribuée est 0.

i. Ressources humaines

Il n'y a pas de ressources humaines

La note attribuée est 0.

j. Recherche & consultations

Il n'y a pas de recherche et consultations sur cette préoccupation.

La note attribuée est 0.

k. Participation de la société civile

Quelques ONGs plaident en faveur de la participation des femmes aux postes de décisions au parlement et dans les ministères.

La note attribuée est 0.

l. Information et dissémination

Il n'y a pas d'information ni de dissémination

La note attribuée est 0.

m. Suivi et évaluation

Il n'y a pas de mécanisme de suivi-évaluation.

La note attribuée est de 0.

3.2.4.4. Prise en compte du genre dans tous les départements des services publics

a. Ratification

Sans objet

b. Etablissement de rapports

Sans objet

c. Loi ou autre mesure juridique

Sans objet

d. Engagement politique

- Inscription d'un domaine « Jeunesse, Genre et Développement » dans le PAG 2 2001-2006
- Adoption en Janvier 2001 de la Politique Nationale de Promotion de la Femme (PNPF)

- Adoption en Juillet 2002 du Plan d'Action Multisectoriel de la PNPF axé essentiellement sur l'approche genre
- Installation en 2002 de la Commission Nationale de Promotion de la Femme (CNPF) et en 2003 des Commissions Départementales de Promotion de la Femme (CDPF)
- Adoption en 2002 de la Politique Nationale de Promotion de la Femme dans le Secteur Agricole et Rural
- Mise en place des points focaux genre dans les tous les ministères ;
- Intégration de la perspective « Genre » dans toutes les politiques, tous les plans et les programmes de tous les secteurs de l'Etat

La note attribuée est 2. *Λ*

e. Elaboration d'un plan de prise en compte des questions relatives à la prise en compte du genre dans tous les départements des services publics

- Elaboration et adoption en Juillet 2002 du Plan d'Action Multisectoriel de la Politique Nationale de Promotion de la Femme
- Elaboration et adoption en 2002 d'un document de Politique Nationale de Promotion de la Femme dans le Secteur Agricole et Rural
- Elaboration d'un programme de renforcement des capacités du personnel de l'administration publique pour la prise en compte de la dimension genre dans les différents plans et stratégies de leur secteur respectif,

La note attribuée est 2. *Λ*

f. Objectifs fixés

- Améliorer les conditions de vie de la femme par le renforcement de ses capacités d'action au plan social, culturel, juridique et économique.
- Contribuer à la réduction à court terme et à l'éradication à long terme des disparités entre l'homme et la femme dans tous les secteurs d'activités pour un développement équitable et durable
- Développer des politiques, des stratégies, des actions et des activités pour la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la femme centrée sur l'approche genre

La note attribuée est 2. *Λ*

g. Mécanisme institutionnel

Les mécanismes institutionnels chargés de la mise en œuvre du cadre de la politique nationale genre comportent 4 piliers:

- Mécanismes de coordination,
- Mécanismes de reddition,
- Mécanismes de coordination chargés d'intégrer l'approche « genre » dans tous les secteurs au niveau national, départemental, et communal ainsi que dans les activités des OGNs,
- Mécanismes de reddition devant veiller à ce que le gouvernement prenne en compte les besoins des femmes dans les politiques, programmes et activités du développement.

La note attribuée est 2. *Λ*

h. Budget

Il existe une ligne budgétaire pour la promotion de l'approche genre dans la plupart des ministères.

La note attribuée est 1. 2

i. Ressources humaines

- Points focaux genre de tous les ministères
- Personnel du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité
- Membres de la Commission Nationale de Promotion de la Femme (CNPF) et des Commissions Départementales de Promotion de la Femme (CDPF)

La note attribuée est 2. 12

j. Recherche & consultations

- De nombreuses recherches et consultations ont été commanditées dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche « Genre et Développement » au Bénin

La note attribuée est 2. 0 (pénalité)

k. Participation de la société civile

- Plusieurs ONGs et réseaux d'ONG sont impliquées dans les activités de promotion de l'approche « Genre et Développement » au Bénin

La note attribuée est 2. 0

l. Information et dissémination

Une mise en place effective des mécanismes institutionnels qui, dans le contexte du Bénin, portent une double casquette : celle de la structure de coordination et du mécanisme de réédition.

La note attribuée est 2. 0

m. Suivi et évaluation

La Commission Nationale de Promotion de la Femme (CNPF) installée en 2002 et les Commissions Départementales de Promotion de la Femme (CDPF) installées en 2003 sont les structures de coordination, de suivi et d'évaluation de toutes les actions de promotion du genre au Bénin

La note attribuée est 2. 10

3.3. Synthèse : le TBPFA

Le Tableau 1 et les figures 1 et 2 résument les principaux efforts accomplis en matière de promotion de la femme au Bénin.

La Figure 1 relative au score de l'axe vertical du TBPFA montre que les domaines où les progrès accomplis sont excellents et méritent d'être encouragés sont :

- La prise en compte du genre dans tous les départements de l'administration (95%)
- Les infections sexuellement transmises (91%).
- L'existence d'un Ministère chargé de la promotion de la femme (86%)
- Le VIH/SIDA (82%)
- L'article 2 de la CEDEF (81%)
- Le programme d'action de Beijing (79%)
- La mortalité maternelle (77%)
- Contraception (73%)

Soit au total neuf (08) domaines sur 30

Les domaines où les progrès accomplis sont notables sont les suivants :

- Accès des femmes aux services de vulgarisation (70%)
- Ratification sans réserve de la CEDEF (65%)
- Féminisation des stratégies de réduction de la pauvreté (60%)
- Politique relative aux abandons scolaires des filles (60%)
- Code de bonne pratique de l'OIT sur le VIH/SIDA (59%)
- Convention 100 (58%)
- Accès à la technologie (55%)
- Accès égal à la terre (55%)
- Convention 111 (54%)
- Charte africaine des droits de l'enfant (50%)
- Le protocole sur les droits de la femme de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (46%)
- Protocole optionnel de la CEDEF (50%)

Soit au total neuf (12) domaines sur 30

Les domaines où les efforts accomplis sont insuffisants sont :

- Article 16 de la CEDEF (42%)
- Education relative aux droits de l'homme, y compris ceux des femmes 140%)
- Convention 183 (35%)
- Violence au foyer (33%)
- Viol (33%)
- Traites des femmes (33%)

Soit au total sept (06) domaines sur 30.

Les domaines où l'on note peu ou pas d'efforts accomplis en vue de promouvoir la femme sont :

- Harcèlement sexuel (13 %)

- Déclaration d'Abudja sur le VIH/SIDA et les femmes (0%)
- Appui aux quotas et à l'action affirmative en faveur des femmes (0%)
- Promotion des femmes aux postes de décideurs au parlement et dans les ministères (0%)

Soit au total cinq (04) domaines sur 30

L'observation de la Figure 2 relative au score de l'axe horizontal du TBPFA montre que les aspects des domaines de promotion de la femme où des progrès notables ont été accomplis par le Bénin sont :

- La ratification de chartes et conventions (83%)
- L'engagement politique (77%)
- Les objectifs (67%)
- Les mécanismes institutionnels (60%)
- Les lois ou autres mesures juridiques (55%)
- Les ressources humaines (53%)
- L'information et la diffusion (50%)
- L'élaboration de plan (50%)

Soit au total six (08) aspects sur 13

Les aspects où les efforts accomplis sont très insuffisants sont :

- La participation de la société civile (48%)
- Le suivi-évaluation (37%)
- Le budget (37%)
- Les recherches et consultations (35%)
- Les rapports (23 %)

Soit quatre (05) aspects sur 13.

		Ratification	Rapports	Loi	Engagement	Elaboration d'un plan	Objectifs	Mécanisme institutionnel	Budget	Ressources humaines	Recherche et consultation de la société	Information & diffusion	Suivi &évaluation	Total	%
DROITS DE LA FEMME	CEDEF		2	1	2	1	1	1	1	1	1	2	1	17	65
		Ratification sans réserve													
		Protocole optionnel	2	x	x	x	x	x	x	x	x	0	x	2	50
		Art 2	2	1	2	2	2	2	0	1	2	2	1	21	81
SOCIAL	Charte africaine des droits de l'homme et des peuples – Protocole sur les droits de la femme	Art 16	2	1	1	1	2	1	0	0	0	1	0	11	42
			1	x	1	1	2	0	1	1	0	1	2	12	46
		Programme d'action de Beijing	x	1	2	2	2	2	1	1	2	2	1	19	79
		Violence au foyer	x	0	1	2	0	1	0	1	0	1	2	8	33
ECONOMIQUE	Violence à l'égard des femmes	Viol	x	0	1	2	0	1	0	1	0	1	0	8	33
		Harcèlement sexuel	x	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	3	13
		Traite des femmes	2	0	2	1	0	1	0	1	0	1	0	9	33
		Charte africaine des droits de l'enfant (art. XXVII)	2	0	1	2	0	1	1	1	1	1	1	13	50
POLITIQUE	Santé PA-CIPD Beijing +%	Infections sexuellement transmises	x	x	2	2	2	2	2	2	1	2	1	20	91
		VIH/SIDA	x	x	1	2	2	2	2	2	1	2	1	18	82
		Mortalité maternelle	x	x	2	2	2	2	1	1	1	1	2	17	77
		Contraception	x	x	2	2	2	2	1	1	1	2	1	16	73
POLITIQUE	Education	Déclaration d'Abuja de 2001 sur le HIV/SIDA et les femmes	x	x	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Politique relative aux abandons scolaires des filles	x	x	1	2	2	1	1	1	1	1	1	13	60
		Education relative aux droits de l'homme et de la femme	x	x	x	2	0	1	0	1	0	1	1	8	40
		Convention 100	2	0	2	2	0	2	1	2	0	1	1	15	58
POLITIQUE	BIT	Convention 111	2	0	2	2	0	2	1	2	0	0	1	14	54
		Convention 183	0	0	2	2	0	2	1	1	0	0	1	9	35
		Politique de lutte contre le VIH/SIDA	x	x	0	1	1	2	1	2	1	2	0	13	59
		Féminiser les stratégies de lutte contre la pauvreté	x	x	x	2	2	2	1	1	1	0	1	13	60
POLITIQUE	NEPAD	Accès aux services de vulgarisation agricole	x	x	x	2	2	2	1	1	2	1	1	14	70
		Accès à la technologie	x	x	x	2	2	2	1	1	1	1	1	11	55
		Accès égal à la terre	x	x	1	1	1	2	1	1	1	0	1	12	55
		Mécanisme national efficace et accessible relatif au PA de Beijing	x	0	x	2	2	2	1	2	2	2	2	19	86
POLITIQUE	Politiques	Appui aux quotas et à l'action affirmative en faveur des femmes	x	x	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Postes de décideurs au parlement ou dans les ministères	x	x	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

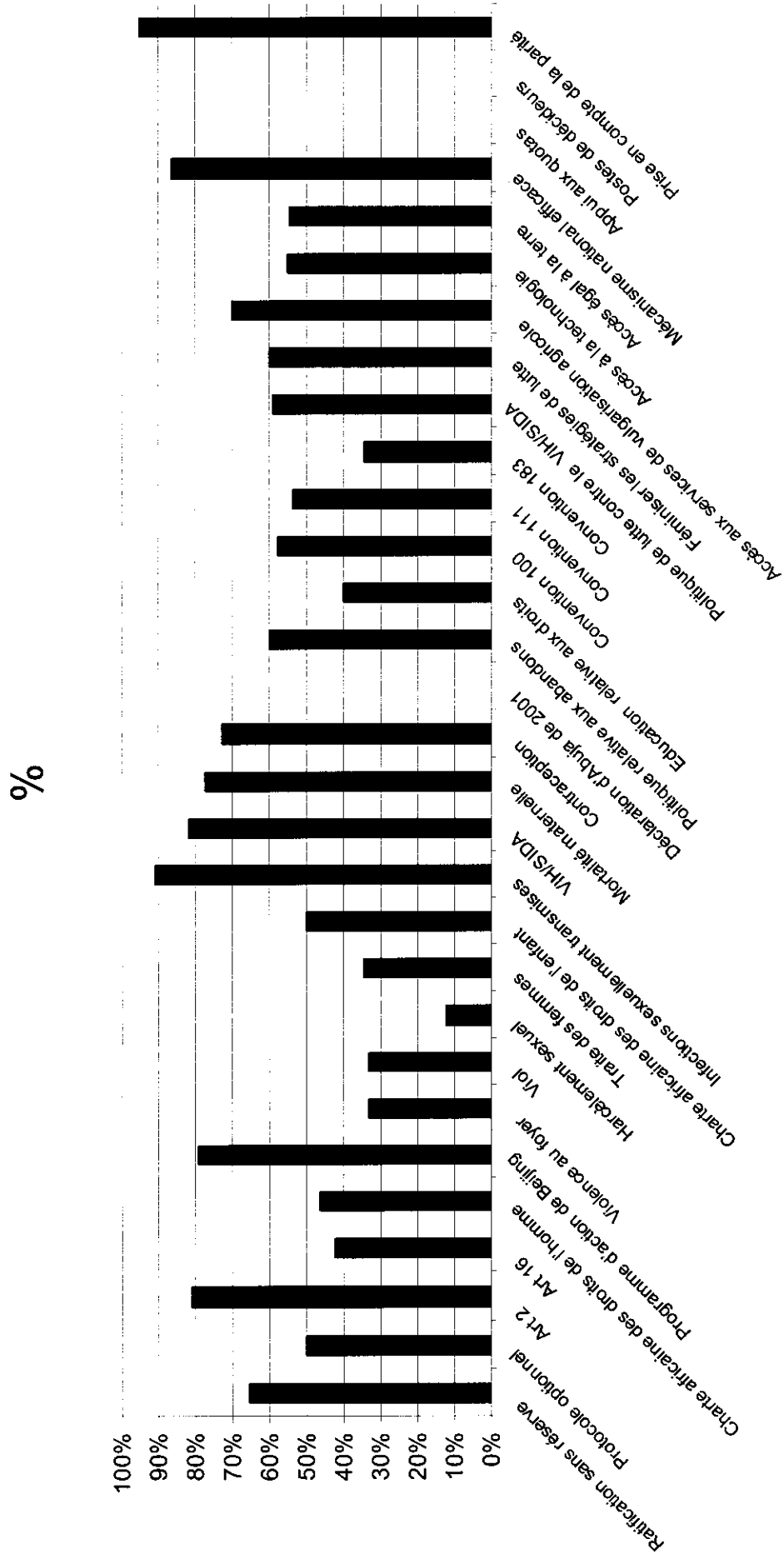


Figure 1 : Score axe vertical du TBPFA

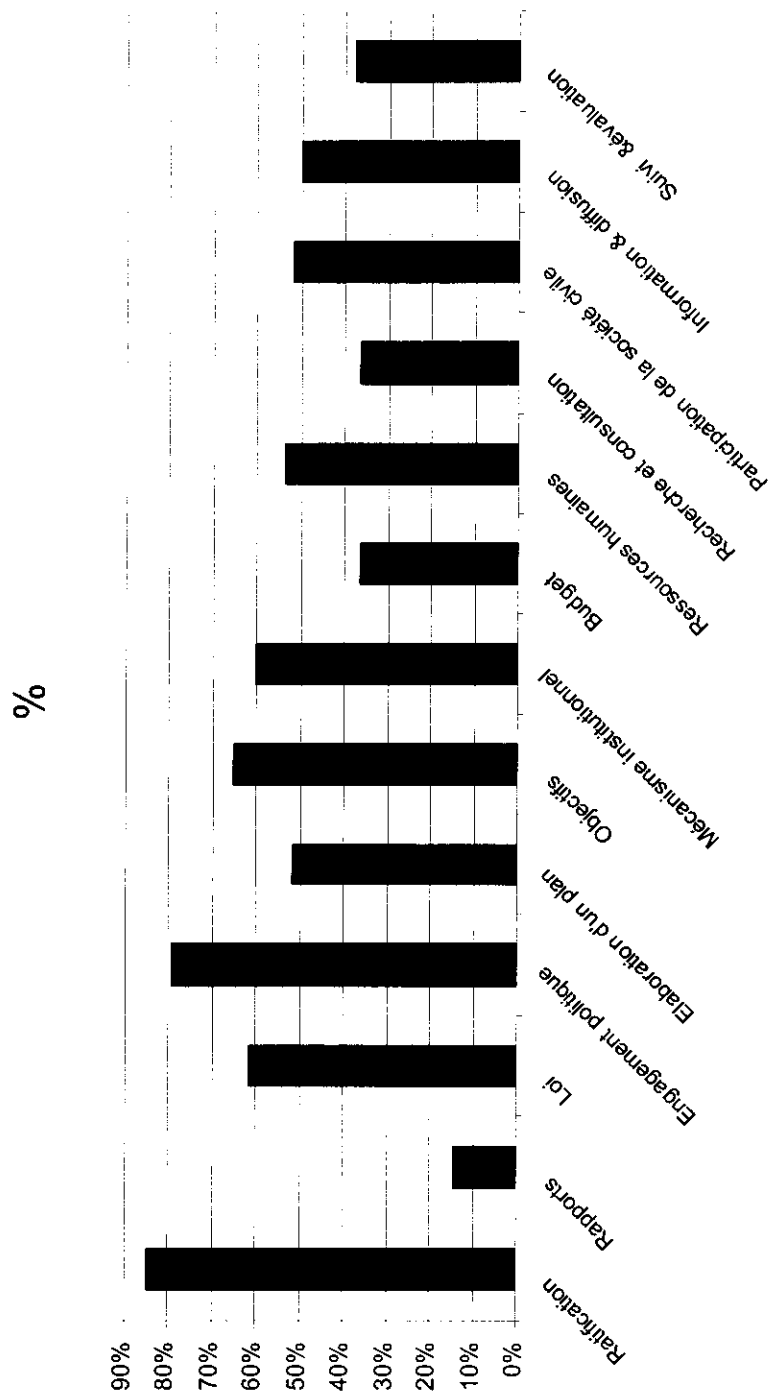


Figure 2 : Score axe horizontal du TBPFA

Sur la base des résultats ci-dessus présentés, les domaines dans lesquels des défis importants restent à relever par le Bénin sont :

- La promotion des femmes aux postes de décideurs au parlement et dans les ministères ;
- L'appui aux quotas et à l'action de discrimination positive en faveur des femmes ;
- La déclaration d'Abudja sur le VIH/SIDA et les femmes ;
- L'harcèlement sexuel ;

De façon générale, il importe dans tous les domaines de mettre un accent particulier sur les textes et conventions adoptés par le Bénin en matière de promotion de la femme :

- L'établissement des rapports sur les conventions ratifiées où cela est exigé. Ceci permettrait de suivre les difficultés de mise en œuvre ;
- La mise à disposition des structures de promotion des ressources humaines et budgétaires adéquates. Il ne sert à rien de mettre un dispositif institutionnel qui ne peut fonctionner faute de moyens adéquats ;
- Le suivi-évaluation. Lorsqu'il n'existe pas un mécanisme fonctionnel et des indicateurs précis pour mesurer les progrès accomplis et le chemin qui reste à parcourir, il est difficile de corriger à temps les erreurs et de garantir les résultats attendus.

Par ailleurs, il existe des domaines où des efforts méritent d'être renforcés. Il s'agit de :

- L'élaboration des plans ;
- Les ressources humaines ;
- Les recherches et consultations
- L'information et la diffusion

Conclusion

L'élaboration de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les sexes permet de mesurer tout le chemin qui reste à parcourir pour assurer la promotion de la femme dans les différents pays de la phase pilote.

La collecte des données pour la construction de l'indice de condition de la femme a permis de constater que de nombreux indicateurs pour apprécier l'écart entre les hommes et les femmes n'existent pas. Or pour définir une stratégie correcte envers les deux composantes de la société, on devrait avoir des données désagrégées par sexe et par milieu (milieu rural et milieu urbain). En dépit de cette insuffisance très importante pour l'appréciation de la situation de la femme, on constate néanmoins des écarts très importants entre les indicateurs des hommes et des femmes. Des défis très importants sont à relever parmi lesquels le problème de l'éducation devrait être une priorité pour tout gouvernement qui veut faire la promotion de la femme. Le faible éducation limite l'accès des femmes aux opportunités de marché et au pouvoir. En effet, très peu de femmes ont accès au pouvoir économique et au pouvoir politique.

Cette proportion est rendue encore plus insignifiante par le fait que le choix des femmes aux postes de décision se fait généralement dans un groupe très restreint de femmes. Mais les intentions des différents gouvernements depuis 1990 sont favorables à la promotion. Nous n'en voulons pour preuve que tous les textes et lois ratifiés par le Bénin au niveau national et international. De nombreuses dispositions existent en faveur de la femme béninoise mais elles sont très peu vulgarisées d'où une méconnaissance réelle des droits de la femme.

Les défis à relever sont encore énormes, ils tournent autour :

- de l'accès des femmes à l'éducation, aux opportunités de marché, et au pouvoir politique et économique,
- de la constitution d'une base de données désagrégées par sexe et par ministère,
- de la production de base de données désagrégées par sexe et par région pour toutes les statistiques nationales ou régionales. C'est seulement à ces conditions qu'on pourrait définir de meilleures stratégies pour la promotion de la femme béninoise.
- La formation généralisée en genre, en techniques d'élaboration des projets selon l'approche genre à tous les niveaux,
- L'appropriation du programme de suivi et d'évaluation par le gouvernement, les ministères et les ONG s'impose car elle permettra de mesurer le niveau de progrès accompli , dans la mise en oeuvre des différents programmes et surtout du plan d'action nationale de la femme
- La formation des planificateurs et des comptables pour les rendre sensibles à la question du genre,
- La constitution d'une base de données permanente dans tous les ministères, notamment au MFPSS pour les indicateurs de genre,
- Le recrutement d'un ou deux statisticien(ne)s ou d'une statisticienne spécialisé(e)s dans la collecte de données désagrégées par sexe pour une actualisation de cette base.

ANNEXE 1 : Personnes-ressources enquêtées

Nom et Prénoms	Sexe	Fonctions
Adjibodou Ep. Makoutodé Jeanne	F	Economiste gestionnaire/Point focal et chargée du suivi-évaluation de la mise en œuvre de la plate-forme de Beijing
AFOUDA Marie-Françoise	F	Point focal genre MESRS
Alidou-Deen Aïchatou	F	Responsable CFDAR
Biga Alassane	M	Directeur de la Famille, de l'Enfance et de l'Adolescence
Comlanvi M. Marie-Odile	F	Chargée de Politique sectorielle de promotion de la femme au MAEP
Houngbédji S. Isidore	M	CT/statistiques judiciaires
Idohou Léontine	F	Point focal genre à RIFONGA
Inoussa Olodo Sarafatou	F	Sociologue, CT au MFPSS
Kouikoui Nestor	M	Statisticien DPP/MSP
Koukoui Prosper	M	Directeur Adjoint du Contentieux et Affaires Disciplinaires
Kpoffon Luc	M	Chargé communication et statistiques (CFADAR/DPP/MAEP
Laleye Léonard	M	DA/Promotion de la femme/MFPSS
Parapé Mohamed	M	DPP/MFPSS
Tossou Didier William	M	SSA/MFPTRA/ Point focal genre
Vignon A. Albertine	F	DA/Direction du Développement Social et de la Solidarité
Gbédo Elise	F	Avocate / AFJB
Noutais Holo Grâce	F	Avocate / Enseignante à l'UAC
Ayémona Houngan Claire	F	Magistrate / Ancien Ministre de la Famille et des Affaires Sociales
Alexandrine	F	FNUAP / Responsable du Genre
Nougbodé	F	Magistrate / Présidente de la Haute Cour de Justice
Jeanne Makoutodé	F	Ministère du Commerce / Point focal Genre

ANNEXE 2 : Personnes-ressources

Nom et Prénoms	Sexe	Fonctions
ABIASSI Erick	M	Agro-économiste

ANNEXE 3 : Liste des assistants de recherche

Nom et Prénoms	Sexe	Fonctions
Gracia ADJINACOU	F	Statisticienne
Roméo GANSEY	M	Statisticien

ANNEXE 4 : Liste des consultants

Nom et Prénoms	Sexe	Fonctions
Marie-Odile ATTANASSO	F	Economiste Démographe : Consultante Principale Expert en Genre et développement
Franck Monsédé ADOHO	M	Statisticien Planificateur
Albert HONLONKOU	M	Agro-économiste
Hortentia ACACHA	F	Agro-économiste Expert en Développement

ANNEXE 5 : Historique politique

Avant la colonisation

La littérature africaine nous a informé sur la situation de la femme africaine et spécialement béninoise de cette époque. Selon ces auteurs (Jean Pliya en particulier), la femme était une figure de proue, celle qui était respectée, épanouie et qui trouvait pleinement sa place dans les décisions prises au sein de sa société. Elle était consultée dans le cas du mariage de ses filles et pour l'éducation de ses enfants. A cette époque, les femmes étaient beaucoup plus étudiées du point de vue de leur féminité, de leur douceur, de leur souplesse, et de leur beauté.

Leur rôle au sein de la société béninoise était assez diffus. Mais la littérature orale de ces temps nous renseigne sur l'organisation de la cour royale et indiquait par exemple que la mère du roi avait un droit de regard dans les décisions prises au niveau de la cour royale. Elle représentait aussi une autorité de rang magistral et assez écoutée. De même, à la mort de la mère du roi, des cérémonies spécifiques sont organisées pour des hommages de classe exceptionnelle.

Un certain nombre de postes non moins importants étaient destinés aux femmes de la cour royale.

Bien qu'aucune recherche spécifique n'ait été effectuée pour comprendre et analyser la position de la femme du point de vue des rapports sociaux de sexe à cette époque là, beaucoup d'auteurs pensent que les femmes de cette période étaient socialement plus considérées au sein de leur société du point de vue de l'analyse selon l'approche genre et développement.

Pendant la colonisation

Pendant la colonisation, c'était les hommes qui étaient déportés vers l'extérieur et les femmes étaient laissées. Les hommes ayant une bonne santé et un bon physique étaient ceux qui étaient les plus recherchés par le colonisateur pour servir de main d'œuvre dans les plantations. Des femmes étaient également sélectionnées pour la reproduction. Toutefois, on pouvait noter que la valeur marchande de l'homme était supérieure à celle de la femme. Cette ségrégation que le colonisateur faisait dans le choix de ces esclaves a engendré des effets sur le plan démographique, social et économique: l'Afrique a été vidée de ses bras valides.

De 1960 à 1972

Cette période a été assez mouvementée compte tenu de plusieurs coups d'Etat qui n'ont pas vraiment facilité l'ascension des femmes dans la sphère publique et dans certaines instances de prise de décision.

Différents régimes se sont succédés depuis l'indépendance en République du Bénin. Ils se présentent dans l'ordre chronologique comme suit :

- 1- Monsieur Hubert MAGA (1960 à 1963)
- 2- Colonel Christophe SOGLO (1963 à 1964)
- 3- Monsieur Sourou Migan APITHY (1964 à 1965)
- 4- Monsieur Congacou TAHIROU (novembre à décembre 1965)
- 5- Général Christophe SOGLO (1965 à 1967)
- 6- Colonel Alphonse ALLEY (1967 à 1968)
- 7- Docteur Émile Derlin ZINSOU (1968 à 1969)
- 8- Lieutenant-colonel Maurice KOUANDETE (décembre 1969)
- 9- Lieutenant-colonel Paul Émile de SOUZA (1969 à 1970)

- 10- Monsieur Hubert MAGA (1970 à 1972)
- 11- Chef de bataillon Mathieu KEREKOU (1972 à 1991)
- 12- Monsieur Nicéphore Dieudonné SOGLO (1991 à 1996)
- 13- Général Mathieu KEREKOU (du 4 avril 1996 à mars 2001)
- 14- Général Mathieu KEREKOU (depuis mars 2001)

La durée des régimes était assez courte (la plus courte avait une durée de 24h) pour permettre vraiment d'atteindre un niveau de stabilité politique, économique, puis social. En 1969, une femme du nom de BĚHANZIN, a été membre de l'assemblée nationale du pays. Beaucoup de femmes, épouses des autorités politiques de cette période ont fait remarquer qu'elles ont influencé, sans être en avant-garde, certaines décisions prises par les hommes (Madame AHOMADEGBE, Madame De SOUZA)

Au début des années 80

Le statut de la femme était marqué par une dualité du droit applicable avec coexistence des dispositions du Code Civil Napoléon et des normes coutumières transcrites dans le « Droit Coutumier » du 19 mars 1931. La prédominance revenait au droit coutumier, hostile aux objectifs de reconnaissance et de protection des droits et intérêts des femmes. En effet, le droit coutumier faisait de la femme un être plus sujet que titulaire de droits, une mineure toujours placée, dans les rapports sociaux sous la tutelle de l'homme, fût-il père, mari, frère ou fils.

Il a fallu l'adoption en 1977 d'une loi fondamentale garantissant en son article 124 que la « femme en République Populaire du Bénin est en droit l'égale de l'homme au point de vue politique, économique, culturel, social et familial » pour offrir aux femmes du Bénin un instrument juridique fondamental de promotion de leurs droits. Ainsi, la Loi Fondamentale de 1977 de la République Populaire du Bénin a pu proclamer en son article 124 pour la première fois au Bénin le principe constitutionnel de l'égalité juridique de l'homme et de la femme confirmé en 1990 par la Constitution actuelle de la République du Bénin en son article 126 qui stipule :

- « L'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale,
- L'homme et la femme sont égaux en droit,
- L'Etat protège la famille et particulièrement la mère et l'enfant. Il veille sur les handicapés et les personnes âgées ».

La tendance politique était donc favorable à l'amélioration du statut de la femme et diverses mesures ont été alors prises pour encourager la participation des femmes à la gestion des affaires publiques. Parmi, celles-ci ; les lois instituant un système électoral et de représentation par quotas des diverses catégories socioprofessionnelles étaient favorables à la percée des femmes à l'Assemblée Nationale et dans les divers conseils régionaux et locaux.

Evolution depuis le début des années 80

Le diagnostic d'ensemble de l'évolution de la situation de la femme béninoise des années 80 à nos jours fait apparaître la persistance de la plupart des contraintes mises en évidence au début des années 1980 qui freinent la promotion de la femme. Quelques progrès ont toutefois été enregistrés sur un certain nombre de plans qui constituent des bases d'appui pour progresser dans les actions en vue de la promotion de la femme au Bénin.

Malgré les déclarations d'intention de tous les gouvernants qui se sont succédés en affirmant leur volonté d'améliorer la situation des femmes, les femmes demeurent encore très peu nombreuses à

occuper des postes de responsabilité au niveau du pouvoir législatif, exécutif, judiciaire, dans les médias, les ONG et les partis politiques.

Depuis 1980, divers programmes, projets et réalisations dans le domaine de la promotion de l'intégration de la femme au développement ont été initiés par les services techniques étatiques ou non étatiques avec l'appui des projets et programmes de coopération bilatérale ou multilatérale. Deux moments peuvent être distingués : la situation qui a prévalu de 1980 à 1990 et la situation depuis les années 1990.

Par rapport à la première période, le Parti Unique au pouvoir dirigeait l'Etat et donnait en tant que tel l'impulsion centrale à la direction des activités de promotion de la femme aux niveaux local et national, à travers les organisations de masse de parti pour les femmes, les jeunes et syndicats. Aucun mécanisme spécifique d'intégration et de coordination n'était aménagé.

Les préoccupations des femmes étaient saisies et réglées dans le cadre des attributions dévolues aux services techniques compétents dans la masse des problèmes nationaux. Ainsi, la plupart des interventions étaient animées notamment par l'Organisation des Femmes Révolutionnaires du Bénin (ORFB), les services techniques du développement Rural, du Travail, de l'Emploi et des Affaires Sociales et du Ministère de la Santé.

L'ORFB a ainsi initié et démarré des projets de coopératives de femmes d'éducation à la vie famille. La promotion des activités des femmes rurales était assurée par l'Office National pour la Promotion des Activités des Femmes Rurales (ONPAFR) relevant du Ministère du Développement Rural et continue de l'être par le même organisme devenu actuellement le Service Pour la Promotion des Activités des Femmes Rurales (SPAFR). Dans le domaine de la promotion sociale, le Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires Sociales à travers la Direction des Affaires Sociales met depuis toujours en œuvre une politique d'assistance aux initiatives des couches défavorisées parmi lesquelles les femmes viennent en première position. En matière d'amélioration des conditions de vie et de santé des femmes, le Ministère de la Santé Publique, chargée de la protection de la Santé Maternelle et Infantile a initié des actions basées principalement sur la méthode d'Information, d'Education et de Communication.

Depuis la fin des années 80 cependant, avec la libéralisation du système politique et économique, à côté des interventions éparées des services techniques ne relevant plus d'une coordination suprême par un parti-Etat, de plus en plus d'ONGs béninoises ou internationales mettent elles aussi directement en œuvre des programmes, projets et actions de promotion de la femme dans diverses domaines d'activités et à différents endroits du territoire.

De 1990 à 1996

Un processus de création d'un cadre institutionnel a démarré en octobre 1990 par la tenue d'un séminaire national sur l'Intégration de la Femme au Processus Global de Développement. Plusieurs facteurs ont contribué à l'émergence des femmes dans la sphère publique. Le Bénin a signé plusieurs conventions internationales sur l'élimination de discrimination entre les femmes et les hommes. Le renouveau démocratique, l'élaboration de la constitution et la création de plusieurs instances judiciaires de contre pouvoir ont contraint l'Etat à prendre certains engagements vis-à-vis de la société civile et de la population. En effet, plusieurs ONGs, associations, bureaux d'étude ont vu le jour et ont pour objectifs de contribuer à l'amélioration de la condition de la femme béninoise. Nous pouvons citer comme exemple, l'Association des Femmes Juristes du Bénin.

Outre cela, des femmes ont été promues comme ambassadeurs, ministres, et hauts cadres de direction et dans les hautes instances juridiques de l'Etat.

La démocratie a aussi favorisé la liberté d'expression, le respect des opinions des autres et l'émergence de plusieurs partis politiques auxquels participent les femmes. Ce cadre politique et institutionnel a suscité un réveil de la problématique du genre dans le contexte national.

Dans ce cadre, le Bénin a une représentante au CEDAW à son siège à New York qui veille à la mise en œuvre effective des conventions signées par le Bénin dans le cadre de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Références bibliographiques

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) (2001), Rapport Final de la mission d'étude sur la viabilité financière des institutions de microfinance (IMF) du Bénin, mars 2001, réalisé par canal Audit 92 p

Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), Bureau International du travail (BIT) 2002 Programme d'appui aux structures mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, Banque de données sur les systèmes financiers décentralisés 2000, Bénin, Dakar, Février 2002., 82 p.

Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), Bureau International du travail (BIT) 2002 Programme d'appui aux structures mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, Banque de données sur les systèmes financiers décentralisés 1999, Bénin, Dakar, Mars 2001, 57 p.

Bureau International du Travail OITSIDA, Notre contribution à la lutte contre la pandémie Le programme de l'OIT sur le VIH /SIDA et le monde de travail (OIT/SIDA), plaquette d'information

Center for reproductive Rights (2003), Réclamons nos droits, survivre à la grossesse et à l'accouchement au Mali, 145p.

Commission économique pour l'Afrique (2002) Indice africain pour le genre et le développement

Commission Nationale pour l'intégration de la Femme au Développement (CN/IFD) (1994), Quatrième conférence mondiale des femmes Pékin 1995, Evolution de la situation de la femme au Bénin, (Rapport National), Cotonou, République du Bénin, Mai 1994. 75 p ;

Dansou B. (2003), La différence de salaire moyen sur le marché du travail au Bénin : un essai de mesure. Université d'Abomey Calavi (UAC), Faculté des Sciences économiques et de gestion (FASEG) mémoire de maîtrise en sciences économiques, option économie 57 p.

Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP) (2001), Inventaire et analyse des textes de lois discriminants et de ceux en faveur de la promotion de la femme au Bénin Nov. (2001).

Groupe des ONG pour le Programme des Femmes dans le Processus de Développement durable (G /PIFeD), USAID, Plate-Forme pour la participation des femmes au processus de prise de décision, Cotonou, Plaquette d'information.

Institut des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie, la démocratie au quotidien IDHPD-DQ, Programme des Nations Unies pour le développement et la Fondation Konrad Adenauer (2002) « Actes du séminaire le Bénin et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme » Cotonou, CODIAM du 02 au 0 » Mai 2002 Série « Rencontres3 N° 3

Le programme de l'OIT sur le VIH /SIDA et le monde de travail (OIT/SIDA) Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, bureau international du travail, Genève, 47 p.

Le programme de l'OIT sur le VIH /SIDA et le monde de travail (OIT/SIDA) les femmes, le VIH/SIDA et le monde de travail inégalité et vulnérabilité, WWW.ilo.org/aid

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (2001), Politique de Promotion de la femme dans le secteur agricole et rural, Imprimerie DJELMO, République du Bénin, 51p.

Ministère de la famille de la protection sociale et de la solidarité (MFPSS), Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) (2003), Répertoire des textes de lois relatifs aux droits de la femme Mars 2003

Ministère de la famille, de la promotion sociale et de la solidarité (MFPSS), Ministère de la justice, de la législation et des Droits de l'homme (MJLDH), 2001, Charte Africaine des Droits et du bien-être de l'enfant, UNICEF, Imprimerie COPEF, Cotonou, 51p .

Ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité, Fonds des Nations Unies pour la population FNUAP (2001) Plan d'action multisectoriel, Pour la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de la femme 220 p. République du Bénin

Ministère de la justice et de législation nationale Rapport Initial et premier rapport périodique du Bénin sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 144 p.

Ministère de la justice, direction des droits de l'homme (2003), Rapport initial du Bénin sur la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits civils et politiques Cotonou Août 2003, 45p.

Ministère du Développement rural (1996) de réflexion sur l'élaboration du plan d'action du secteur rural sur la mise en œuvre des stratégies de Beijing , Plan d'action, Octobre 1996, république du Bénin

Ministère du développement rural, Mission Danoise de coopération (DANIDA), (1998), Enquête sur les statistiques agricoles différenciées par genre Rapport National, Septembre 1998, 56 p.

Ministère du Plan, de la restructuration économique et de la promotion de l'emploi, Institut National de la Statistique et de l'analyse économique, Programme des Nations Unies pour le Développement (1998), Tableau de bord social, Profil social et indicateurs du développement humain, Projet BEN /96/001 « Programme Cadre de Renforcement des Capacités Institutionnelles et de Gestion », République du Bénin 203P.

Nations Unies, Conseil Economique et Social, Commission Economique pour l'Afrique (1999), Sixième conférence régionale africaine sur les femmes en vue de l'examen à mi-parcours des Plate-formes d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing, synthèse des rapports nationaux d'évaluation de la mise en œuvre de la plate forme d'action de Dakar et du programme d'action de Beijing, 22-26 Novembre 1999 Addis Abeba (Ethiopie). 47 p

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) Octobre 2002 59p.

ONUSIDA Le partenariat international contre le SIDA en Afrique, un cadre de travail pour agir 33p.

Organisation des Nations Unies (1999), Le système des droits humains à l'ONU, Afrique, Volume 2, 177 p. internet des droits humains (IDH), 2000, vol. 1 à 6, Ottawa, Ontario.

Programme des nations Unies (1992), Le comité contre la torture Fiche d'information n° 17 Campagne mondiale d'information pour les droits de l'homme Cotonou, république du Bénin

Programme des Nations Unies (1997) Les droits de l'enfant, Fiche d'information 10, Campagne mondiale pour les droits de l'homme 54 p Cotonou, République du Bénin
Programme des Nations Unies (2000) Rapport du Comité plénier spécial de la vingt-troisième session extraordinaire de l'assemblée générale 23^{ème} session extraordinaire, New York 2000.

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP) Programme d'appui au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (PASNTIC) et le centre de formation et de recherche en matière de population CEFORP (2003) Statistiques sur les NTIC dans le secteur privé au Bénin, Nov. 2003 26 p.

Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD (1997) Les droits de l'enfant, fiche d'information n° 10 'rev1, Campagne mondiale pour les droits de l'homme.

Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD (1998) Rapport sur le développement humain au Bénin 247p.

Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD (1998) Enquête du temps au Bénin , méthodologie et résultats , Octobre 1998.

Programme des nations unies pour le développement Rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes Beijing, 4 au 15 septembre 1995.

République du Bénin (1999), Rapport National d'évaluation de la mise en œuvre des Plateformes de Dakar et de Beijing, Juillet 1999.

Union européenne et Wildaf /FeDDAF (2001) Plaidoyer pour une effectivité des droits de la femme au Bénin, Série pour le renforcement des capacités des acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droits des femmes 48p Gêmeaux presse Cotonou.

Union européenne et Wildaf /FeDDAF (2001) Pour la mise en œuvre au quotidien de la CEDEF au Bénin Série pour le renforcement des capacités de acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droit de femmes Imprimerie Gêmeaux presse Cotonou.

Union européenne et Wildaf /FeDDAF (2001) Pour une société sans violence à l'égard des femmes au Bénin, série pour le renforcement des capacités des acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droits des femmes 61p Gêmeaux presse Cotonou.

Groupe des ONG pour le Programme des Femmes dans le Processus de Développement durable (G /PIFeD), USAID, Plate-Forme pour la participation des femmes au processus de prise de décision, Cotonou, Plaque d'information.

Commission Nationale pour l'intégration de la Femme au Développement (CN/IFD) (1994), Quatrième conférence mondiale des femmes Pékin 1995, Evolution de la situation de la femme au Bénin, (Rapport National), Cotonou, République du Bénin, Mai 1994. 75 p ;

Nations Unies, Conseil Economique et Social, Commission Economique pour l'Afrique (1999), Sixième conférence régionale africaine sur les femmes en vue de l'examen à mi-parcours des Plate-formes d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing, synthèse des rapports nationaux d'évaluation

de la mise en œuvre de la plate forme d'action de Dakar et du programme d'action de Beijing, 22-26 Novembre 1999 Addis Abeba (Ethiopie). 47 p

Ministère du développement rural, Mission Danoise de coopération (DANIDA), (1998), Enquête sur les statistiques agricoles différenciées par genre Rapport National, Septembre 1998, 56 p.

Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP) (2001), Inventaire et analyse des textes de lois discriminants et de ceux en faveur de la promotion de la femme au Bénin Nov. (2001). 43p.

Organisation des Nations Unies (1999), Le système des droits humains à l'ONU, Afrique, Volume 2, 177 p. internet des droits humains (IDH), 2000, vol. 1 à 6, Ottawa, Ontario.

Ministère de la famille, de la promotion sociale et de la solidarité (MFPSS), Ministère de la justice, de la législation et des Droits de l'homme (MJLDH), 2001, Charte Africaine des Droits et du bien-être de l'enfant, UNICEF, Imprimerie COPEF, Cotonou, 51P .

Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), Bureau International du travail (BIT) 2002 Programme d'appui aux structures mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, Banque de données sur les systèmes financiers décentralisés 2000, Bénin, Dakar, Février 2002., 82 p.

Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), Bureau International du travail (BIT) 2002 Programme d'appui aux structures mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit, Banque de données sur les systèmes financiers décentralisés 1999, Bénin, Dakar, Mars 2001, 57 p.

Ministère de la justice et de législation nationale Rapport Initial et premier rapport périodique du Bénin sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes 144 p.

Ministère de la famille, de la protection sociale et de la solidarité, Fonds des Nations Unies pour la population FNUAP (2001) Plan d'action multisectoriel, Pour la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de la femme 220 p. République du Bénin

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) Octobre 2002 59p.

Union européenne et Wildaf /FeDDAF (2001) Plaidoyer pour une effectivité des droits de la femme au Bénin, Série pour le renforcement des capacités des acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droits des femmes 48p Gémeaux presse Cotonou

Union européenne et Wildaf /FeDDAF (2001) Pour la mise en œuvre au quotidien de la CEDEF au Bénin Série pour le renforcement des capacités de acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droit de femmes Imprimerie Gémeaux presse Cotonou

Union européenne et Wildaf /FeDDAF (2001) Pour une société sans violence à l'égard des femmes au Bénin, série pour le renforcement des capacités des acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droits des femmes 61p Gémeaux presse Cotonou

Dansou B. (2003), La différence de salaire moyen sur le marché du travail au Bénin : un essai de mesure. Université d'Abomey Calavi (UAC), Faculté des Sciences économiques et de gestion (FASEG) mémoire de maîtrise en sciences économiques, option économie 57 p.

Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD (1998) Rapport sur le développement humain au Bénin 247p.

Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD (1998) Enquête du temps au Bénin , méthodologie et résultats , Octobre 1998

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) (2001), Rapport Final de la mission d'étude sur la viabilité financière des institutions de microfinance (IMF) du Bénin, mars 2001, réalisé par canal Audit 92 p

Programme des Nations Unies (1997) Les droits de l'enfant, Fiche d'information 10, Campagne mondiale pour les droits de l'homme 54 p Cotonou, République du Bénin

Programme des Nations Unies (1992), Le comité contre la torture Fiche d'information n° 17 Campagne mondiale d'information pour les droits de l'homme Cotonou, république du Bénin

Center for reproductive Rights (2003), Réclamons nos droits, survivre à la grossesse et à l'accouchement au Mali, 145p.

Ministère du Développement rural (1996) de réflexion sur l'élaboration du plan d'action du secteur rural sur la mise en œuvre des stratégies de Beijing , Plan d'action, Octobre 1996, république du Bénin

République du Bénin (1999), Rapport National d'évaluation de la mise en œuvre des Plateformes de Dakar et de Beijing, Juillet 1999

Ministère de la justice, direction des droits de l'homme (2003), Rapport initial du Bénin sur la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits civils et politiques Cotonou Août 2003, 45p.

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP) Programme d'appui au secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (PASNTIC) et le centre de formation et de recherche en matière de population CEFORP (2003) Statistiques sur les NTIC dans le secteur privé au Bénin, Nov. 2003 26 p.

Institut des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie, la démocratie au quotidien IDHPD-DQ, Programme des Nations Unies pour le développement et la Fondation Konrad Adenauer (2002) « Actes du séminaire le Bénin et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme » Cotonou, CODIAM du 02 au 04 Mai 2002 Série « Rencontres3 N° 3

Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD (1997) Les droits de l'enfant, fiche d'information n° 10 'rev1, Campagne mondiale pour les droits de l'homme

Ministère de la famille de la protection sociale et de la solidarité (MFPSS), Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) (2003), Répertoire des textes de lois relatifs aux droits de la femme Mars 2003

Bureau International du Travail OITSIDA, Notre contribution à la lutte contre la pandémie Le programme de l'OIT sur le VIH /SIDA et le monde de travail (OIT/SIDA), plaquette d'information

Le programme de l'OIT sur le VIH /SIDA et le monde de travail (OIT/SIDA) Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, bureau international du travail, Genève, 47 p.

Le programme de l'OIT sur le VIH /SIDA et le monde de travail (OIT/SIDA) les femmes, le VIH/SIDA et le monde de travail inégalité et vulnérabilité, WWW.ilo.org/aid

ONUSIDA Le partenariat international contre le SIDA en Afrique, un cadre de travail pour agir 33P .

Commission économique pour l'Afrique (2002) Indice africain pour le genre et le développement

Programme des nations unies pour le développement Rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes Beijing, 4 au 15 septembre 1995

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (2001), Politique de Promotion de la femme dans le secteur agricole et rural, Imprimerie DJELMO, République du Bénin, 51p.

Ministère du Plan, de la restructuration économique et de la promotion de l'emploi, Institut National de la Statistique et de l'analyse économique, Programme des Nations Unies pour le Développement (1998), Tableau de bord social, Profil social et indicateurs du développement humain, Projet BEN /96/001 « Programme Cadre de Renforcement des Capacités Institutionnelles et de Gestion », République du Bénin 203P.

Programme des Nations Unies (2000) Rapport du Comité plénier spécial de la vingt-troisième session extraordinaire de l'assemblée générale 23^{ème} session extraordinaire, New York 2000

Table des matières

CHAPITRE 3 : TABLEAU DE BORD DE PROMOTION DE LA FEMME AFRICAINE (TBPFA)	90
3.1 : CONTEXTE ET METHODOLOGIE.....	91
3.1.1. Contexte.....	91
3.1.2. Méthodologie.....	91
3.1.3 Mise en contexte des différentes rubriques utilisées dans le canevas du tableau de bord ...	92
3.1.4. Difficultés.....	93
3.2. ATTRIBUTION DES NOTES SUR LES AXES DU TABLEAU DU BORD DE PROMOTION DE LA FEMME AU BENIN.....	94
3.2.1. Droits de la femme.....	94
3.2.1.1. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination a l'égard des femmes (CEDEF).....	94
A- RATIFICATION SANS RESERVE.....	94
B- Protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination a l'égard des femmes.....	100
C- ART 2 DE LA CEDEF : obligation d'éliminer la discrimination.....	101
D- ART 16 DE LA CEDEF : Egalité dans le cadre du mariage et droit à la famille.....	105
3.2. 2. Pouvoir social.....	110
3.2.2.2. Violence à l'égard des femmes :.....	114
A- Violence au foyer.....	114
B- Viol.....	117
C- Harcèlement sexuel.....	119
D- Traite des femmes.....	120
3.2.2.3. Charte africaine des droits de l'enfant (art.27).....	122
3.2.2.4. Santé + conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire 1994), plus cinq (1999).....	124
A. Infections sexuellement transmises.....	124
B. VIH/SIDA.....	127
C. MORTALITE MATERNELLE.....	129
D. CONTRACEPTION.....	131
3.2.2.6. Education.....	135
A. POLITIQUE RELATIVE AUX ABANDONS SCOLAIRES DES FILLES.....	135
B. EDUCATION RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME ET DE LA FEMME.....	137
3.2.3. Pouvoir économique.....	139
3.2.3.1. Convention du BIT.....	139
A- CONVENTION 100 CONCERNANT L'EGALITE DE REMUNERATION, 1951.....	139
B- CONVENTION 111 CONCERNANT LA DISCRIMINATION, 1958.....	141
C- Convention 183 concernant la protection de la maternité sur le lieu de travail, 2000....	144
D- CODE DE BONNE PRATIQUE DE L'OIT SUR LE VIH/SIDA.....	146
3.2.3.2. Déclarations du NEPAD.....	148
A- Féminiser les stratégies de lutte contre la pauvreté.....	148
B- Accès aux services de vulgarisation agricole.....	150
C- Accès à la technologie.....	153
D- Accès égal a la terre, droits fonciers.....	155

3.2.4. Pouvoir politique.....	157
3.2.4.1. Existence d'un ministère chargé de la promotion de la femme	157
3.2.4.2. Appui aux quotas et à l'action affirmative en faveur des femmes.....	160
3.2.4.3. Part des femmes au niveau des postes de décision au parlement et dans les ministères	161
3.2.4.4. Prise en compte du genre dans tous les départements des services publics	162
3.3. Synthèse : le TBPFA	165
Références bibliographiques	178